

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE LA PLANIFICATION
ET DE L'ECONOMIE



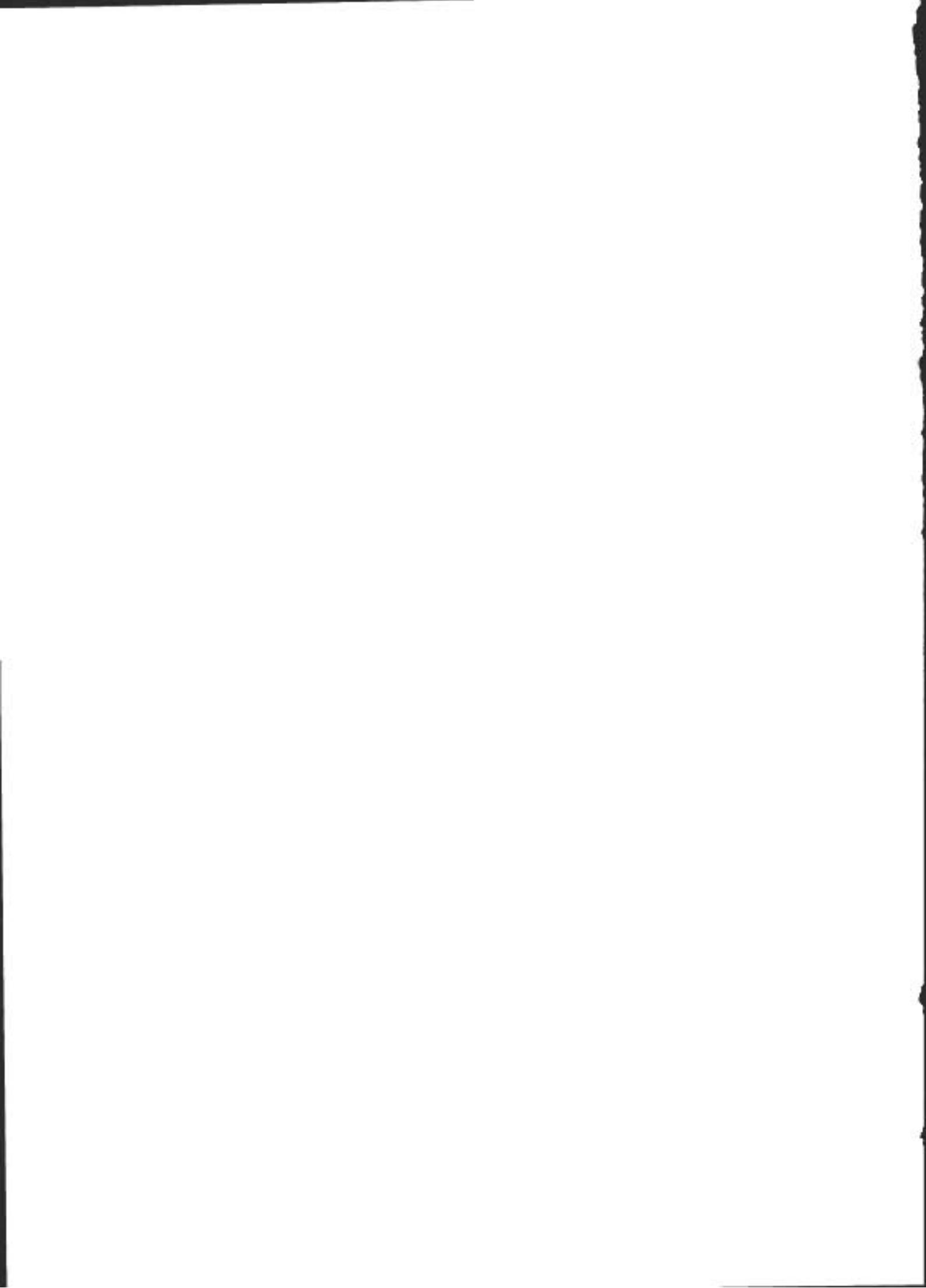
HAUT COMMISSARIAT A LA PLANIFICATION
ET A L'ECONOMIE

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

SITUATION 1987
PERSPECTIVES 1988

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

**SITUATION 1987
PERSPECTIVES 1988**



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
a) Contexte international	7
b) Situation nationale	8
PREMIERE PARTIE : ACTIVITE	9
1. LES QUATRE GRANDS PRODUITS	11
1.1 Le pétrole	11
1.1.1 La production	11
1.1.2 Le prix du pétrole	11
1.1.3 Le forage et la recherche pétrolière	13
1.1.4 Le raffinage	14
1.2 Les mines	16
1.2.1 L'uranium	16
1.2.2 Le manganèse	17
1.3 Bois et forêt	18
1.3.1 L'exploitation forestière	18
1.3.2 Industrie du bois	20
2. AUTRES ACTIVITES	21
2.1 Agriculture, élevage, pêche	21
2.1.1 Agriculture	21
A — Les cultures vivrières	21
B — Les cultures industrielles	22
2.1.2 Elevage	24
2.1.3 Pêche	24
2.2 Industries	27
2.2.1 Industries alimentaires, boissons, cigarettes	27
2.2.1.1 Industries alimentaires	27
2.2.1.2 Industries des boissons et de tabac	32
2.2.2 Industrie de transformation des métaux	33
2.2.3 Industrie chimique	33
2.2.4 Extraction et fabrication des matériaux de construction	35
2.2.5 L'industrie textile	36
2.3 Bâtiments et travaux publics	39
2.3.1 La structure du secteur	39
2.3.2 Evolution de l'activité	39
2.3.3 Evolution des investissements	39
2.4 Activités tertiaires	40
2.4.1 Le commerce	40
2.4.1.1 Structure du secteur	40
2.4.1.2 Evolution de l'activité	40
2.4.2 Les activités de transport	41
2.4.2.1 Routes et transports routiers	41
2.4.2.2 Les transports ferroviaires	43
2.4.2.3 Transports maritimes	44
2.4.2.4 Transports aériens	45
2.4.2.5 Les activités portuaires	47
2.4.2.6 Les auxiliaires de transports	48
2.4.3 Electricité - eau	49
2.4.4 Hôtellerie - restauration - tourisme	51
2.4.5 Imprimerie, édition et publicité, distribution des livres et des journaux	53
2.4.5.1 Imprimerie	53
2.4.5.2 Edition et publicité	53
2.4.5.3 Distribution des livres et des journaux	53
2.4.6 Les institutions financières	54
2.4.6.1 Les banques commerciales de développement	54
2.4.6.2 Les compagnies d'assurances	56
2.4.6.3 Les établissements financiers	57
2.4.7 Autres services	57
2.4.7.1 Les services rendus aux entreprises	57
2.4.7.2 Les services immobiliers	59

DEUXIEME PARTIE : GRANDEURS MACROECONOMIQUES	61
1. PRODUIT INTERIEUR BRUT	64
1.1 Les ressources du P.I.B.	64
1.1.1 Origines du P.I.B. par secteurs	64
1.1.2 Origines du P.I.B. par branches	66
1.2 Emplois du P.I.B.	68
1.2.1 Consommation finale	68
1.2.2 Investissements	68
1.2.3 Solde des biens et services non facteurs	68
1.3 Evolution de l'activité par agent économique	69
1.3.1 Situation des entreprises	69
1.3.2 Situation des ménages	71
1.3.3 Situation des administrations	72
2. LE BUDGET DE L'ETAT	73
2.1 La loi de finances	73
2.2 L'exécution de la loi de finances	73
2.2.1 Evolution des recettes	73
2.2.1.1 Recettes pétrolières	74
2.2.1.2 Recettes hors pétrole	74
2.2.2 Evolution des dépenses	75
3. MONNAIE ET CREDIT	78
3.1 Les ressources du système monétaire	79
3.1.1 La masse monétaire (M2)	79
3.1.2 Les ressources extra-monnaïres	79
3.2 Les contreparties de la masse monétaire	82
3.2.1 Les avoirs extérieurs nets	82
3.2.2 Les crédits à l'économie	83
3.2.3 Le crédit à l'Etat	83
3.3 Les outils de la politique monétaire	83
3.3.1 L'encadrement du crédit	84
3.3.2 La politique des taux d'intérêt	84
3.3.3 Le financement de l'économie par secteur d'activité	85
4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	86
4.1 Balance commerciale	86
4.1.1 Les exportations	86
4.1.2 Les importations	87
4.1 La balance des biens et services	88
4.2 La balance courante	89
4.3 La balance des capitaux	89
4.4 Le solde global	89
5. PRIX, SALAIRES, EMPLOI	91
5.1 Les prix	91
5.2 Emploi et salaires	93
TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES	95
1. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ENTRE 1987 ET 1988	96
1.1 Situation globale de l'économie mondiale	96
1.2 La situation monétaire et financière	98
2. LE CONTEXTE NATIONAL	100
2.1 Les marchés internationaux des grands produits d'exportation	100
2.1.1 Le pétrole	100
2.1.2 Les produits miniers	100
2.1.3 Le bois	101
2.2 Le programme de redressement économique et financier	102
3. BUDGET PREVISIONNEL 1988-1989	103
3.1 Les contraintes associées au programme budgétaire 1988-1989	103
3.2 Les arbitrages budgétaires	103
4. L'EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1988-1989	105
4.2 Equilibre des biens et services	105
CONCLUSION	107
ANNEXES	109 à 134

INTRODUCTION

L'année 1987 a mis en évidence l'interdépendance accrue des économies. Aux accords du Louvre, en Février 1987, confirmés par le sommet de Venise, et dans le but de **corriger les principaux déséquilibres de l'économie mondiale, la "coordination des politiques économiques"** est dorénavant un leitmotiv.

De plus en plus, la planétarisation de l'économie implique sa planification à travers :

— **la solidarité des taux de croissance**: l'objectif est de faire croître davantage les économies présentant de forts excédents commerciaux (Allemagne et Japon) pour compenser la réduction du taux de croissance des pays en situation de fort déficit commercial (Etats-Unis).

— **la réduction coordonnée des taux d'intérêts**, afin de restaurer peu à peu la stabilité des marchés financiers; elle devrait par ailleurs contribuer à la progression de la demande interne des pays excédentaires et à la réduction des déséquilibres commerciaux.

— la prise en compte par les pays développés de la **gravité et de la difficulté du problème de la dette globale** des pays en voie de développement. L'heure est aux prêts concessionnels (durée, intérêts, rééchelonnement) afin d'une part de rouvrir la voie à un renouvellement des flux de capitaux à destination des pays à faible revenu et d'autre part de protéger les systèmes bancaires des pays industrialisés.

a) Contexte international

— **Performances surprenantes de l'activité économique dans l'ensemble des pays développés.** La croissance des sept grands pays industrialisés, ainsi que celle de l'ensemble du monde développé a atteint 2,7% en 1987 (2,8% en 1986) sous l'effet d'une accélération continue tout au long de l'année. La production industrielle, l'agriculture et les services en sont les principaux secteurs bénéficiaires, suite en grande partie à la demande accrue des ménages. La croissance des exportations aux USA et en Grande-Bretagne, la reprise des investissements au Japon, la reconstitution des stocks et un léger redémarrage des constructions au Canada et en France ont constitué le deuxième motif de croissance.

— **Modération des taux d'inflation.** Ceux-ci se sont maintenus au niveau atteint en 1986 (+3% dans les pays de l'OCDE), et correspondent à ceux des années 1960 et début 1970.

— **Légère amélioration du niveau des emplois.** La croissance soutenue depuis 1986 a eu pour corollaire, une amélioration du taux des emplois. Le taux de chômage est passé de 8,3% de la population active à 8% dans les pays de l'OCDE, sous la poussée d'une nette amélioration aux USA (6,25% contre 7%).

— **Contrastes des balances des opérations courantes.** Le déficit américain se creuse (156 milliards de dollars en 1987 contre 141 en 1986), au profit des excédents du Japon qui se stabilisent à 86 milliards de dollars depuis deux ans, de l'Allemagne qui se sont accrus en 1987 (44 milliards de dollars contre 37 milliards en 1986), des pays en développement non producteurs de pétrole qui deviennent excédentaires pour 12 milliards en 1987. La France, quant à elle, après avoir présenté une balance excédentaire de 3 milliards de \$ en 1986 accuse un déficit de 3,5 milliards de \$ en 1987.

— **Repli du commerce mondial.** La croissance des échanges extérieurs qui était de 4,5% en 1986 contre 3% en 1985 s'est à nouveau ralentie au taux de 3,75% en 1987. De nombreux pays usent de pratiques plus ou moins protectionnistes à l'égard de

leur marché intérieur tout en cherchant à conquérir au mieux celui de l'extérieur. La promotion d'un système d'échanges commerciaux ouverts reste un objectif à atteindre.

— **Poursuite de la baisse du dollar depuis septembre 1985.** Ainsi en décembre 1987, le cours moyen du dollar a atteint 276,70 F CFA contre 320 F en décembre 1986, et 385 F en décembre 1985.

— **Répit d'une année sur le marché pétrolier.** Après une année 1986 fortement déprimée et constamment perturbée, l'année 1987 a été marquée au premier semestre par un retour au prix officiel OPEP. Sous la contrainte de quotas sans cesse révisés à la baisse, ce prix du baril s'est maintenu à 18 dollars. Cependant, dès le deuxième semestre, cet équilibre trop précaire vacille et l'Arabie Saoudite, après l'échec de la Conférence de l'OPEP en Novembre 1987, adopte à son tour la pratique de prix de fait inférieurs de 2 à 3 dollars le baril.

b) Situation nationale

L'année 1987 est marquée par :

— **une nouvelle baisse du P.I.B.** qui passe de 1 173 milliards en 1986 à 1 005,3 milliards en 1987. Il subit les effets de la baisse de la production pétrolière de 8,29 millions de tonnes à 7,8 millions de tonnes et ceux de la dépréciation du dollar (305 F contre 346 F en 1986). La remontée du prix du baril de 12,50 F CFA le baril en 1986 à 17,20 F CFA en moyenne en 1987 a largement contribué à limiter cette baisse.

Les autres secteurs miniers d'exportation s'inscrivent en légère baisse à cause notamment d'une forte dépréciation des prix, les quantités exportées restant sensiblement les mêmes. Par ailleurs, les B.T.P. et les secteurs marchands enregistrent une chute importante de leur activité. Par contre, l'agriculture enregistre certaines performances notamment au niveau de quelques projets qui entrent en production intense (huile).

— **un niveau très bas de l'ensemble des investissements :** la FBCF se situe à 333 milliards contre 560 en 1986. Les investissements pétroliers se situent à 80 milliards, et l'investissement privé hors pétrole est très faible. L'investissement public a chuté de 80%.

— **une exécution du budget à 461 milliards** avec un déficit des opérations courantes qui n'a pu être entièrement comblé par de nouveaux emprunts. En 1987, les emprunts nouveaux ont été de 197,5 milliards contre 174 milliards en 1986.

— **une forte contraction de la masse monétaire** (— 14%). En contrepartie, la baisse des crédits à l'économie de 10% trouve son origine dans la réduction des encours à l'économie, alors que les crédits à l'état enregistrent une hausse.

— **un nouvel accroissement du déficit de la balance des paiements.** Après avoir atteint 67 milliards en 1986, le déficit de la balance des paiements serait de l'ordre de 78 milliards en 1987.

ACTIVITE

L'économie gabonaise a connu, en 1987, globalement une baisse de l'activité que retrace le tableau synthétique ci-dessous.

<p>QUATRE GRANDS PRODUITS</p> <p>— Evolution influencée par la conjoncture internationale.</p>	<p>Pétrole: baisse de la production de 5%, niveau de prix pratiqués nettement inférieurs au cours officiel. La découverte de nouveaux gisements laisse espérer un accroissement de la production.</p> <p>Uranium: niveau des ventes en légère baisse. Effritement continu des prix.</p> <p>Manganèse: maintien du volume des ventes. Forte baisse des prix.</p> <p>Bois: légère amélioration.</p>
<p>AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE</p> <p>Une des priorités de l'actuel plan.</p>	<p>Agriculture: approvisionnement régulier des principaux centres de consommation en produits vivriers ; réalisation de la première phase du programme palmier à huile. Démarrage de l'activité hévéicole à Kango.</p> <p>Elevage: la situation des 3 ranchs bovins évolue très favorablement.</p> <p>Pêche: la situation est difficile pour la pêche industrielle. Cependant la production artisanale s'accroît substantiellement.</p>
<p>INDUSTRIES</p> <p>L'importance des produits étrangers et la fermeture de certains marchés gênent le développement des unités de la production.</p>	<p>Alimentation, Boissons, Tabac: baisse de l'activité.</p> <p>Industries du bois: situation désastreuse.</p> <p>Transformation des métaux: situation déprimée à cause de la vive concurrence des industries européennes, et d'un manque de financement adapté.</p> <p>Chimie: activité en baisse, diversification dans la gamme des produits offerts; perspectives intéressantes, possibilités d'exportation vers les pays de l'UDEAC.</p> <p>Matériaux de construction (Ciment): baisse de la production de 36%, diminution des résultats.</p> <p>Textiles: persistance de la crise; concurrence très vive des produits importés; CA annuel en baisse depuis 1981.</p>
<p>B.T.P.</p> <p>Activités liées aux investissements publics et au logement.</p>	<p>Effondrement de l'activité.</p>
<p>ACTIVITES TERTIAIRES</p> <p>Baisse de l'activité</p>	<p>Commerce: en crise.</p> <p>Transport: réduction de l'activité.</p> <p>Energie: stagnation de la production d'électricité. Baisse de la production et du volume des ventes de l'eau.</p> <p>Hôtellerie: forte baisse de la demande face à une capacité hôtelière en augmentation.</p> <p>Imprimerie, Edition et Distribution des Journaux: activité morose.</p>

1. LES QUATRE GRANDS PRODUITS

1.1 LE PETROLE

En ce début d'année 1988, le marché pétrolier se caractérise :

- par une surproduction de pétrole brut et de produits raffinés,
- par une baisse importante des coûts de production notamment dans le Monde Occidental (Mer du Nord, Etats-Unis),
- par une stabilisation de la demande due aux efforts d'économie d'énergie,
- par un niveau de prix pratiqués nettement inférieurs au cours officiel, ce qui menace fortement le niveau actuel des prix.

1.1.1 LA PRODUCTION

L'activité pétrolière décline depuis 1984. En 1987, elle se situe à 7,9 millions de tonnes contre 8,3 millions en 1986, et ceci malgré l'entrée en production d'un nouvel opérateur TENNECO, exploitant du gisement d'OBANDO.

On attend l'entrée en production en mai 1989 des nouveaux puits de Rabi découvert en 1985 et de Kounga I découvert en 1986 pour compenser le déclin des anciens puits. En 1988, la production devrait remonter à 8 millions de tonnes.

Deux nouvelles découvertes pourraient modifier les perspectives pétrolières des années 1990 ; il s'agit de Moukouti découvert en 1987 et de Nioungo I découvert cette année.

Production de pétrole (milliers de tonnes) par opérateur et par type de brut

Société opératrice	Type de pétrole	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
ELF GABON	MANDJI	6.344	6.423	6.297	6.277	6.198	6.248	5.867
SHELL GABON	GAMBA	886	891	775	814	738	637	629
SHELL GABON	LUCINA	421	434	560	663	657	614	519
AMOCO	OGUENDJO	0	0	237	976	1.033	796	635
TENNECO	OBANDO		0	0	0	0	0	76
Total production de pétrole		7.651	7.748	7.869	8.730	8.626	8.295	7.726

1.1.2 LE PRIX DU PETROLE

a) Le prix officiel

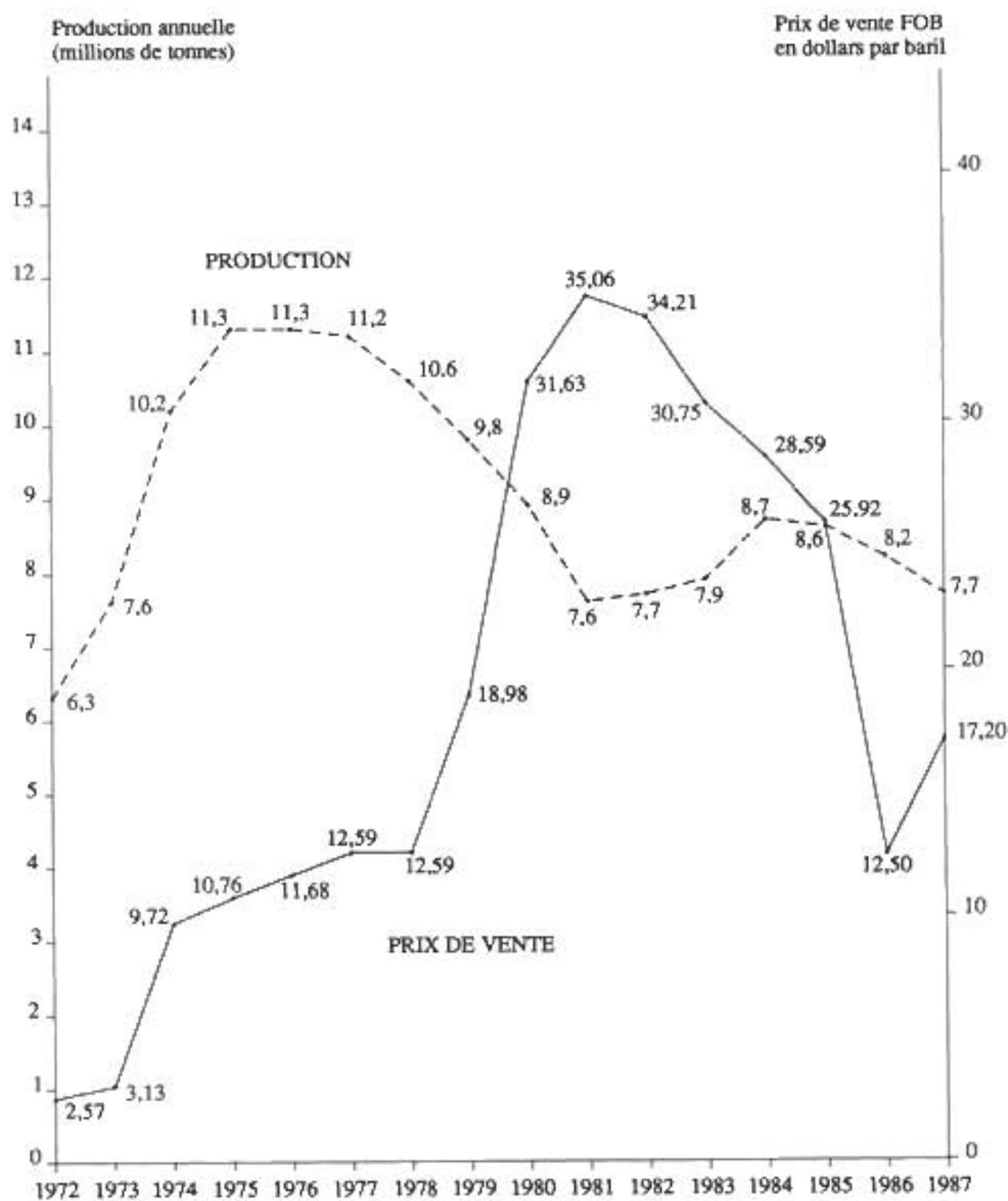
Ce prix est fixé par les Etats membres de l'OPEP en fonction des objectifs qu'ils se donnent en matière de prix et de leur part du marché en regard des producteurs non OPEP. Après une année 1985 au niveau de 28 dollars, les années 1986 et 1987 ont enregistré une chute cumulée de 38% du prix de tous les types de pétrole.

Moyennes annuelles (\$/baril)	MANDJI	OGUENDJO	GAMBA	LUCINA
1985	28	NC	28,50	28,20
1987	17,32	17,50	17,77	17,42

Source : Direction Générale des hydrocarbures

Cependant, on constate que de nombreuses transactions sur le marché international se font à un prix inférieur de deux à trois dollars au cours officiel.

Pétrole : Production et prix de vente



b) Le Prix spot

Ces prix sont issus de la confrontation de l'offre et de la demande de pétrole brut sur le marché libre.

Les prix après être tombés au plus bas en juillet 1986 sont sensiblement remontés aux alentours de 17 dollars depuis le mois de janvier 1987, et se sont maintenus au niveau des prix officiels.

Moyenne mensuelle du prix spot du Mandji en 1987

\$/baril	année 1987
Janvier	17,05
Février	15,83
Mars	16,41
Avril	16,73
Mai	17,28
Juin	17,47
Juillet	17,94

Source : Direction Générale des hydrocarbures

1.1.3 LE FORAGE ET LA RECHERCHE PETROLIERE

Les entreprises opérant dans ce secteur sont dans l'ensemble, des filiales de groupes internationaux européens et américains. Nombreuses, elles se maintiennent depuis deux ans, malgré un faible niveau d'activité.

Toutefois le creux de la vague semble être atteint pour certaines d'entr'elles qui affichent un certain optimisme, en raison de la mise en développement du gisement de Rabi-Kounga.

a) Les Sociétés de forage

Les contrats qui étaient généralement conclus pour une durée de 2 ans jusqu'en 1984, sont maintenant négociés pour de très courtes durées et puits par puits. La majorité des appareils est en attente d'activité.

Les activités des sociétés de forage se présentent de la manière suivante :

SEDCO-FOREX

Un seul appareil a été mis en activité depuis 1985 et a réalisé 5 puits (2 puits en 1985, 1 puit en 1986 et 2 puits en 1987).

FORASOL

Cette société a réalisé 3 puits avec un appareil en activité et risque de fermer ses bases d'ici fin mars 1988 faute de nouveaux contrats.

GLOBAL MARINE

Elle a opéré en 1987 pour le compte d'ELF (1 puit) et dispose de 2 appareils en attente d'activité.

TEXTOR-COSIFOR

TEXTOR-COSIFOR a réalisé 3 puits en 1987 avec un seul appareil en activité contre 10 puits en 1986 et 12 en 1985.

DUTAG

Cette société a maintenu un appareil en activité et travaille avec Shell.

ROBRAY

Cette société a fermé sa base, faute d'activités.

b) Les sociétés prestataires de services

Ces sociétés interviennent lors des différentes phases qui suivent le forage proprement dit.

Schlumberger

Après une année 1987 en déficit, elle observe une remontée significative de ses activités.

Forfaid

Elle est spécialisée dans les équipements de cimentation, les tricomes de forage, les grosses robinetteries de production et la mise en place des équipements sur chantiers. En 1987, les deux contrats obtenus avec Elf, concernent l'entretien et la mise en place du matériel de production.

Neyford

Cette société s'occupe du suivi, des réparations et de la maintenance du matériel de forage (turbo foreuses et stabilisateurs).

Le groupe Halliburton

Il se compose des sociétés IMCO-OTIS-IDF et Halliburton. En 1987, il n'a réalisé que des travaux de cimentation.

MILPARK-CKS-DRILLING-FLUIDS

L'année 1987 a été assez satisfaisante, et le groupe s'attend à une bonne année 1988, compte tenu de son carnet de commandes. Il vend des produits chimiques, les argiles, les sels spéciaux et le ciment pétrolier. Tous ces produits sont importés.

1.1.4 LE RAFFINAGE

La capacité de production de SOGARA s'élève à 850000 tonnes/an et couvre largement le marché local (aux alentours de 450 000 tonnes). En 1987, la société a loué ses installations à des compagnies étrangères pour y faire des travaux de façonnage.

Le tableau suivant retrace l'évolution de l'activité du pétrole raffiné

	1984	1985	1986	1987*
Pétrole brut traité (en milliers de tonnes)	580,8	643	575	437
Vente de produits raffinés (en milliers de tonnes)	536,4	600	520	437
Chiffre d'affaires (Milliards de FCFA)	65,9	80,7	47	32,7
Valeur ajoutée (Milliards de FCFA)	7,5	14,2	14	6

*non compris le brut de façonnage

La quantité de brut traité diminue depuis deux ans, elle traduit d'une part la baisse des ventes sur le marché intérieur, notamment au niveau du fuel, du fait du ralentissement de l'activité économique et d'autre part des difficultés d'écoulement des produits excédentaires sur le marché international.

Les derniers réajustements des prix remontent à avril 1986, voire à mars 1985.

Prix de Vente des produits raffinés

Prix de vente moyen départ usine	Janv. 1983	Sept. 1983	Mars 1985	Avril 1986	Déc. 1987
Super (CFA/HCL)	11 687	12 222	13 572	6 505	6 505
Gasoil (CFA/HCL)	11 566	12 096	13 446	10 125	10 125
Essence (CFA/HCL)	11 298	11 808	13 308	10 057	10 057
Pétrole lampant (CFA/HCL)	11 938	12 477	13 977	11 520	11 520
Bitume (CFA/tonne)	48 300	52 500	57 750	57 750	57 750
Fuel 380 (CFA/tonne)	54 200	54 200	59 624	59 624	59 624
Butane (CFA/tonne)	90 000	90 000	99 000	99 000	99 000

Le marché gabonais des produits pétroliers a subi une forte baisse en 1986 et en 1987. Ceci a contraint la raffinerie à baisser de 25% la quantité de brut traitée, ce qui menace l'équilibre de la société.

Consommation du Marché intérieur en produits raffinés

Consommation locale (tonnes)	1983	1984	1985	1986	1987
Gasoil	205 600	211 500	231 077	217 855	195 384
Kérosène + pétrole lampant	70 900	92 400	97 843	90 728	96 299
Super	51 300	51 600	53 502	56 575	69 785
Essence	10 200	10 500	7 730	6 072	9 500
Fuel	30 800	32 400	47 484	40 000	28 009
Bitume	12 300	10 500	7 838	5 841	5 520
Butane	6 400	5 400	7 838	6 394	10 338
Total marché intérieur	387 000	413 300	445 474	423 465	414 835

Le volume des ventes à l'exportation s'est sensiblement amélioré en 1987 et a rapporté 4 milliards de F. contre 3,3 milliards en 1986.

Produits exportés	1986	1987
Naphta (en m3)	9 286	0
Fuel 380 Soutes (TM)	44 999	38 866
Fuel 380 Export (TM)	87 292	116 600
Gasoil Export (T)	0	30 680

La Commercialisation

Pizo, entreprise publique qui commercialisait les produits SOGARA, a cessé ses activités le 10 avril 1987. Une nouvelle société PIZO-SHELL dans laquelle l'Etat détient une part du capital social a été créée.

Depuis cette fermeture, SOGARA n'a plus de client direct, les parts de marché de PIZO ont été rétrocédées aux autres distributeurs, qui se ravitaillent par l'intermédiaire de la Société Gabonaise d'Entreposage et de Produits Pétroliers.

Evolution des investissements

En 1987, comme en 1986, les investissements n'ont concerné que la maintenance des structures et ont été inférieurs aux prévisions.

	1983	1984	1985	1986	1987
Investissements (millions F CFA)	746,4	4 404,5	3 189	1 591	1 362

En 1988, les prévisions portent sur 2,4 milliards du fait de la révision de la raffinerie nécessaire à l'amélioration de la qualité des produits, dans le but de développer les ventes à l'exportation.

1.2 LES MINES

Avant la mise en exploitation des gisements de fer de Belinga, et de barytine de Dourekiki dans la Nyanga, l'exploitation minière se limite en 1987 à l'extraction :

- du minerai d'Uranium à Mounana dans la province du Haut Ogooué
- du minerai de Manganèse à Moanda
- et à l'extraction artisanale de l'or dans les provinces de la Nyanga, de l'Ogooué lolo, de l'Ogooué Ivindo et du Moyen Ogooué.

1.2.1 L'URANIUM

La Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (COMUF) souffre depuis 1980 de l'état déprimé du marché mondial. Le volume des ventes est quelque peu en baisse depuis 1986 et se situe aux alentours de 850 tonnes par an ; elles reposent sur des contrats à long terme entre la société et ses principaux clients.

Production d'Uranium

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Production (tonnes)	1 022	970	1 009	918	939	900	798
Exportations (tonnes)	945	1 091	928	900	900	857	830

La production en 1987 s'inscrit en baisse de 11,3% par rapport à 1986. Depuis 1983 son niveau est supérieur à celui des ventes, mais en 1987 une expédition partie en Décembre 1986 a été comptabilisée dans les ventes (donc livrées) en Janvier 1987.

Le niveau des ventes est en légère baisse depuis 1982, et aucun fait nouveau ne laisse espérer une reprise.

- Au contraire comme les années précédentes,
- les nouveaux contrats sont inexistants,
 - les activités nucléaires piétinent et les stocks sont importants (quatre années de réserve),
 - la production mondiale est excédentaire.

Commercialisation et résultats

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Francs CFA/kg d'U (1)	NC	NC	27 000	NC	31 000	29 720	27 950
Chiffre d'affaires (millions F CFA)	19 454	27 151	26 673	26 916	27 038	25 319	23 953
Valeur ajoutée (millions F CFA)	12 567	17 700	17 020	17 293	16 589	15 000	13 000

* Estimation DGE

La commercialisation de l'uranium se caractérise par un effritement continu des prix, du fait des stocks importants détenus aussi bien par les Etats que par les entreprises. De plus, la concurrence est vive du côté des pays producteurs dont la monnaie s'est fortement dépréciée par rapport au dollar, en 1986 et 1987 (Afrique du Sud).

La baisse du chiffre d'affaires en 1986 de 5%, puis encore de 5% en 1987 résulte directement de cette dépréciation des prix.

1.2.2 LE MANGANESE

La production se compose de deux produits exportés en quasi totalité.

- le Minerai métallurgique qui représente plus de 95% de la production en volume et près de 90% en valeur.
- le bioxyde de manganèse

	En 1 000 tonnes	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Production	Manganèse métallurgique	1 332	1 762	2 021	2 349	2 442	2 320
	dont bioxydes	86	100	91	58	71	
Livraisons	Manganèse métallurgique	1 332	1 905	2 093	2 407	ND	ND
	dont bioxydes	86	123	79			

* Estimation DGE

Après s'être fortement accrue de 1982 à 1986, le volume des ventes se maintient grâce aux efforts de diversification de la clientèle entrepris par la COMILOG, et ce malgré l'excédent des capacités de production dans le monde ; il a légèrement fléchi en 1987.

(1) Le prix de l'uranium gabonais résulte d'une négociation annuelle entre la France et ses fournisseurs africains (Gabon et Niger). Il a l'avantage d'être stable pendant toute l'année et ce quelque soit le cours du dollar.

Les prix qui s'étaient appréciés de 18% en 1985, accusent une forte baisse en 1986 et sont au plus bas en 1987. Cette chute résulte autant de la baisse des prix exprimés en dollars, que de la dépréciation de cette monnaie depuis deux ans. La situation particulièrement morose de la sidérurgie incite à croire que cette tendance sera maintenue ; seule une valorisation du rand sud-africain par rapport au dollar pourrait permettre d'améliorer les prix sur le marché.

Millions de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Chiffre d'affaires	36 390	26 000	43 361	55 826	52 890	38 232	30 000
Valeur ajoutée	24 433	21 400	27 594	38 666	36 739	27 120	20 000
Investissements	3 842	1 500	2 056	4 878	6 402	3 152	2 200

*Estimation DGE.

Le chiffre d'affaires a chuté de 21% en 1987 par rapport à 1986 et de 43% par rapport à 1985, suite à l'effondrement des prix.

La valeur ajoutée, quant à elle, s'est amoindrie dans de plus faibles proportions, elle bénéficie depuis 1986 d'une réduction sensible des prix de certaines matières premières et d'une réduction des charges d'exploitation.

Le port minéralier d'Owendo devrait être terminé en décembre 1988. Il coûtera 15 milliards de F CFA, et en janvier 1988, la moitié des travaux ont été réalisés pour une valeur de 8 milliards de F CFA.

1.3 BOIS ET FORET

Si la situation du secteur de l'exploitation forestière s'est légèrement améliorée en 1987 sous l'effet du marché qui a été porteur et des prix d'achat aux producteurs beaucoup plus rémunérateurs, cela n'a pas été le cas pour les industries du bois qui sont pratiquement toutes à la dérive.

1.3.1 L'EXPLOITATION FORESTIERE

Situation conjoncturelle

Bien que n'ayant pas atteint le niveau de 1984 et encore moins celui des années 70, la situation de l'exploitation forestière a été meilleure en 1987 qu'en 1986, essentiellement à cause de la décision de la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) d'écouler les stocks qu'elle avait accumulés en 1986. Ce déstockage a été rendu possible par les commandes fermes passées avec quelques clients étrangers (surtout asiatiques) et a eu pour conséquence de permettre la levée du contingentement des achats SNBG aux producteurs décidée une année plus tôt. Ces mesures ont permis aux forestiers de reconstituer quelque peu leur trésorerie.

Le tableau ci-dessous donne quelques indications sur l'évolution du marché de l'Okoumé depuis 1983.

Evolution du marché de l'Okoumé

Okoumé	1983	1984	1985	1986	1987
Production (m3)	1 042 847	1 037 203	982 704	957 094	868 164
Valeur de la production (en milliards de F)	24 357	28 459	27 474	25 252	23 676
Prix plage (franc/m3)*	23 360	27 400	28 000	26 400	27 300
Exportations (m3)	988 808	1 011 833	901 518	858 535	901 561
Valeur des exportations (en milliards de F)	33 122	37 634	34 593	30 679	31 200
Prix F.O.B. (Francs/m3)*	33 500	37 200	38 400	35 700	34 600
Stocks en fin de période (en m3)	46 813	31 849	62 003	96 227	43 013
Valeur des stocks (en millions de F)	936	837	1 145	2 233	1 268

Source : SNBG

* Les prix "plage" et "FOB" moyens sont calculés à partir des quantités (toutes qualités confondues) achetées et vendues par la SNBG. L'historique de ces prix ainsi que l'évolution des marges sont repris en annexe.

En 1985, la production de bois divers y compris l'ozigo s'élevait à 300 000 m³. Depuis plusieurs années, la tendance est à la hausse de la production.

L'analyse de ce tableau fait ressortir que, malgré la baisse de la production qui est due essentiellement à la baisse du niveau des stocks, les exportations se sont accrues.

Le tableau suivant présente la répartition des exportations d'okoumé par pays acheteur depuis 1982.

Destination des exportations

En m3	1982	1983	1984	1985	1986	1987
France	332 431	392 360	376 096	345 576	305 401	215 905
Autres pays Européens	222 263	299 630	222 526	212 142	199 297	158 033
Asie	212 885	228 001	321 402	257 835	270 800	435 921
Afrique	102 043	67 337	100 809	85 012	82 066	88 776
Reste du Monde	1 068	1 480	0	953	971	2 922
Total	870 690	988 808	1 020 833	901 518	858 535	901 557

Ce tableau fait apparaître le recul de la France (acheteur de meilleure qualité d'okoumé) et la percée des pays asiatiques (acheteurs de bois de toutes qualités).

Problèmes structurels

Le secteur de l'exploitation forestière, malgré cette conjoncture légèrement favorable, reste confronté aux problèmes qui le minent depuis plusieurs années :

- difficultés financières de la SNBG qui ont des conséquences négatives sur tout le secteur ;
- difficultés de conservation et de renouvellement du patrimoine forestier par l'administration de tutelle ;
- réticence des Banques à concourir au développement du secteur ;
- manque de collaboration des partenaires économiques des forestiers (négociants internationaux et prestataires des services)...
- éloignement grandissant des zones d'extraction.

1.3.2 INDUSTRIE DU BOIS

La situation des industries de transformation de bois a été moins brillante que celle des sociétés forestières. En plus de la crise du bâtiment et des travaux publics que se répercute sur le secteur, celui-ci est confronté à d'autres difficultés dont les caractéristiques diffèrent suivant la dimension des entreprises :

- les petites unités de production ainsi que celles qui sont intégrées aux entreprises d'exploitation forestière sont, pour la plupart, au bord de la fermeture à cause des problèmes de trésorerie.
- La Compagnie Forestière du Gabon (CFG) continue à faire face à la concurrence des pays producteurs d'Asie du Sud-Est dont les prix sur le marché européen sont en baisse continue.
- La CFG a perdu en 1987 près de 2 Milliards de francs contre près de 300 Millions en 1986. Pour vendre ses produits, elle a dû pratiquer une politique de rabais qui s'est traduite par la chute du prix du contreplaqué (100 000 F le m³ en 1987 contre 160 000 F il y a quelques années).

Le tableau ci-dessous fait apparaître la situation de la Société depuis 1985 :

En m ³	1985	1986	1987	1988*
Production contreplaqués Okoumé	76 371	79 497	65 070	76 371
Production contreplaqués ébénisterie	2 260	3 050	922	2 400
Ventes locales contreplaqués Okoumé		8 647	6 085	7 000
Ventes locales contreplaqués ébénisterie		2 088	876	900
Exportations contreplaqués Okoumé		56 700	57 300	66 500
Exportation contreplaqués ébénisterie		864	432	1 500
Chiffre d'affaires (en millions de francs)	17 140	13 569	10 704	13 379

*Prévisions C.F.G.

La situation désastreuse de l'industrie des bois exige que des mesures visant à redynamiser le secteur soient prises.

2. AUTRES ACTIVITES

2.1 AGRICULTURE, ELEVAGE, PECHE

2.1.1 AGRICULTURE

Le travail de la terre occupe près de la moitié de la population active, mais contrairement à d'autres pays, l'agriculture gabonaise contribue très peu au produit intérieur brut marchand, malgré une augmentation régulière et certaine.

Le cinquième plan quinquennal a assigné à ce secteur deux objectifs principaux :

- la croissance de la production agricole dans le double but :
 - d'assurer l'autosuffisance alimentaire
 - de développer et de diversifier les spéculations agricoles destinées à l'exportation et susceptibles d'être compétitives sans subvention permanente de l'Etat
- la promotion du monde rural, dans le but de réduire les disparités de niveau de vie entre urbains et ruraux et de freiner ainsi l'exode rural.

A — Les cultures vivrières

a) Les productions traditionnelles

C'est l'œuvre des paysans qui pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis.

Le manioc, la banane, le taro et l'igname sont cultivés et entretenus sur une même plantation.

La production nationale reste difficile à chiffrer du fait qu'une bonne partie est autoconsommée et qu'il n'existe pas de moyens permettant dans chaque centre de commercialisation de cerner la quantité vendue. A cela il faut ajouter le fait que beaucoup de centres de production ne sont pas accessibles toute l'année.

La production locale de manioc, de banane et taro couvre largement les besoins de l'ensemble du territoire. Toutefois il faut mentionner les infiltrations de bananes et de taros venant des pays voisins. Ces infiltrations ne résultent pas d'un déficit de la production nationale mais s'expliquent surtout par deux facteurs :

- l'inorganisation des circuits de distribution de la production locale
- les conditions climatiques et l'état défectueux du réseau routier rendant difficile l'accès de plusieurs centres de production.

b) Les productions agro-industrielles

Les cultures maraîchères produites par la Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG) et la Société du Haut-Ogooué (SOSUHO) dans le cadre de la diversification de ses activités constituent l'essentiel des productions agro-industrielles.

L'unité de la Société Agricole de Port-Gentil dispose d'une capacité de 73 serres pour :

- une surface cultivée sous abris de 22 113 m²
- une surface cultivée hors abris de 3 409 m² soit une surface totale de 25 522 m².

Il est prévu pour 1988, la construction d'une vingtaine de serres supplémentaires.

Les principales productions sont données dans le tableau suivant :

Produits	1983	1984	1985	1986	1987
Salades (poche)	211 350	214 969	283 000	182 372	181 059
Tomates (kg)	65 000	53 724	61 000	140 890	139 579
Concombres (kg)	41 200	58 471	68 000	56 515	50 813
Melons (kg)	39 135	40 756	45 000	28 003	32 664
Aubergines (kg)	25 966	23 348	28 500	50 346	52 461
Piments (kg)	—	—	—	7 631	28 056
Gombos (kg)	—	—	—	2 505	966
Oignons (botte)	—	—	—	15 181	43 270

Source : AGRIPOG

Malgré la baisse de certaines productions, qui s'explique par la présence sur le terrain de parasites qui attaquent régulièrement les plantes et empêchent ainsi leur développement normal, on enregistre de bons résultats en 1987 par rapport à 1986.

La production de type africain introduite il y a trois ans est livrée au consommateur par la vente du piment et du gombo.

B — Les cultures industrielles

Quatre cultures sont en cours d'exploitation : le café, le cacao et plus récemment la canne à sucre et le palmier à huile. La culture de l'hévéa rentrera en production vers 1990.

a) Café

Café	82/83	83/84	84/85	85/86	86/87
Achat café céribe (tonnes)	1 397	765,2	524	500	1 525
Prix d'achat au planteur café supérieur (F/kg)	200	215	250	260	260
Ventes de café marchand (tonnes)	1 746,5	2 411,5	400	2 400	725

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation

b) Cacao

Cacao	82/83	83/84	84/85	85/86	86/87
Achat cacao (tonnes)	2 095	1 597	1 568	1 872	1 657
Prix achat au planteur cacao supérieur (F/kg)	345	375	420	430	430
Ventes cacao (tonnes)	2 460	1 565	1 568	1 775	1 745

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation

c) Palmier à huile

1) Planting

La première phase du programme palmier à huile est entièrement réalisée. Trois plantations sont entrées dans leur phase de production :

- Plantation NSILE 1 500 hectares entièrement en production
- Plantation MAKOUKE 4 500 hectares entièrement en production
- Plantation MBINDO 1 500 hectares dont
 - 560 hectares en production
 - 940 hectares en entretien

2) Production

Production de régimes (en tonnes)	1984	1985	1986	1987
NSILE	9 638	13 529	22 634	17 250
MAKOUKE	2 541	9 844	21 180	21 696
MBINDO	2 191	1 884	2 469	2 415
TOTAL	14 370	25 257	46 283	41 361

Source : AGROGABON

d) HEVEA

Au cours de l'année 1987, l'Etat Gabonais a maintenu, avec l'aide des Bailleurs de fonds, les objectifs définis dans le plan Hévéicole Général.

La situation des différents projets se présente comme suit en cumulé à la fin de chaque année.

	1985	1986	1987
MITZIC			
Abattages (ha)	3 300	3 500	4 100
Plantations (ha)	2 800	3 300	3 300
Routes (km)	55	55	65
BITAM			
Abattages (ha)	700	1 650	1 800
Plantations (ha)	200	500	1 100
Routes (km)	20	45	50
MAYUMBA			
Abattages (ha)	100	110	110
Plantations (ha)	10	107	107
Routes (km)	4	11	11
KANGO			
Abattages (ha)			1 000
Plantations (ha)			300
Routes (km)			58

Sources : HEVEGAB, AGROGABON

La Société AGROGABON a démarré son activité hévéicole en 1987 à KANGO dans la région de l'Estuaire.

Le niveau des investissements réalisés dans le cadre du plan hévéicole est donné ci-après.

1981/82	4 422 millions de F CFA
1983	5 510 millions de F CFA
1984	4 210 millions de F CFA
1985	2 505 millions de F CFA
1986	2 465 millions de F CFA
1987*	10 012 millions de F CFA

*dotations au 30 septembre 1987.

2.1.2 ELEVAGE

a) ELEVAGE BOVIN

La situation des trois ranches bovins en cours de réalisation par la société AGROGABON-ELEVAGE dans les provinces du Haut-Ogooué, de la Nyanga et de la Ngounié se présente au 31/11/87 comme suit :

1) Ranch NYANGA

Composition du cheptel 13 262 têtes de bétail dont :

- 429 taureaux
- 4 686 vaches
- 4 788 veaux
- 1 786 génisses
- 1 573 bouvillons et taurillons

2) Ranch LEKABI

Composition du cheptel 5 151 têtes de bétail dont :

- 283 taureaux
- 2 316 vaches
- 959 veaux
- 95 génisses ou taureaux
- 699 génisse 1 et 2 ans
- 799 bouvillons et taurillons

Le bétail importé s'est adapté aux nouvelles pâtures.

3) Ranch NGOUNIE

Composition du cheptel : 1 808 têtes dont :

- 61 taureaux
- 655 vaches
- 567 génisses
- 223 veaux
- 302 taurillons et bouvillons

b) ELEVAGE PORCIN

Le projet national porcin initié par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Economie Rurale a été réalisé avec l'assistance technique du PNUD et concernait l'établissement d'une ferme pilote à ESSASSA avec fabrication d'aliments et abattoirs-charcuterie. Cette ferme a été privatisée en 1987. Les efforts vont maintenant porter sur la vulgarisation en milieu rural.

c) ELEVAGE POULET

L'élevage du poulet étant une activité essentiellement de nature industrielle est repris au chapitre des industries alimentaires.

2.1.3 PECHE

Deux méthodes de pêche sont pratiquées : la pêche artisanale et la pêche industrielle. Outre l'activité en mer, on observe un peu partout sur l'ensemble du territoire un développement de l'aquaculture et de la pisciculture.

a) LA PECHE ARTISANALE

L'évolution des activités de la pêche artisanale est dans l'ensemble très mal connue du fait :

- de la dispersion des intervenants ;
- du manque de brigades de pêches qui exerceraient un contrôle de cette catégorie d'opérateurs ;

— de l'absence des sources d'informations, ce secteur ayant été rattaché dans le temps à différents services administratifs.

Toutefois on estime que la pêche artisanale offre 76% de la production livrée aux consommateurs sur l'étendue du territoire national représentant 79 740 tonnes en 1987 contre 70 800 tonnes en 1986 soit une augmentation de 12,6%.

Production de la Pêche Artisanale

En tonnes	1982	1983	1984	1985	1986*	1987*
Production	44 000	54 000	63 000	64 260	70 800	79 740
Consommation	39 500	46 000	54 000	55 080	60 000	67 576
Exportation	4 500	8 000	9 000	9 180	10 800	12 164

Source : Ministère des Eaux et Forêts

* Estimations DGE

L'accroissement de la production s'explique par :

- la présence importante des pêcheurs venus de côte ouest Africaine ;
- l'utilisation par les pêcheurs d'engins de pêche plus performants.

b) LA PECHE INDUSTRIELLE

L'ARMEMENT

La pêche industrielle est pratiquée par trois flottilles qui sont :

- Les chalutiers-crevettiers : navires congélateurs effectuant des marées de 18 à 25 jours (18 bateaux en 1986).
- Les chalutiers poissonniers qui sont en majorité des glaciers. Leur durée des marées ne dépasse pas une semaine (9 bateaux en 1986).
- Les cordiers : ce sont de petits bateaux glaciers qui pratiquent la pêche à la ligne sur les fonds rocheux (11 bateaux au total).

Contrairement aux années antérieures, en 1987 la pêche chalutière dans les eaux gabonaises est pratiquée pour l'essentiel par des navires battant pavillon gabonais.

L'ACTIVITE

Production de la Pêche Industrielle

	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Production (tonnes)	8 848	7 598	9 238	9 906	7 698	7 775
Exportation (tonnes de crevettes)	1 684	1 571	1 629	1 693	1 798	2 000
Chiffres d'affaires (millions F CFA)	5 848	6 399	6 594	8 507	8 933	8 880
Valeur ajoutée (millions F CFA)	1 771	2 178	2 375	2 678	2 498	2 485

* Estimations DGE

Comme en 1986 et malgré l'accroissement de la production (+ 1%), les pêcheries gabonaises n'ont pu surmonter la crise qui sévit dans leur secteur. Cette situation se caractérise en 1987 par une baisse de 0,6% du chiffre d'affaires, due à la dépréciation certaine du prix de vente des différentes catégories de poissons.

Les exportations composées en totalité de crevettes augmentent de 11,2% en 1987.

Les investissements du secteur ne concernent que ceux du maintien en l'état de l'outil de production, car les armateurs locaux ne peuvent pour le moment acquérir du matériel nouveau faute de moyens financiers.

Pour redynamiser leur secteur, les responsables des pêcheries souhaitent :

- la révision des modalités de fixation de la détaxe du carburant ;
- le bénéfice d'un régime privilégié pour certaines transactions douanières ou fiscales ;
- l'organisation de la profession par la mise en place de certaines structures ;
- la création d'une école de pêche pouvant former les nationaux aux techniques de la pêche industrielle ;
- la construction d'infrastructures au sol (port de pêche, installations de conservation) ;
- l'organisation des circuits de distribution.

2.2 INDUSTRIES

2.2.1 INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS, CIGARETTES

2.2.1.1 INDUSTRIES ALIMENTAIRES

La production dans ce secteur couvre plusieurs branches :

- Minoterie
- Boulangeries - Pâtisseries
- Charcuterie
- Raffinerie de sucre
- Huilerie
- Torréfaction de café
- Fabrication des produits laitiers et glacés
- Transformation d'épices

Ces productions ont évolué de la manière suivante :

Production des industries alimentaires	1984	1985	1986	1987*
Farine (tonnes) SMAG	25 957	25 857	28 195	27 428
Aliments de bétail (tonnes) :				
SMAG	3 469	3 677	3 598	3 077
SIAEB	4,6	8,3	1	
Œufs (milliers) :				
SMAG	21 314	23 382	23 964	21 222
SIAEB	156	85	100	ND
Pains (tonnes de farine panifiée) :				
SMAG	6 401	6 946	6 869	6 168
SOGABI		1 000	850	850
Autres		17 780	17 000	16 500
Issues (tonnes) SMAG		6 881	8 082	7 183
Maïs (tonnes) SIAEB	2 231	2 280	6 040	7 762
Riz (tonnes) SIAEB	3	126	ND	ND
Poulets (tonnes) SIAEB	2 473	2 828	3 205	3 267
Poules Coqs (tonnes) SIAEB	34	34	17	52
Sucre (tonnes) SOSUHO	10 474	15 162	18 000	18 668
Ananas (tonnes) SOSUHO	657	797	574	1 100
Huile de palme (tonnes)				
SEPOGA	2 655	4 697	8 023	8 349
AGROGABON				4 400
Yaourts (milliers) :				
SLIGA	2 648	9 000	11 916	12 000
SOGABI		560	500	960
Lait (hl) SLIGA		2 500	13 390	13 000
Fromages (tonnes) SLIGA		17	88	80
Boissons fruits (milliers de litres) SLIGA			6 496	6 000
Jambons (tonnes) SAN		240	300	300
Saucissons (tonnes) SAN		300	380	380
Saucisses (tonnes) SAN		80	100	100
Steack (tonnes) SAN		110	120	120

*Estimations DGE

SMAG (Société Meunière et Avicole du Gabon)

La farine, le pain et les œufs demeurent les principales productions de la SMAG. La production qui est conditionnée par l'évolution de la population et le pouvoir d'achat des ménages est constante depuis quatre ans. Après avoir augmenté régulièrement jusqu'en 1985, elle a stagné en 1986 et connaît une baisse en 1987.

La position de quasi monopole exercée par les boulangeries de cette société tend à disparaître actuellement du fait de l'apparition de boulangeries artisanales. Ces dernières exercent une concurrence de plus en plus vive sur l'ensemble du territoire. Au nombre de 60, elles fournissent plus de 70% de la production panifère.

Outre ce renversement de tendance, la dégradation de la conjoncture économique se ressent depuis le début du 2^e semestre 1986 et ne permet pas d'envisager à court terme un développement des activités.

L'augmentation des charges et le blocage des prix de la farine et du pain accentuent les difficultés des Activités Minoterie et Boulangerie.

La morosité du marché explique la baisse de près de 6% du chiffre d'affaires et de plus de 4% de la valeur ajoutée.

Les investissements actuels sont limités au renouvellement des équipements usagés.

Evolution de l'activité de la SMAG

En millions de F CFA	1984	1985	1986	1987*	1988**
Chiffre d'affaires	10 307	11 563	12 042	11 321	10 870
Valeur Ajoutée	2 714	2 911	3 143	3 000	3 000
Investissements	391	3 447	4 110	330	330

Source SMAG

*Estimations

**Prévisions

SIAEB (Société Industrielle d'Agriculture et d'Elevage de BOUMANGO)

La SIAEB produit des poulets et des céréales.

L'activité agricole fournit du maïs, du soja et du riz pluvial destiné en grande partie à l'alimentation interne du bétail.

Actuellement le tiers de la production est livré à la SMAG. L'activité avicole (plus de 3 000 000 de poulets) assure 50% de la consommation nationale.

La concurrence des produits d'importation (poules, ailes de dindes) se maintient à un niveau élevé, malgré les mesures de protection mises en place.

Les différents produits de cette unité évoluent comme suit :

En tonnes	1984	1985	1986	1987*
Poulets	2 473	2 828	3 205	3 267
Poules - coqs	34	34	17	52
Maïs	6 693	6 840	6 040	7 762
Soja		1 660	2 887	2 720
Riz	352	345	419	ND

Source SIAEB

*Estimations DGE

En 1987, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée progressent respectivement de 38% et 188% par rapport à 1986.

Evolution de l'activité de la SIAEB

En millions de F CFA	1985	1986	1987
Chiffre d'affaires	2 774	3 041	4 190
Valeur Ajoutée	441	685	1 962

Source SIAEB

Le développement potentiel de l'activité est lié à la réussite du programme agricole (production du soja et du maïs) et à la diminution des stocks consécutifs à une mévente.

SOSUHO (Société Sucrière du Haut Ogooué)

La SOSUHO poursuit la diversification de ses activités. Elle livre sur le marché, du sucre, des ananas, des jus de fruits et des produits maraîchers.

a) Activité sucrière

Le tableau suivant retrace l'évolution de l'activité sucrière :

Sucre (tonnes)	1984	1985	1986	1987
Production sucre granulé	10 474	15 162	18 000	18 668
Production sucre en morceaux	6 668	6 477	9 138	8 767
Ventes locales				
sucre en morceaux	5 767	5 896	6 200	8 769
sucre granulé	3 527	4 977	5 589	10 450
Total Gabon	9 294	10 873	11 889	19 219
Exportation				
Morceaux	860	272	2 000	3 000
Granulés	1 306	1 641	2 000	5 000
Total Exportation	2 166	1 913	4 000	8 000

Source : SOSUHO

b) Activités Ananas — jus de fruits

La production d'ananas est en progression de 91,6% par rapport à l'année 1986.

Ananas	1984	1985	1986	1987*
Production (tonnes)	657	797	574	1 100
Ventes locales (tonnes)	585	672	572	1 100
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	143,6	192	157	200

Source : SOSUHO

*Estimations

c) Activités cultures maraîchères

La diversification dans les produits maraîchers se maintient. Les productions les plus importantes sont en augmentation. Cependant certaines spéculations non rentables comme la pomme de terre, la carotte, la menthe, les roses, la patate douce, le gingembre, les épinards, les feuilles amères sont arrêtées.

Produits	1986	1987*
Tomates (tonnes)	240	428
Aubergines (tonnes)	3,9	5,4
Aubergines africaines (tonnes)	21,2	30
Concombres (tonnes)	26,2	26,6
Gombos (tonnes)	18,2	18,6
Poivrons (tonnes)	7,6	10,5
Choux (tonnes)	6,5	11,4
Piments (tonnes)	34,2	36
Oseille (milliers de bottes)	5	15,5
Salades (milliers de poches)	191,6	238,5
Salades de ravelis (milliers de poches)	30,2	33,8

Source : SOSUHO

*Estimations

SEPOGA (Société d'Exploitation des Produits Oléagineux du Gabon)

Une part importante de l'huile consommée sur le territoire national est produite par SEPOGA qui couvre environ 90% du marché.

Jusqu'en 1986, elle met en bouteille des huiles importées, notamment du soja. Dès 1987, elle utilise l'huile de palme AGROGABON, pour une part importante de la consommation intérieure. En 1988, elle couvrira la totalité du marché.

Huiles produites (en tonnes)	1984	1985	1986	1987
Arachide		409	325	84
Maïs		62	66	40
Soja		5 843	5 214	5 400
Toumesol		70	77	36
Huile de palme			372	4 600
Production totale	6 000	6 384	6 054	10 160

Source : AGROGABON

*Estimations

La production a augmenté de 67,8%. Malgré cette progression de la production, le chiffre d'affaires baisse par rapport au niveau atteint en 1986 du fait de la diminution de la clientèle et de la baisse des activités de commercialisation du produit huile de palme. La valeur ajoutée continue de s'améliorer.

Evolution de l'activité de SEPOGA

En millions de F CFA	1984	1985	1986	1987
Chiffres d'affaires	4 400	5 035	5 040	4 846
Valeur Ajoutée	585	- 231	+ 9	+ 17
Investissements	140	35	278	416

Sources AGROGABON, SEPOGA

SAN (Société Alimentaire de la Nomba)

Cette société produit du jambon, paté, saucisson et divers produits de charcuterie.

Les exportations en direction des pays membres de l'UDEAC progressent mais, la conquête de ces marchés extérieurs demeure difficile du fait de la présence dans ces pays de produits similaires importés d'Europe à des prix avantageux grâce aux économies d'échelle réalisées par les producteurs et aux conditions de faveur qui leur sont accordées dans leur pays d'origine.

Sur le marché local la concurrence est de plus en plus vive en raison de l'amélioration de la qualité des charcuteries offertes par les boucheries et de l'importation d'importantes quantités de jambons et de saucissons.

Evolution de l'activité de la SAN

	1984	1985	1986	1987*
Production (tonnes)	650	730	900	900
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	1 400	2 211	2 300	2 300
Valeur ajoutée (millions de F CFA)	564	625	600	600

Source SAN

*Estimations

Les difficultés d'exploitation rencontrées par les fermes porcines locales font que les besoins en viande de porc continuent à être couverts en grande partie par des importations. L'usine ne fonctionne qu'à moitié de sa capacité de production.

SLIGA (Société Laitière Industrielle du Gabon)

La Société Laitière Industrielle du Gabon exploite depuis 1984 une unité de transformation de lait importé.

Elle produit différents yaourts, lait UHT, boissons, fruits et divers desserts.

Le marché des produits laitiers est approvisionné par SLIGA et SOGABI.

Evolution de l'activité de SLIGA depuis 1985

	1985	1986	1987*
Yaourts (en milliers)	9 000	11 916	12 000
Fromages (en tonnes)	17	88	80
Lait (hectolitres)	2 500	13 690	13 000
Boissons fruits (milliers de litres)	0	6 496	6 000
Chiffre d'Affaires (millions de F CFA)	980	1 700	1 700
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	392	740	800

Source SLIGA

*Estimations DGE

SOGABI (Société Gabonaise de Boulangerie Industrielle)

La Société Gabonaise de Boulangerie Industrielle exerce ses activités depuis plusieurs années à Port-Gentil. Elle produit du pain, de la pâtisserie et des yaourts. Elle assure plus de 50% des approvisionnements en pain et yaourts à Port-Gentil.

SOGATOR (Société Gabonaise de Torréfaction)

Une partie de la production de café est transformée sur place par la Société Gabonaise de Torréfaction. La concurrence des cafés d'importation demeure très vive.

Evolution de l'activité de la SOGATOR

	1985	1986	1987*	1988**
Production (tonnes)	52	38	31	30
Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	140	134	100	100
Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	32	42	30	30

*Estimation, **Prévision

2.2.1.2 INDUSTRIES DES BOISSONS ET DE TABAC

La baisse d'activité observée en 1986 s'est poursuivie en 1987 ; toutefois elle est faible par rapport à celles des autres industries.

a) Industrie des boissons

La structure de la branche demeure quasi-inchangée : en effet, à part les caves vinicoles du Gabon qui ont disparu, les opérateurs qui exercent dans l'activité production de boissons et mises en bouteille (ou en boîte) des boissons sont toujours les mêmes, c'est-à-dire : la société des brasseries du Gabon (SOBRAGA), la société pour l'expansion des Boissons hygiéniques au Gabon (SEBOGA), la Société des vins du Gabon (Sovingab), la Distillerie de la Mpassa (DIPA) et la société des Eaux Minérales de Léconie (Eauleco).

Le tableau suivant décrit l'évolution de la production de ces différentes unités :

	1985	1986	1987*	1988**
Boissons gazeuses (hl)	446 664	460 000	374 000	347 500
Eau Minérale (hl)	—	140 000	217 800	240 000
Bière (hl)	826 943	820 000	586 671	527 800
Spiritueux (hl)	4 709	4 400	NC	NC
Vin mis en bouteille (hl)	133 454	108 000	99 046	80 000
Sangria mise en boîte (hl)	2 654	881	333	200
Chiffre d'affaires (milliards de F)	32,6	32,0	31,2	29,5

NC : non communiqué

*Estimation DGE

**Prévision DGE

On s'aperçoit que, le chiffre d'affaires de la branche baisse progressivement depuis 2 ans (— 1,8% en 1986 et — 2,5% en 1987).

On ne s'attend pas en 1988 à une amélioration de ce chiffre d'affaires.

b) Industrie du tabac

Les opérateurs qui couvrent l'ensemble des activités de la branche sont toujours les mêmes : à savoir la Société des cigarettes gabonaises (SOCIGA) pour la production et la Régie Gabonaise de Tabac pour la commercialisation.

La production et le niveau des ventes ont évolué depuis 1985 de la manière suivante :

	1985	1986	1987	1988*
Production (en millions de paquets)	17,8	11,3	10,6	20,4
Chiffre d'affaires (en millions de francs)	1 865	1 775	1 643	3 888
dont Exportations (en millions de francs)	563	457	365	15

*Prévision SOCIGA

Le chiffre d'affaires de le SOCIGA diminue depuis 2 ans (- 4,9% en 1986 et - 7,4 en 1987) ; par contre on s'attend à une amélioration de l'activité pour 1988, due à la production de la marque Dunhill.

2.2.2 INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES METAUX

Selon un rapport de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG), le secteur des industries de Transformation des métaux a enregistré en 1987 une baisse de son activité de 24% par rapport à 1986. Des restructurations importantes seraient intervenues à tous les niveaux accompagnées d'une réduction des effectifs et du temps de travail. Pour 1988, la C.P.G. espère voir la situation se normaliser. Certaines industries de transformation n'envisagent la poursuite de leur activité que si leur production, confrontée à la concurrence des produits importés, est protégée vis-à-vis de ceux-ci.

2.2.3 INDUSTRIE CHIMIQUE

Le secteur de l'industrie chimique comprend des :

- piles électriques
- peintures, laques et vernis, lubrifiants
- des gaz liquides
- matières plastiques
- de produits d'entretien.

Ce sont des unités de taille moyenne spécialisées dans des productions spécifiques. Toutefois, un certain nombre de produits fait toujours l'objet d'importation.

- les produits photos et pharmaceutiques
- les insecticides et les engrais
- les explosifs.

La production des différentes unités locales est la suivante :

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Peintures (en tonnes)	3 757	4 183	4 058	4 801	2 698	2 116
Lubrifiants (en tonnes)	5 398	6 853	7 323	9 782	6 690	4 920
GAZ						
— Oxygène (milliers m3)	405	351	359	380	328	246
— Acétylène (milliers m3)	111	100	102	108	91	66
— Azote (milliers l)	578	561	609	884	221	167
Plastiques ABA (en tonnes)						
— Emballage	649	615	632	453	582	827
— Articles de ménage	151	90	153	346		
— Produits de bâtiment	631	401	643	444	302	210

PIZOLUB

Après une croissance moyenne annuelle de 22% depuis le démarrage des activités en 1980 jusqu'en 1985, la production des lubrifiants enregistre une baisse de 31,6% en 1986 et une nouvelle chute de 26% en 1987.

Cette régression est le fait d'une part de l'effritement des exportations vers le CAMEROUN qui représentaient 10% de la production en 1985 et qui ne représentent plus que 2%, et d'autre part de la baisse sur le marché intérieur de l'ordre de 40% du fait de la crise chez les pétroliers et les BTP, principaux clients de Pizolub. De plus la concurrence locale se fait lourde, avec l'importation des produits YACCO qui couvre 15% du marché.

LA SOCIÉTÉ GABONAISE D'OXYGÈNE ET D'ACÉTYLÈNE (GABOA)

L'oxygène, l'acétylène et l'azote liquide sont produits par une seule entreprise, la Société Gabonaise d'Oxygène et d'Acétylène (GABOA) dont le capital est détenu à 80% par l'Air Liquide et à 20% par la SONADIG. GABOA compte deux unités de production localisées à Libreville et Port-Gentil.

Les installations de Port-Gentil sont dimensionnées pour produire entre 600 000 et 700 000 litres par an d'azote liquide destiné aux secteurs miniers et surtout pétrolier (nettoyage des puits).

En 1987, la demande a chuté de moitié, les plus gros clients n'ayant pas renouvelé leur contrat d'approvisionnement.

La production de GABOA depuis 1983 est la suivante :

	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
Gaz						
— Oxygène (milliers m ³)	351	359	380	328	246	246
— Acétylène (milliers m ³)	100	102	108	91	66	66
— Azote (milliers de litres)	561	609	884	221	167	167

*Prévisions GABOA

LA GABONAISE DES PEINTURES ET LAQUES ET CHIMIE-GABON

Les peintures, vernis et laques sont produits par deux principales entreprises localisées toutes les deux à Libreville :

La GPL qui bénéficie de l'assistance technique d'un de ses actionnaires, la SEIGNEURIE (licences de fabrication) et CHIMIE-GABON.

La consommation annuelle, répartie pour 66% GPL, 25% CHIMIE-GABON et 9% pour les importations, intéresse le secteur du bâtiment pour près de 80%, l'OFF-Shore marine 15%, carrosserie 5%.

Pour ces deux entreprises de fabrication de la peinture, l'année 1987 s'est terminée sur fond de crise économique. En effet, le volume de la production est inférieur de 22,5% par rapport en 1986, elle même en baisse de 24,8% par rapport à 1985.

En tonnes	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Peintures (1)	3 900,0	4 012,3	4 697,0	3 533,0	2 736,0	2 453,0
Vernis (x)	27,0	79,7	27,0	28,0	20,0	14,0
Diluants (x)	65,8	36,4	77,0	47,0	50,0	58,0
Total	3 992,8	4 128,4	4 801,0	3 608,0	2 806,0	2 525,0

(1) GPL + Chimie-Gabon

(x) Chimie-Gabon uniquement

*Estimations DGE

**Prévisions DGE

De 1985 à 1987, l'activité dans chacune des deux entreprises a chuté de 40% ; il faut s'attendre à une autre chute d'environ 10% en 1988. La réduction des activités dans le secteur du bâtiment est la cause de cette situation.

LA SOCIETE INDUSTRIELLE DE DETERGENTS ET D'APPLICATIONS CHIMIQUES (SIDAC)

L'ensemble des produits d'entretien (produit de nettoyage, lessive, produit pour vaisselle, assouplissant nettoyant ammoniacal, aérosols insecticides et déodorisants) est fabriqué par la SIDAC, et couvre la totalité du marché national. Cette production est répartie entre : 80% en usage domestique et 20% en usage industriel.

Le chiffre d'affaires global de la société s'est maintenu à un niveau appréciable du fait de la diversification des produits, notamment l'introduction des aérosols sur le marché, mais ils ne représentent encore que 5% du chiffre.

Pour faire face à l'étroitesse du marché intérieur, la SIDAC envisage d'attaquer le marché extérieur, en particulier le Cameroun. En plus la SIDAC est en cours de négociation pour transformer son activité de conditionnement des produits en activité de transformation.

2.2.4 EXTRACTION ET FABRICATION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

L'essentiel des activités du secteur se limite à la fabrication du ciment, assurée par la société : les Ciments du Gabon. Celle-ci avec ses trois unités de production détient depuis 1981 le monopole du marché national. La capacité théorique installée se répartit de la manière suivante :

- 350 000 tonnes de CLINKER par an,
- 400 000 tonnes de ciments par an (270 000 tonnes à Owendo et 130 000 tonnes à Francville).

Depuis 1981, la consommation de ciment se confond à la production nationale en 1987, elle a été inférieure de 36% par rapport à celle réalisée en 1986 comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Production et utilisation du ciment (en milliers de tonnes)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Construction nationale	124	150	175	194	208	245	211	135	120
Production locale	109	150	175	194	208	245	211	135	120
Importation	15	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Ciments du Gabon

*Estimation : Ciments du Gabon

**Prévision : Ciments du Gabon

Cette baisse, amorcée en 1986, est imputable à une réduction des activités du secteur bâtiments et travaux publics. Toutefois, si l'on constate un ralentissement au niveau des grandes entreprises de ce secteur, on observe par contre un regain d'activité de la construction individuelle, les particuliers se lançant de plus en plus dans l'autoconstruction.

Cette situation se traduit par une diminution du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

Evolution de l'activité (en milliards de F CFA)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Chiffre d'affaires	6,31	8,02	9,43	12,81	12,01	7,83	6,96
Valeur Ajoutée	1,29	2,83	3,06	4,67	4,63	3,09	2,66

Source : Ciments du Gabon

*Estimation : Ciments du Gabon
**Prévision : Ciments du Gabon

Le chiffre d'affaires est passé de 12,01 milliards de francs en 1986 à 7,83 milliards en 1987, soit une diminution de 34,8%. Cette baisse est due à la forte chute de la consommation en dépit du maintien du prix du ciment à son niveau de 1986.

Evolution des prix du ciment (en F CFA)

	1981 28 Jan.	1982 17 Juil.	1983 6 Jan.	1984 11 Jan.	1985 11 Jan.	1986 25 Fév.	1987 Déc.
Prix d'une tonne de ciment :							
OWENDO 45	28 600	31 600	35 900	42 600	49 000	57 700	57 700
PM et 55	30 600	33 600	37 900	44 600	51 000	51 000	51 000
FRANCEVILLE	64 600	64 600	64 600	49 000	54 000	57 700	57 700

Evolution des investissements (en millions de F CFA)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Immobilisations corporelles	397	523	1 018	851	1 091	581
Investissements de recherche et de préexploitation	172	112	63	253	141	30
TOTAL	569	635	1 081	1 104	1 232	611

Source : Ciments du Gabon

*Estimation DGE

Le niveau des investissements en 1987 est de 611 millions de francs soit une baisse de 50,4% par rapport à celui de 1986. Cette forte chute est imputable à la diminution du budget d'investissements des pouvoirs publics auquel l'activité du secteur est étroitement liée. Les investissements de 1987 concernent essentiellement le maintien en l'état de l'outil de production.

2.2.5 L'INDUSTRIE TEXTILE

Ce secteur d'activité dont la structure n'a pas varié depuis plus d'une décennie s'articule autour de deux types d'opérateurs : des entreprises industrielles (impression sur tissu et confection) qui représentent près de 80% de la production et de petites unités de confection de type familial.

LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

a) LA SOCIETE INDUSTRIELLE TEXTILE DU GABON (SOTEGA)

Créée en 1968 la SOTEGA est spécialisée dans l'impression sur tissu. Sa production est passée de 926 000 mètres de pagne en 1969 à un niveau record de 11,3 millions de mètres de pagne en 1981, pour un chiffre d'affaires de 3,8 milliards dont 75% à l'extérieur. Le produit SOTEGA était alors prisé dans les pays de l'UDEAC.

La fermeture des débouchés extérieurs à partir de 1984 (Cameroun, Zaïre, Congo) a fait profondément chuter la production à 2,8 millions de mètres de pagne en 1986, entraînant des déficits chroniques de la société. Cette situation a amené les différents partenaires (les Banques) à prononcer la liquidation de la société après avoir été sous administration judiciaire en 1987.

Le tableau ci-dessous retrace les principaux résultats de la SOTEGA depuis 1980.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Production pagnes (en millions de mètres)	8,9	11,3	10,6	8,6	4,5	5,6	2,8	1,3
Prix du pagne (F CFA coupon de 3m)	1 420	1 420	1 565	1 565	2 215	2 215	2 215	2 215
Chiffres d'affaires (milliards de F CFA)	2,800	3,800	4,153	3,296	1,962	2,621	1,310	0,668

*Estimation SOTEGA

Les activités de la (SOTEGA) pourraient être reprises, à moyen terme, soit par une société hollandaise (pagne Wax) soit par une société italienne.

Des négociations sont en cours pour la reprise de la société.

b) LA SOCIETE DE VETEMENTS MANUFACTURES (SOVEMAN)

Spécialisée dans la confection, la SOVEMAN produit une gamme très variée d'articles : vêtements de ville, vêtements de sports et de loisir, vêtements de travail et combinaisons, confection pour enfants, lingerie, etc. Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des différents produits depuis 1983.

Unités produites	1983	1984	1985	1986*
Confection	253 506	296 461	318 563	373 551
Lingerie	503 414	557 062	694 602	—
Linge de maison	459 581	880 969	1 173 602	1 218 714
Divers	8 792	10 189	11 697	10 046
Chiffres d'affaires (milliards de F CFA)	2,192	2,574	3,146	2,900

*Estimations DGE

La baisse de l'activité enregistrée en 1986 se traduit par une réduction du chiffre d'affaires de 7,8%.

Les perspectives de la société visent au renforcement de sa position auprès de ses anciens clients, à la diversification, l'amélioration et l'étude des productions afin d'intensifier sa pénétration sur le marché gabonais.

c) LA SOCIETE GABONAISE DE COMMERCE ET D'EXPORTATION (SOGACOME)

L'importation de vêtements et la confection d'articles de sport (survêtements, joggings, culottes, tee-shirts...) constituaient l'ensemble de l'activité de la SOGACOME.

1987 a vu le ralentissement des activités de confection à cause de l'étroitesse du marché local, et surtout des importations massives des produits similaires par des maisons spécialisées (GABON SPORT, CK2...).

Activité SOGACOME depuis 1983

	1983	1984	1985	1986	1987*
Survêtements, Joggings (unités) confection	2 700	9 200	6 450	6 850	4 720
Sous-vêtements (unités) confection	1 600	1 800	1 100	2 600	2 100
Total Chiffre d'affaires (millions de F CFA)	41	169	163	165	136
Total Valeur Ajoutée (millions de F CFA)	7,5	30,0	38,0	26,0	19,0

**Estimation SOGACOME*

Ainsi globalement, l'activité en 1987 est en recul par rapport à 1986 : — 28% pour la confection, — 18% pour le chiffre d'affaires et — 27% pour la valeur ajoutée.

d) LA SOCIETE GABONAISE DE TEXTILE (SOGATEX)

La Société Gabonaise de Textile, SOGATEX, a vu le jour en Novembre 1986. L'objet social est la fabrication et la commercialisation de tous vêtements et articles textiles pour le marché local et l'exportation en zone UDEAC.

La SOGATEX, dont le projet a été modifié et réajusté consécutivement à la crise économique, a démarré ses activités en Mars 1987.

Sa production porte sur les articles suivants :

- des robes pour femmes et fillettes
- des jupes
- des articles de sport
- des tee-shirts
- des vêtements pour enfants.

La Société Gabonaise de Textile est une société anonyme dont le capital est réparti entre l'Etat, Elf Gabon, des privés gabonais et des privés étrangers.

Les prévisions progressives des ventes de la SOGATEX s'établissent comme suit :

	1987	1988	1989
Quantité (unités)	272 000	400 000	500 000
Chiffres d'affaires (millions F CFA)	488	518	598

**Prévisions SOGATEX*

LES UNITES ARTISANALES

La production de ces unités artisanales porte essentiellement sur les pantalons, robes et ensembles hommes et femmes et est au mains des expatriés (Asiatiques, Africains de l'Ouest). L'activité, difficile à cerner, est en constante évolution.

2.3 BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Les activités du secteur restent toujours dépendantes du volume des investissements publics.

2.3.1 LA STRUCTURE DU SECTEUR

On distingue quatre principaux types d'entreprises.

- 1) Les agences ou filiales de groupes internationaux (société type industriel) ;
- 2) Les sociétés indépendantes créées à l'initiative d'entrepreneurs européens associés dans la plupart des cas à des privés gabonais.

Ces deux catégories regroupent actuellement une cinquantaine d'entreprises et réalisent environ 70% du chiffre d'affaires du secteur.

- 3) Les grands groupes internationaux non installés au Gabon et qui de manière sporadique viennent effectuer des opérations sur le territoire national.
- 4) Enfin, les artisans, catégorie mal structurée et très mobile, qui assurent une part importante de la construction individuelle.

2.3.2 EVOLUTION DE L'ACTIVITE

Le niveau d'activité enregistre une forte baisse en 1987 : — 80% par rapport à celui de 1985 compte tenu de la forte réduction des investissements de l'Etat. Son chiffre d'affaires passe de 300 milliards en 1985 à 35 milliards en 1987.

Evolution du chiffre d'affaires des B.T.P.

En milliards de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Chiffre d'affaires	164	198	200	250	300	200	35
Valeur ajoutée	69,2	90	86,2	110	125	86	14
P.I.B.	1 049,6	1 188,9	1 295	1 528	1 646	1 173	1 005
Part dans le PIB en %	6,6	7,6	6,6	7,2	8,1	7,3	1,4

*Estimation

2.3.3 EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

En milliards de F CFA	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Investissements Publics dont OCTRA	118,5 (39,2)	146,8 (49,8)	218 (74,4)	268 (115)	403,5 (131)	324,7 (129,3)	90 (32,5)
Investissements privés	228,6	237,7	264	233	281	269	243,2
Chiffre d'affaires B.T.P.	164	198	200	250	300	200	35

*Estimation

La crise qui frappe les activités des trois branches de l'ensemble du secteur (Bâtiments et Aménagements, Génie Civil et Travaux Publics, Eau - Electricité et Téléphone) entraîne une baisse importante des effectifs, un chômage technique, une sous utilisation du matériel, ce qui se traduit par des charges sans rapport avec le niveau d'activité.

2.4 ACTIVITES TERTIAIRES

2.4.1. LE COMMERCE

2.4.1.1 STRUCTURE DU SECTEUR

On distingue trois catégories d'opérateurs :

a) Les grandes sociétés commerciales

Ce sont les filiales de groupes internationaux qui comptabilisent environ 50% du chiffre d'affaires du secteur. Il s'agit des sociétés bien structurées et organisées membres du SIMPEX (Syndicat des importateurs et exportateurs), regroupant 7 spécialisations différentes :

- Marchandises générales (alimentation, boissons, parfumerie, tissus, bonneterie) ;
- Quincaillerie, produits d'entretien ;
- Alimentation (épicerie fine) ;
- Confection de luxe, maroquinerie, articles de cadeaux, tissus ;
- Outillage, quincaillerie de bâtiment, matériel électrique et industriel ;
- Produits sidérurgiques (fer à béton, tuyaux) ;
- Radio, froid, climatisation.

b) Les sociétés moyennes

Elles sont exploitées sous forme de S.A.R.L. (Société à responsabilité limitée).

c) Les exploitations individuelles

Elles sont souvent gérées de manière artisanale et appartiennent dans leur majorité aux ressortissants étrangers. L'évolution de leurs activités est difficile à cerner du fait de leur dispersion sur l'ensemble du territoire et de l'absence d'une tenue de comptes qui permettraient une meilleure approche de leurs résultats d'exploitation.

Dans l'ensemble les produits livrés aux consommateurs sont d'origines diverses, mais traditionnellement des pays industrialisés, le France étant le premier fournisseur.

La production française occupe encore dans beaucoup de domaines une place privilégiée où elle se trouve dans une position de quasi monopole, situation souvent liée aux habitudes de consommation et aux effets du commerce triangulaire à travers les centrales d'achat. Néanmoins, on observe de plus en plus une forte pénétration des produits asiatiques et d'autres pays européens surtout dans les domaines comme la quincaillerie lourde, l'outillage et l'équipement électroménager, la confection et l'audiovisuel. Cette pénétration est liée au développement depuis quelques années d'un commerce organisé Syro-Libanais et Asiatique.

2.4.1.2 EVOLUTION DE L'ACTIVITE

En 1987, le secteur commerce est en crise. En effet on constate un nivellement des marges, une chute du chiffre d'affaires (— 17%) et une baisse importante des effectifs employés (— 17%). La situation décrite ci-dessus est celle des grandes sociétés commerciales dont les activités ont pu être saisies par l'observation des indicateurs ci-après :

En millions de F CFA	1985	1986	1987*	1988**
Chiffres d'affaires	220 823	202 953	168 451	139 814
Marge	39 694	36 366	30 321	25 167
Valeur Ajoutée	33 362	28 953	26 347	23 975
Frais de personnel	13 817	14 278	11 791	9 787

*Estimation DGE

**Prévision DGE

Cette diminution de l'activité peut s'analyser à travers ses trois principales composantes que sont :

- Le commerce de détail
- Le commerce des biens d'équipement
- Le commerce des produits pétroliers raffinés et divers.

a) Le commerce de détail

La dégradation observée au cours des derniers mois de l'année 1986 s'est confirmée en 1987 et on observe une importante réduction des achats et un gonflement des stocks. Des écarts significatifs dans les chiffres d'affaires ont été enregistrés notamment pour :

- Le textile habillement entre — 23% et — 50% selon les entreprises. Mais cette forte chute serait due non seulement aux effets de la crise, mais encore à la concurrence du secteur Syro-Libanais, Asiatique, ainsi que le secteur dit informel. L'alimentation-boisson enregistre une baisse d'environ 14%.

L'année 1988 risque d'être une année encore plus mauvaise que 1987 et l'on pourrait assister à la fermeture de certaines sociétés.

b) Le commerce des biens d'équipement

Les ventes de biens d'équipement ont diminué de 16% en raison de la crise du secteur BTP et de la prudence des forestiers.

c) Le commerce des produits pétroliers raffinés et divers

Le commerce des produits pétroliers enregistre une réduction due à une baisse de la consommation publique (24%), privée (10% environ). Les produits divers chutent considérablement (— 19%) au cours de la même période.

d) Marché de l'automobile

Type de véhicules (unités)	1983	1984	1985	1986
Voitures tourisme	3 063	3 533	3 721	2 404
Voitures utilitaires	2 996	2 949	3 581	2 945
Voitures poids lourds	582	541	580	347
Cars	199	187	274	348
Total	6 840	7 210	8 156	6 044

Le marché automobile enregistre en 1987 une baisse d'environ 45% par rapport à 1986 et de 67% par rapport à 1985. Le marché des poids lourds a chuté respectivement de 65% et 80%.

Trois facteurs expliquent cette tendance :

- 1) les difficultés des ménages à financer leurs achats ;
- 2) les difficultés financières des forestiers qui ne leur permettent pas de renouveler leur matériel ;
- 3) la révision en baisse du budget de l'Etat.

2.4.2 LES ACTIVITES DE TRANSPORT

2.4.2.1 ROUTES ET TRANSPORTS ROUTIERS

a) LES ROUTES

Le réseau routier gabonais compte, à ce jour, 7389 kilomètres de routes publiques, y compris les voiries. En fait, de nombreuses pistes privées, notamment en zone d'exploitation forestière, ainsi que des pistes d'intérêt très local à viabilité épisodique, viennent s'ajouter à cet ensemble.

Le Réseau public se répartit comme suit :

Réseau routier du Gabon : 15/12/87

Kilomètres de routes	Route Moderne Bitumée	Route Ordinaire Bitumée	Total Route Bitumée	Route Moderne Large Latérite	Route Moderne Etroite Latérite	Route Ordinaire Latérite	Piste Aména.	Piste	Total Route en Terre	Piste Sable	Longueur Totale
Voie express	23,400	0,000	23,400	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	23,400
Routes nationales	284,000	176,000	460,000	476,500	322,000	1 462,300	728,000	55,000	3 043,800	50,000	3 553,800
Routes provinciales	1,300	11,000	12,300	131,000	170,000	603,500	299,500	0,000	1 204,000	0,000	1 216,300
Routes départementales	0,000	102,000	102,000	18,500	11,000	354,200	975,000	770,500	2 129,200	149,000	2 380,200
Voies urbaines	4,000	161,000	165,000	0,000	0,000	50,600	0,000	0,000	50,600	0,000	215,600
Total GABON	312,700	450,000	762,700	626,000	503,000	2 470,600	2 002,500	825,500	6 247,600	199,000	7 389,300

Source : Ministère des Travaux Publics, de la Construction et de l'Aménagement du Territoire.

On compte en plus :

- 315 ouvrages de franchissement dont 58% sont des ouvrages en béton
- 6 bacs encore en service.

Sur le plan du niveau d'aménagement, le réseau routier compte 700 km de routes bitumées, soit 8,9%.

Les travaux entrepris ces dernières années ont porté partiellement sur quatre objectifs principaux :

- remettre en état les routes existantes dont l'entretien peut être assuré en régie ;
- désenclaver des provinces lointaines ;
- à terme, relier par des routes modernes revêtues, Libreville aux Chefs-lieux de provinces ;
- remplacer les bacs encore en service par des ouvrages modernes en béton.

b) LES TRANSPORTS ROUTIERS

L'activité dans ce domaine reste peu connue à cause de l'inorganisation de la profession de transporteur routier.

C'est dans le but d'organiser cette branche qu'un organisme, la Fédération Professionnelle de Transporteurs Routiers (FPTRA) a été créée en 1985, ayant pour objectif, de représenter le patronat des transporteurs urbains et routiers. Cet organisme a pour mission de recueillir et véhiculer l'information en matière de transports terrestres.

En dehors de la Compagnie Africaine des Transports BARBIER, basée à Mouila, depuis 1960, il n'existe pas d'entreprises structurées, offrant de garanties sûres de voyages aux passagers. Le transport inter-urbain est donc entièrement entre les mains de quelques propriétaires de cars qui opèrent d'une manière artisanale dans le secteur.

Pour la CAT Barbier S.A., les mouvements des personnes, entre les provinces desservies (NGOUNIE, NYANGA, MOYEN OGOOUE, ESTUAIRE) ont permis de réaliser les résultats suivants :

En millions CFA	1983	1984	1985	1986	1987*
Chiffre d'affaires	343,4	451,0	375,0	414,7	340,0
Valeur Ajoutée	217,7	296,0	215,0	265,0	217,0

*Estimation

c) LES TRANSPORTS URBAINS

Jusqu'en 1986, les transports urbains de personnes étaient assurés par les exploitants de taxis et par une société de transport public, la société de transport de Libreville (SOTRAVIL).

Le transport par taxi collectif se développe de plus en plus du fait de la disparition de la SOTRAVIL. Le nombre de taxis et taxis-bus (véhicules de plus grande capacité) augmente chaque année. Le coût du trajet reste toujours à 100 F par personne. Le nombre des taxis à Libreville a évolué comme l'indique le tableau ci-après.

	1983	1984	1985	1986	1987
Nombre de taxis	2 000	2 200	2 500	2 500	3 000

Source : Mairie de Libreville

Le transport des scolaires est assuré par une unité qui a pris le relais de SOTRAVIL.

2.4.2.2 LES TRANSPORTS FERROVIAIRES

Le chemin de fer Transgabonais est désormais exploitable sur toute sa longueur soit 648 kilomètres depuis le 30 décembre 1986. Mais l'augmentation attendue du trafic voyageurs en 1987 ne s'est pas réalisée.

Le tableau ci-dessous décrit l'évolution de l'activité depuis 1983.

	1983	1984	1985	1986	1987*
Voyageurs (unités)	102 283	135 913	137 111	125 816	99 696
Colis (tonnes)	853	1 210	1 264	1 153	1 299
Wagons (tonnes)	620 793	664 605	723 034	660 412	671 645
dont bois (tonnes)	230 793	311 369	359 434	401 961	481 008

*Estimation : DGE

Le nombre de voyageurs a baissé de 20,7% en 1987. Cette baisse s'explique par, la fermeture des bases Eurotrag qui a entraîné le départ d'un personnel de chantier très important, la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, et la concurrence accrue de l'avion suite à l'introduction du tarif Week-end.

La mise en service du 2^e tronçon n'a pas entraîné de trafic passagers important du fait la faible densité des populations des zones traversées par le Transgabonais et des tarifs de transport élevés.

Les colis augmentent de 12,6% et les wagons de 1,6% seulement, même si le volume des grumes marque une augmentation de 19,6%.

Les tarifs appliqués au 1.2.1986 demeurent en vigueur selon la répartition suivante :

En F CFA	1.01.84		1.01.85		1.02.86	
	1re cl	2e cl	1re cl	2e cl	1re cl	2e cl
Libreville-Ndjolé	7 200	4 800	8 300	5 600	9 050	6 050
Ndjolé-Booué	6 300	4 200	7 300	4 900	7 900	5 300
Libreville-Booué	13 500	9 000	15 600	10 400	16 900	11 300
Booué-Lastourville	—	—	—	—	7 100	4 700
Last.-Franceville	—	—	—	—	8 050	5 400
Libreville-Franceville	—	—	—	—	31 600	21 100

Ainsi les différents mouvements ont généré des recettes en augmentation de 16,50% par rapport à 1986, recettes réparties comme suit : 18% pour les voyageurs ; 1,4% pour les colis ; 54,3% les grumes et 26,2% pour les autres wagons.

En millions de F CFA	1983	1984	1985	1986	1987
Voyageurs	463	730	879	950	1 129
Colis express + messageries	30	52	62	64	87
Wagons	1 142	1 707	2 163	2 710	3 399
Autres Wagons	1 317	1 388	1 608	1 644	1 643
Totaux	2 952	3 877	4 712	5 368	6 258

Source : OCTRA

2.4.2.3 TRANSPORTS MARITIMES

Trois sociétés nationales opèrent actuellement dans les eaux territoriales gabonaises : Société Nationale de Transports Maritimes (SONATRAM), la CNI (Compagnie Nationale de Navigation Intérieure) et Gabon Ferry Services. A ces trois sociétés nationales, s'ajoutent les armements étrangers.

a) LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS MARITIMES

Les activités de la SONATRAM sont tournées vers l'extérieur, sur la ligne Europe où elle exploite depuis 1984 deux navires en propre, l'ABANGA et la MPASSA.

L'exploitation commerciale de navires SONATRAM s'est poursuivie au cours de l'exercice 1987 sur les mêmes bases que les années antérieures. Les réductions du budget d'investissement de l'Etat se traduisent par la diminution, le report ou l'annulation de la plupart des projets engendrant des flux de trafic.

A la suite de la baisse de l'activité économique, l'évolution de chargement des navires SONATRAM est en forte régression depuis fin 1985.

Le début 1987 a été particulièrement marqué par des résultats négatifs. Mais la découverte de l'important gisement de pétrole du RABI-KOUNGA et le démarrage de la construction du port minéralier ont amélioré les résultats, notamment vers fin 1987.

Evolution du trafic de la SONATRAM

	1984		1985		1986		1987*	
	T	UP	T	UP	T	UP	T	UP
Trafic général	44 496	96 896	48 208	100 815		96 937	48 563	83 437
Chiffre d'affaires	5,9		7,5		5,6		4,0	

Source : SONATRAM

U.P. = Unité Payantes

T. = Tonnes

*Estimation

b) LES TRANSPORTS FLUVIAUX ET CABOTAGE

1) LA COMPAGNIE DE NAVIGATION INTERIEURE (CNI)

L'activité de la CNI en 1987 s'est développée en raison de son extension au niveau du cabotage par l'exploitation de la ligne Port-Gentil-Libreville en version Frêt uniquement par un caboteur de 400 tonnes.

La clientèle a baissé sur les lignes de l'Ogooué et du Fernan-Vaz en raison de la concurrence des transporteurs pirates. De plus, la mise en exploitation par la SOMICA du M/FERWATA sur la ligne Port-Gentil-Liberville en version passagers, paralyse sérieusement le trafic du Ferry-Boat-VOMBIE.

Ainsi par rapport à 1986, le nombre de passagers transportés par la CNI en 1987 est en diminution de 8,7%. Dans cette perspective de concurrence, le nombre de passagers va probablement subir une autre baisse de 10% en 1988. C'est par contre le volume de fret transporté qui augmente fortement (+ 74% en 1987 par rapport à 1986).

	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Ligne Ogooué	39 464	38 836	45 407	39 112	37 509	33 758
Ligne Fernan Vaz	20 589	24 311	18 780	16 767	16 508	14 857
Ligne Ndindi	842	772	790	988	914	823
Autres lignes	—	—	—	4 951	4 720	4 248
TOTAL (unités transport.)	60 895	63 919	64 977	65 388	59 651	53 686
Fret (tonnes)	—	12 016	11 285	21 272	37 045	33 340
Chiffre d'affaires	366	395	496	767	825	802

*Estimations CNI

**Prévisions CNI

- (1) Depuis 1986, la CNI dessert la région de Cocobeach des lacs du Sud du petit Ogooué, de la cote et de l'Océan.

2.4.2.4 TRANSPORTS AERIENS

C'est la faiblesse du réseau routier qui donne à l'avion son rôle prépondérant.

a) EVOLUTION DU TRAFIC

1) au niveau international

	1983	1984	1985
Mouvements avions	356 084	335 160	29 394
Mouvements commerciaux	179 927	171 471	165 520
Passagers locaux	5 119 481	5 087 761	4 718 246
Fret local	160 145	153 669	165 474
Poste locale	5 250	4 979	5 104

Source : ASECNA

Les passagers locaux comprennent les passagers qui débarquent et qui embarquent au Gabon (sont exclus les passagers en transit).

2) au niveau national

Le tableau suivant montre l'évolution du trafic aérien pour les cinq (5) aérodromes du Gabon, gérés par l'ASECNA : Libreville, Port-Gentil, Franceville, Lambaréné, Moanda.

	1983	1984	1985	1986	1987*
Total mouvements avions	57 088	54 627	59 293	47 750	36 752
Passagers locaux	789 157	853 983	915 379	860 923	683 078
Fret local (tonnes)	29 247	30 291	32 380	39 353	35 630
Poste locale (tonnes)	593	572	570	462	468

Source : ASECNA

*Estimation : DGE

NB : le trafic ci-dessus mentionné ne reflète pas la vraie réalité ; le Gabon comptant près de 20 aérodromes pouvant recevoir les avions de type FOKKER F 28 en service à la Compagnie Nationale AIR-GABON.

Ainsi pour les cinq aérodromes du Gabon (Libreville, Port-Gentil, Franceville, Lambaréné, Moanda) gérés par l'ASECNA, le volume de trafic continue de baisser par rapport à 1985 et 1986. Les mouvements d'avions en 1987 passent de 47750 à 36752 soit une baisse de 23%, les passagers de 20,6%, le fret de 9%. Seule la poste augmente légèrement de 1,3%.

b) EVOLUTION DE L'ACTIVITE

1) Les compagnies privées locales

La crise amorcée depuis début 1986 a fortement réduit les activités des principales compagnies privées locales (AIR-INTER, AIR SERVICE, HELI-GABON, AIR AFFAIRES GABON). Par rapport à 1985, l'activité de ces compagnies en 1986 et 1987 a baissé de 37% et 59%.

Cette situation résulte des mesures d'ajustements de l'économie ayant conduit l'administration à réduire drastiquement ses dépenses de transport aérien et aussi de la baisse sensible du volume d'activité des principaux clients (pétroliers, forestiers...).

Evolution de l'activité des sociétés privées

En milliards de F CFA	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Chiffre d'affaires	11,16	14,28	20,11	12,60	8,10	8,90
Valeur ajoutée	4,65	5,87	8,54	4,90	3,40	2,50

*Estimation

**Prévision

2) LA COMPAGNIE NATIONALE AIR-GABON

La Compagnie Nationale AIR-GABON qui assure l'essentiel du transport aérien, depuis sa création en 1977, couvre près de la moitié du trafic international sur la France et environ 70% du trafic intérieur.

Le flotte actuelle d'AIR-GABON comprend :

- 1 Boeing 747 pour les liaisons internationales
- 1 Boeing 737 pour les vols internationaux africains
- 3 Fokker F 28 pour les liaisons domestiques
- 1 Lockheed Cargo.

Le trafic d'AIR-GABON a représenté en 1987 un chiffre d'affaires de 32,5 milliards de F CFA, en recul de 12,6% par rapport à 1986. Cette régression est due à la diminution des recettes sur les lignes intérieures, à la baisse du fret et des passagers sur les liaisons internationales (— 14,9%), ce dernier trafic étant essentiellement partagé avec UTA. Globalement le nombre de passagers et le volume de fret transportés ont baissé respectivement de 9,5% et de 4% au cours de la même période.

Les prévisions de trafic en 1988 portent sur une augmentation d'environ 9,5%.

	1984	1985	1986	1987*	1988**
Passagers (nombre)	436 111	455 210	445 777	403 100	441 300
Fret (tonnes)	13 624	15 174	13 392	11 876	11 870
Chiffres d'affaires (en milliards F CFA)	35,1	40,9	37,2	32,5	33,7
Valeur ajoutée (en milliards F CFA)	17,5	15,3	13,6	11,7	ND

Source : Compagnie Nationale AIR-GABON

*Estimations

**Prévisions

Ces résultats en baisse tiennent essentiellement aux conditions d'exploitations :

- coefficient d'utilisation faible (2617 heures/an pour le 747 ; 2413 heures pour le 737)
- des trafics intérieurs faibles, (sauf sur Libreville-Port-Gentil ; près de 80% du trafic passagers) entraînant des coefficients de remplissage très faibles
- la récession économique
- la mission de service public (raisons administratives et de caractère social).

2.4.2.5 LES ACTIVITES PORTUAIRES

L'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) qui gère les ports d'Owendo et le port de Port-Gentil constitue l'outil principal de mesure de l'activité économique globale du pays. Les mouvements de marchandises dans les deux ports, à l'importation comme à l'exportation traduisent le climat économique actuel.

1) Mouvements au port d'Owendo - Libreville

Le trafic portuaire est lié à l'activité du secteur pétrolier et bois aux commandes des biens d'équipement et des matériaux de construction nécessaires aux investissements.

Par rapport à 1986, les importations ont globalement chuté de 24%, tandis que dans le même temps les exportations augmentent de 16,8%. D'une manière générale, le trafic portuaire au port d'Owendo a diminué de 6%.

En milliers de tonnes	1984		1985		1986		1987	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
Prod. agric. et aliment. forestiers	172,2	468	185,3	462,6	191,8	470,7	161,0	535,7
Prod. consommation domestique	37,6	0,8	37,7	1,052	34,7	3,0	30,9	3,9
Biens d'équipement	99,2	1,6	111,8	0,9	82,2	2,8	52,2	16,5
Produits énerg. et dérivés	244	0,004	259,2	—	229,3	—	182,6	0,161
Matér. construction	44,6	7,5	48,2	6,9	69,8	6,4	27,7	6,8
Transactions spéciales	86,4	101,1	46,8	21,6	11,7	4,3	16,1	6,1
Total Import Export (en milliers de tonnes)	684	579	689	493	619,5	487,4	470,7	569,3
Total général manipulé	1 263,4		1 182,5		1 107		1 040	

2) Mouvements de marchandises au Port de Port-Gentil

Au Port de Port-Gentil, les importations chutent de 31,8% en 1985 et de 69,6% en 1987 ; les exportations, elles, augmentent de manière générale, de 9% en 1987 sous l'effet de l'augmentation des grumes dont les exportations des grumes ont augmenté de 77,5% et les hydrocarbures (+ 6%).

En milliers de tonnes	1984		1985		1986		1987*	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.
Prod. agric. et aliment. forestiers	16,3	327,9	17,0	306	14,8	261,1	10,8	377
Prod. consommation domestique	6,6	3,9	3,4	6,7	3,4	6,3	0,884	5,3
Biens d'équipement	68,4	13,2	102,1	5,0	33,6	3,6	6,1	1,6
Produits éner. et dérivés	34,5	7 198,5	26,0	7 433,3	60,3	6 020,8	25,8	6 371
Matér. construction	7,8	47,2	15,1	38,4	3,4	21,9	5,9	28,7
Transactions spéciales	8,9	9,7	8,9	4,9	1,9	0,563	5,5	0,028
Total Import Export (en milliers de t.)	142,5	7 600,4	172,5	7 794,3	117,4	6 314,2	54,9	6 783,6
Total général manipulé	7 742,9		7 966,8		6 431,6		6 838,5	

Le tableau ci-après résume l'activité générale dans les deux Ports de Libreville et de Port-Gentil.

En milliers de tonnes	1984		1985		1986		1987*	
	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG	LBV	POG
Entrées	684	143	689	173	620	118	471	55
Sorties	579	7 601	493	7 795	487	6 314	569	6 784
Total/Port	1 263	7 744	1 182	7 968	1 107	6 432	1 040	6 839
Total Général	9 007		9 150		7 539		7 879	

Source : OPRAG

*Estimations : DGE

2.4.2.6 LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

L'activité de cette branche reste liée à l'ensemble de la vie économique du pays, et reflète la physionomie des autres secteurs, principalement les secteurs pétrolier et du bâtiment et travaux publics.

1) Acconage, manutention, consignation

La dégradation du trafic enregistrée depuis 1984 par les différents prestataires s'est poursuivie. Depuis 1986, les activités maritimes ont régressé à l'importation de 30% à Libreville, et de 60% à Port-Gentil, alors que l'exportation des bois et grumes s'est maintenue au même niveau.

Le volume total manipulé en 1987 a atteint le niveau le plus bas, soit une baisse de 8,6% par rapport à 1986.

En milliers de tonnes	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Acconage	380	169	195	174	ND	ND
Consignation	759	957	650	615	625	680
Manutention	569	1 024	626	811	845	904
Transport	140	64	158	24	13	12
Total manipulé	1 848	2 214	1 629	1 624	1 483	1 596

*Estimation

**Prévisions

2) Les transitaires

Les transitaires enregistrent en 1987 une chute de près de 45% de leurs activités, chute liée d'une part au ralentissement de l'activité économique. De plus on dénombre beaucoup trop de transitaires sur le marché.

En milliers de tonnes	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Transit aérien	3	3,5	4,5	4,7	3,5	4
Transit maritime	366	349	522	478	262	252
TOTAL	369	353	527	483	266	256

*Estimation

**Prévision

Toutes les sociétés du secteur Auxiliaires de transport sont touchées par la baisse d'activité. Leur chiffre d'affaires tombe de 21799 millions de F CFA en 1986 à 17003 millions de F CFA en 1987, soit une chute de 22%.

En millions de F CFA	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Chiffre d'affaires	23203	26453	27053	21799	17003	16663
Valeur ajoutée	16 576	18 888	19 316	15 564	12 140	11 897

*Estimation

**Prévision

La baisse la plus sensible de la valeur ajoutée est due au maintien des tarifs, alors que les charges de fonctionnement ont augmenté (les salaires en 1987 ont représenté 48% du chiffre d'affaires).

2.4.3 ELECTRICITE - EAU

Le service public de l'électricité et de l'eau est assuré par un opérateur unique, la société d'Énergie et d'Eau du Gabon (S.E.E.G.). Cette société est concessionnaire des communes de Libreville et Port-Gentil, et de l'Etat Gabonais pour les autres localités.

PRODUCTION ET VENTE D'ELECTRICITE ET D'EAU

a) Production et vente d'énergie

	1984	1985	1986	1987*	1988*
Puissance installée (millions de watts)	239	252	298	302	302
Production nette (millions de KWH)	791,8	861,4	897,1	895,0	810
Ventes (millions de KWH)	676,8	724,3	756,6	756,0	690

Source : S.E.E.G.

*Estimation SEEG

**Prévision SEEG

Après un ralentissement de la croissance en 1986 la production d'électricité a stagné en 1987 et une baisse de 9,5% est prévue pour 1988.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du volume de consommation d'électricité (ventes + cession) selon la tension de la desserte.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Basse tension (en millions de KWH)	238,9	272,8	314,2	358,4	377,1	386
Moyenne tension (en millions de KWH)	347,4	366,6	383,2	398,2	409,8	408,3
Nombre total abonnés	40 998	47 149	52 829	58 506	62 967	65 550

Source : S.E.E.G.

*Estimation SEEG

b) Production et vente d'eau

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de la production d'eau et du volume des ventes qui en résultent :

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Production nette (millions de m3)	20,8	23,1	25,6	28,7	30,1	33,4	34,1	32,9	32,8
Ventes (millions de m3)	16,3	18,5	19,6	23	23	26,1	26,2	25,7	24,6

Source : S.E.E.G.

*Estimation

**Prévision

La production et le volume des ventes diminuent en 1987. Aucune amélioration n'est attendue en 1988.

c) Les prix

Les prix hors taxes de l'électricité et de l'eau comprennent plusieurs composantes dont les principales peuvent se résumer comme suit :

- rémunération du concessionnaire (S.E.E.G.) et dotation des fonds destinés au financement des équipements ;
- financement de certains équipements du service public (contributions prélevées et gérées par la S.E.E.G. pour le compte des communes) ;
- financement des dépenses d'électricité, d'eau et d'assainissement des communes de Libreville et Port-Gentil.

Les tarifs de l'électricité évoluent de façon très sélective :

- pour les communes de Libreville et de Port-Gentil, les tarifs concernant la basse tension progressent à raison de la moitié de l'augmentation qui résulte de l'application des formules de révision des prix contractuels. Les tarifs de la moyenne tension ordinaire sont bloqués depuis Avril 1986.
- dans les localités de l'intérieur, ces prix restent bloqués au niveau atteint au 1^{er}/7/1980 pour la basse tension et au 1^{er}/7/1982 pour la moyenne tension ordinaire.

d) Les résultats

En milliards F CFA	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*	1988**
Chiffre d'affaires	19,4	21,6	27,2	29,4	34,8	41,1	45,2	44	41
Valeur ajoutée	14,1	16,1	18,9	18,8	22,3	26,2	29,5	29,5	29

Source : S.E.E.G.

*Estimation

**Prévision

En 1987 et 1988 le chiffre d'affaires suit la baisse de l'activité. Le maintien de la valeur ajoutée devant être obtenu grâce à la compression des dépenses.

e) Les investissements

Les investissements sont faibles en 1987 (4,5 milliards de F CFA) et le seront encore en 1988 (4,2 milliards). Ils correspondent aux programmes annuels de renforcement des réseaux de distribution sur l'ensemble du pays et quelques renforcements des parcs de production et des centres de l'intérieur.

2.4.4 HOTELLERIE - RESTAURATION - TOURISME

Le Gabon dispose en 1987 d'une capacité touristique et hôtelière comprenant 70 hôtels qui totalisent 2763 chambres, 5 agences de voyages, plus de 200 restaurants, plusieurs snack-bars et une cinquantaine d'établissements de loisirs et night-club.

Outre ces possibilités d'hébergement et de restauration, le potentiel touristique comprend également de nombreux loisirs, sites et parcs nationaux.

a) Hôtellerie et restauration

Le parc hôtelier se compose :

- d'hôtels de classe internationale (66,5% de la capacité totale autrefois supervisée par la Société Nationale de Tourisme et d'Hôtellerie) aujourd'hui dissoute.
- des établissements privés en général de faible capacité.

Le milieu urbain (Libreville - Port-Gentil, Franceville, Lambaréné) représente un peu plus de 75% de l'ensemble de ce parc ; le reste est réparti sur l'ensemble du territoire.

La conjoncture hôtelière est marquée en 1987 par une forte baisse de la demande, alors que la capacité hôtelière s'est trouvée augmentée avec l'ouverture de l'hôtel Sheraton au deuxième semestre 1986. Il en résulte une forte dégradation du taux d'occupation des hôtels dont le tableau suivant retrace l'évolution.

Evolution du taux d'occupation des hôtels 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987*
Milieu urbain	ND	ND	88,4	78,8	46,4
Intérieur	ND	ND	31,7	29,2	22,8
Taux d'Occupation Moyer	81,5	83,9	75,9	68,3	41,0

*pour les 10 premiers mois de 1987

En année pleine le taux d'occupation de l'hôtellerie de l'intérieur est passé en dessous de la barre des 30% (29,2% en 1986 contre 31,7% en 1985). Cette tendance à la baisse s'est accentuée en 1987 (22,8% contre 29,2% en 1986, soit une diminution de 22%). La plupart des hôtels de l'intérieur fonctionnent en-dessous de leur point mort.

En milieu urbain, la dégradation est encore plus marquée. L'effondrement des taux d'occupation (— 41%) en 1987 est principalement le fait de la baisse du tourisme d'affaires liée à la conjoncture, ainsi que du départ des coopérants des hôtels.

La restauration a connu une situation voisine de celle de l'hôtellerie. La baisse d'activité est due notamment à la diminution des revenus des ménages, tandis qu'on observe une prolifération des petits restaurants du secteur informel.

La baisse du chiffre d'affaires des hôtels en 1987 peut être estimée aux environs de 30%. Celle de la valeur ajoutée est légèrement supérieure. Pour 1988, une nouvelle baisse du chiffre d'affaires est possible, mais elle serait de faible ampleur, environ 7%.

Il convient de signaler que 1986 aura représenté un tournant pour le tourisme gabonais. En effet, jusqu'en 1985 il fallait construire des chambres d'hôtel pour satisfaire une demande croissante. Maintenant, il faudra de plus en plus chercher à élargir la clientèle (au delà du tourisme d'affaires) pour remplir les chambres construites, et ne pas en construire d'autres pour lesquelles il n'y aurait pas d'engagement de commercialisation.

b) Tourisme et Loisirs

La structure touristique comprend :

- l'Administration centrale et deux représentations à l'étranger : l'une pour l'Europe basée à Paris, l'autre pour l'Amérique du Nord basée à New-York ;
- les Tours Opérateurs qui vendent de l'extérieur des destinations de congrès pour le Gabon ;
- les agences de voyages locales qui proposent des tours à Libreville, des excursions diverses à travers le Gabon, des visites culturelles ou économiques et des safaris visions.

Malgré l'apparition de nouveaux produits sur le marché (Ekwata Loisirs et la Lopé), le Tourisme au Gabon reste toujours encore peu développé. La durée moyenne des séjours des non-résidents y demeure très courte (moins de 3 jours). Cette situation s'explique par l'existence de goulots d'étranglement tels que :

- une insuffisance d'hôtellerie de classe moyenne à l'intérieur du pays ;
- un nombre restreint de circuits organisés (insuffisance des infrastructures routières) ;
- une image touristique du Gabon encore assez floue ;
- un manque de structures de commercialisation et un manque d'intérêt des opérateurs de tourisme étrangers.

Dorénavant le développement de l'activité touristique dépendra d'une remontée de l'activité économique et d'initiatives dans la création de produits nouveaux et dans la commercialisa-

tion. Dans ce sens, le séminaire sur le tourisme au Gabon qui s'est tenu à Libreville en Mai 1987 a permis de dégager un certain nombre d'objectifs :

- établir une meilleure concertation entre les différents organismes administratifs et privés et les personnes qui contribuent au développement du tourisme ;
- définir les produits touristiques commercialisables ;
- définir la stratégie de promotion et de commercialisation des produits retenus et élaborés ;
- pallier la baisse des taux d'occupation que connaissent les hôtels et restaurants ainsi que les transporteurs aériens du pays.

2.4.5 IMPRIMERIE, EDITION ET PUBLICITE, DISTRIBUTION DES LIVRES ET DES JOURNAUX

2.4.5.1 IMPRIMERIE

La concurrence des imprimeries installées à l'étranger qui continuent à avoir la préférence de la clientèle locale et la crise financière qui provoque la réduction des commandes ont entraîné une baisse sensible des activités de l'ensemble des imprimeries. Le chiffre d'affaires de la branche qui s'élevait en 1986 à près de 5 milliards de francs est tombé en 1987 à 4,3 milliards soit une baisse de plus de 15%.

2.4.5.2 EDITION ET PUBLICITE

Les progrès réalisés dans cette branche sont plus nets dans la publicité. En effet, cette activité a pris un essor considérable ces dernières années : tous les organismes de presse tant parlée, écrite que télévisée ont une livraison publicité.

En ce qui concerne l'édition, cette activité est irrégulière. En effet plusieurs périodiques, qui sont nés il y a près de 5 ans, n'apparaissent plus du tout. Seule la Sonapresse, malgré l'impasse financière dans laquelle elle s'est trouvée ces dernières années, a réussi à éditer quotidiennement "l'Union" à laquelle elle associe une fois par mois "l'Union Magazine".

Le tableau suivant décrit l'évolution depuis 1985 des activités de la branche Edition et Publicité :

(millions de francs CFA)	1985	1986	1987*	1988**
Vente des Journaux	616	670	620	640
Publicité	621	700	1 500	1 700
Total Chiffre d'affaires	1 237	1 370	2 120	2 340

* Estimation

** Prévission

2.4.5.3 DISTRIBUTION DES LIVRES ET DES JOURNAUX

a) Distribution des livres

Malgré la prolifération des librairies dans les principaux centres urbains du Gabon, la sous-branche "distribution du livre" a connu en 1987 une activité assez morose.

Face à la concurrence sur Libreville, la direction de Sogalivre a décidé de fermer sa librairie du centre ville, laissant le soin à Sogapresse d'assumer, en plus des activités qui lui sont propres, celle de la librairie.

b) Distribution de la presse

L'activité de la Société Gabonaise de Presse (Sogapresse) est demeurée soutenue malgré la crise comme le montre le tableau ci-dessous :

Ventes (en millions de francs)	1985	1986	1987	1988*
Presse importée	1 162	1 215	1 096	1 200
Presse locale	370	497	543	580
autres activités	973	342	519	512
Chiffre d'affaires	2 505	2 054	2 158	2 292

Source : SOGAPRESSE

*Prévision

2.4.6 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

2.4.6.1 LES BANQUES COMMERCIALES ET DE DEVELOPPEMENT

L'activité bancaire en 1987 a été marquée par une baisse des ressources et une contraction des crédits. Ainsi les entreprises ont connu des tensions de trésorerie pour le financement de leurs besoins d'exploitation.

a) Evolution des ressources

Malgré le ralentissement des investissements, les banques ont fréquemment utilisé les facultés de réescompte de la Banque Centrale ou le refinancement extérieur.

Du 30 Septembre 1986 au 30 Septembre 1987, le montant global des ressources est passé de 298,2 milliards de francs CFA à 253,9 milliards soit une diminution de 14,8%.

Par ailleurs les dépôts à terme et d'épargne (particuliers et entreprises) enregistrent une chute de 13,5%. Ils s'établissent à 107,8 milliards en Septembre 1987 contre 124,6 milliards en 1986.

Cependant cette baisse de l'épargne ne correspond pas à un transfert massif des capitaux vers l'extérieur mais relèverait de la conjonction de deux phénomènes : la baisse des salaires au niveau des ménages et le resserrement de la trésorerie des entreprises.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des dépôts depuis septembre 1985.

Evolution des ressources

Dépôts (en milliards de F CFA)	Sept. 85	% du Total	Sept. 86	% du Total	Sept. 87	% du Total
Dépôts à vue	122,1	38,5	111,1	37,3	91,6	36,0
Dépôts à terme et d'épargne	131,9	41,6	124,6	41,8	107,8	42,5
Dépôts de l'Etat	62,9	19,8	62,5	20,9	54,5	21,5
Total	316,9	100,0	298,2	100,0	253,9	100,0

Le tableau des ressources et des emplois ci-après indique que le besoin de refinancement a augmenté de 63% en un an (— 129,8 milliards en 1987 contre — 79,5 milliards en 1986). La détérioration de la liquidité bancaire provient de la croissance moins rapide des dépôts que des crédits.

Evolution Ressources/Emplois

Evolution des ressources et des emplois locaux (en milliards de F CFA)	Sept. 85	Sept. 86	Sept. 87
Crédit intérieur (crédit à l'Etat et à l'Economie)	275,1	377,7	383,7
Dépôts	316,9	298,7	253,9
Excédent (+) ou déficit (—)	+ 59,2	— 79,5	— 129,8

b) Les emplois

Du 30 Septembre 1986 au 30 Septembre 1987 les crédits au secteur privé ont connu une contraction de 9,4% s'élevant à 336,3 milliards contre 304,7 milliards.

Cette réduction des crédits à l'économie découle de l'insuffisance des dossiers bancables d'une part et, d'autre part, de la mauvaise structure financière des entreprises en difficulté dans différents secteurs (B.T.P., Extraction minière, Forêt).

Cependant la répartition selon le terme n'a pas subi de modification et montre l'évolution suivante :

- Prépondérance des crédits court terme (56,1%) du montant global des encours.
- Quasi stabilité des crédits Moyen et Long terme (43,9%) du total des crédits distribués.

Le tableau suivant donne les différentes évolutions des emplois depuis Septembre 1985.

Evolution des Emplois

Crédits au particuliers (en milliards de F CFA)	Sept. 85	% du Total	Sept. 86	% du Total	Sept. 87	% du Total
Court terme	175,5	58,9	187,7	55,8	170,8	56,1
Moyen et long terme	122,7	41,1	148,6	44,2	133,9	43,9
Total	298,2	100,0	336,3	100,0	304,7	100,0

c) La production des banques

Elle est le résultat net de la gestion des capitaux (marge d'intérêt) et des produits encaissés au titre des prestations de service.

En 1985, la production des banques s'est nettement améliorée sous l'effet d'une baisse importante de la rémunération des dépôts, compensée partiellement par une légère diminution du rendement des crédits.

En 1986, la production des banques a connu une légère diminution consécutive à l'augmentation des charges de refinancement des banques. En 1987, les résultats ne devraient pas être très différents de ceux enregistrés en 1986.

Production des banques

En milliards de F CFA	1984	1985	1986*
Emplois productifs	290,5	379,0	369,5
Marge sur opération hors trésorerie	22,6	31,5	29,5
Marge sur opération de trésorerie	+0,1	-1,6	-2,4
Production des Banques	22,7	29,9	27,1

*Estimation

d) Les perspectives d'activité

Les possibilités de développement du marché bancaire en 1988 dépendront notamment :

- de la reprise économique sur le plan interne
- de l'encadrement du crédit
- de la restructuration des entreprises en difficulté et du développement des marchés à l'exportation.

2.4.6.2 LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

L'évolution de l'activité des compagnies d'assurances en 1987 s'est caractérisée par une régression du chiffre d'affaires (primes nettes d'annulation) 7,7 milliards contre 26,5 milliards.

Cette chute de l'activité plus prononcée que celle de l'exercice précédent s'accompagne d'une dégradation de leurs résultats du fait notamment de :

- La liquidation de la SONAGAR, l'une des plus importantes compagnies entraînant une cassure de la série statistique du secteur
- La faible croissance de la clientèle résultant de l'insuffisance d'investissement de la part des entreprises
- L'augmentation du coût de l'acquisition du matériel
- L'insuffisance de produits financiers et de l'absence de marché de valeurs
- L'évolution défavorable des taux de sinistralité pour la branche automobile.

Pour 1986 et 1987 l'évolution et la structure des primes vendues par ces compagnies s'établissent comme suit :

(En millions de F CFA)	1986*	Part relative	1987*	Part relative
Autos	9 080	34%	3 100	40%
Incendies	2 676	10%	1 050	13%
Marine/Transport	6 967	26%	1 700	22%
Autres risques	7 778	30%	1 950	25%
Total primes vendues	26 495	100%	7 800	100%

*Non compris SONAGAR et UAP

Pour l'année 1988, le secteur n'attend pas d'évolution spectaculaire.

Le développement de l'activité reste conditionné par des revenus des ménages.

Cependant la reprise des activités de SONAGAR par UAP pourrait avoir une incidence sur l'évolution du secteur car SONAGAR représentait une part importante du marché, malgré les pertes enregistrées pendant l'exercice 1987.

2.4.6.3 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Le secteur des établissements financiers est composé principalement de la SOGACA et de la SOGABAIL.

La persistance, voire l'aggravation, des difficultés des principaux secteurs clients — la forêt, les BTP et le transport — n'a fait que déprécier, de façon induite, l'activité des établissements financiers au premier semestre 1987.

a) Les ressources

La structure actuelle des ressources correspond aux normes de modération imposées par la BEAC pour le financement du moyen terme. Leur montant s'élève à environ 10 milliards de F CFA contre 14 milliards l'exercice précédent, soit une baisse de 28,6%. En effet, le resserrement des prêts des banques locales, l'une des principales composantes des ressources, a fait chuter ceux-ci à 0,9 milliard F CFA pour la SOGABAIL, par exemple, contre 2,6 milliards l'année précédente.

b) Les emplois

La situation difficile des principaux clients (BTP, Forêt, Transport) a des répercussions considérablement défavorables sur la trésorerie des établissements financiers. En effet, ceux-ci sont confrontés, d'un côté au resserrement des concours bancaires imposés par la BEAC, et de l'autre, aux importants impayés de leurs clients.

Cette situation devant se poursuivre, voire s'accroître en 1988, il y a lieu de se demander jusqu'à quel niveau les établissements financiers pourront constituer leurs provisions.

Par ailleurs, la loi de finances 1988 ne prévoit aucun investissement nouveau et les difficultés de la SNBG sont loin d'être résolues. De plus, la consommation des ménages devra se contracter du fait des baisses de salaires, du nombre de salariés et des difficultés financières des entreprises.

2.4.7. AUTRES SERVICES

Le secteur Autres Services se caractérise par une grande diversité des activités et par un taux de disparité très élevé des entreprises.

L'évolution du secteur est étroitement liée à celle de l'activité générale de l'économie. En 1987, la plupart des entreprises de ce secteur subissent les effets négatifs de la conjoncture marquée par une baisse prononcée de l'activité économique ainsi que par une stagnation des créations d'entreprises et une augmentation des cessations de paiement et des liquidations judiciaires.

Outre la baisse de leur chiffre d'affaires, les entreprises de ce secteur ont souvent à faire face à des problèmes d'encaissement : délais de paiements allongés, voire factures impayées.

La présente analyse concerne les activités suivantes :

- les services rendus aux entreprises
- les services immobiliers.

2.4.7.1 LES SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES

Sous cette appellation sont regroupées des activités de service très diversifiées dont la clientèle est constituée essentiellement par des entreprises. Il s'agit des services comptables, juridiques et fiscaux, informatiques, ainsi que des études techniques et expertises, et des locations de matériel. En sont exclus les services pétroliers.

a) Services comptables

Ces services comportent des activités variées : tenue de comptabilité, expertise-comptable, audit, révision des comptes, commissariat aux comptes, conseils en comptabilité et gestion, etc.

Pour l'exercice 1987 (1), l'activité a globalement fléchi d'environ 5%. Les obligations lé-

(1) Certaines entreprises de la branche ont une période d'exercice de Juin 86 à Juin 87.

gales de la clientèle (comptabilité, bilan) ont atténué la baisse d'activité. Par ailleurs le tassement des activités traditionnelles où la concurrence est très forte a été compensé en partie par l'évolution plutôt satisfaisante des activités d'audit et de conseil en gestion dont les besoins sont apparus plus pressants avec la crise. Toutefois, les audits des grandes entreprises du secteur parapublic, effectués par des cabinets extérieurs, ont peu d'incidence sur l'activité des cabinets installés au Gabon.

Les effectifs employés, et dans une moindre mesure les frais de personnel ont moins baissé que le chiffre d'affaires. Les entreprises ont su s'adapter au fléchissement de l'activité.

Le manque d'experts comptables gabonais confirmés et la nécessité d'une formation des cadres sur le tas constituent un handicap certain.

Le développement des activités demeure dépendant :

- du niveau de l'activité générale dont la reprise n'est pas attendue avant 1989,
- du recrutement et de la formation des cadres,
- de la consultation plus fréquente par les pouvoirs publics ou les entreprises, des cabinets installés au Gabon, pour les travaux relevant de leur compétence.

Pour l'exercice 1988, la baisse d'activité pourrait être plus sensible que celle très légère enregistrée en 1987.

b) Services juridiques et fiscaux

La baisse des activités traditionnelles en 1987 est atténuée par l'évolution soutenue des activités de conseil générées par les restructurations et les textes réglementaires nouveaux. La concurrence devient plus vive depuis l'implantation de nouveaux cabinets à Libreville.

Comparable à la situation de l'ensemble de la branche est celle des services comptables, encore que la baisse conjoncturelle y soit en 1987 plus accentuée, notamment en termes de valeur ajoutée. Cette situation pourrait toutefois s'inverser en 1988.

c) Services informatiques

Le fait marquant de l'année 1987 est la forte baisse d'activité de la branche tant en ce qui concerne la vente de matériels informatiques que les services proprement dits. Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée ont diminué de plus de 20%.

La baisse n'est toutefois pas uniforme. L'activité la plus touchée est le traitement informatique à façon. En revanche, la demande en micro-informatique est soutenue. Ceci résulte de la tendance des entreprises à s'équiper en micro-ordinateurs et en progiciels qui les rendent plus autonomes, plutôt que de recourir aux services de traitement à façon.

Par ailleurs, l'inorganisation du marché, l'absence de réglementation, la tendance à une certaine anarchie commerciale et la pénurie de personnel informaticien national qualifié constituent les principaux freins à une meilleure utilisation de l'outil informatique sur l'étendue du territoire.

Pour 1988, les entreprises de la place prévoient encore une baisse de leur chiffre d'affaires aussi sinon plus importante qu'en 1987. Elle pourrait toutefois être atténuée par la mise en place de produits nouveaux, notamment pour la clientèle de micro-informatique.

d) Bureaux d'études, contrôle et expertise

Cette branche comprend les activités d'ingénierie, contrôle technique, études de fondation, études géotechniques des routes et aérodromes, urbanisme et architecture, études diverses de génie civil, bâtiments et travaux publics.

Les entreprises de la branche subissent de plein fouet la chute drastique des investissements publics et particulièrement des projets nouveaux tant publics que privés. La demande est pratiquement inexistante. La plupart des entreprises ont fermé leurs portes ou fonctionnent au ralenti en attendant la reprise économique.

e) Location de matériel et mise à disposition de personnel

Cette activité comprend d'une part la location de véhicules et de matériels divers, et d'autre part la mise à disposition de personnel de surveillance.

La demande s'est sensiblement contractée en 1987. La baisse d'activité est surtout marquée pour les locations de véhicules dont le chiffre d'affaires a diminué de près de 30%, et la valeur ajoutée encore davantage. La situation financière est aggravée par les délais d'encaissement.

2.4.7.2 LES SERVICES IMMOBILIERS

Les services immobiliers comprennent diverses activités : promotion immobilière, transactions sur les terrains et immeubles, locations, ainsi que gestion et syndic d'immeubles.

La conjoncture immobilière en 1987 est caractérisée par un excès de l'offre sur la demande qui se traduit par une forte baisse des prix, tout au moins pour les bureaux et pour les logements de haut et moyen standing.

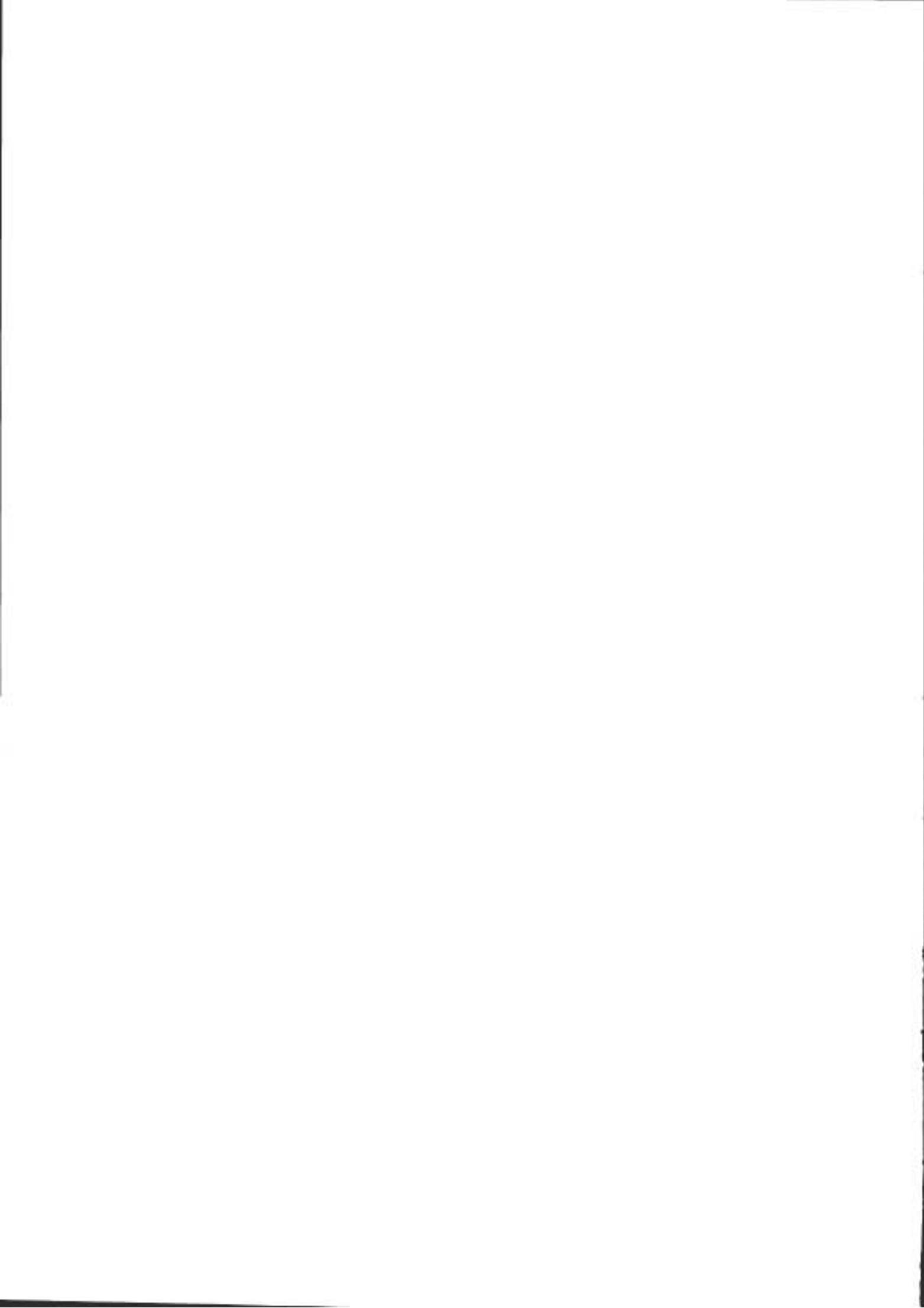
Le grand nombre de constructions réalisées ces dernières années a gonflé l'offre, tandis que la demande a au contraire brusquement diminué, tant pour les bureaux que pour les logements, avec la fermeture de certains établissements et le départ d'expatriés. Les prix de vente des immeubles sont maintenant très discutés et leur baisse peut atteindre 30% voire davantage.

Les transactions sur les terrains et les bureaux sont en diminution malgré le courant des ventes provenant des entreprises qui quittent le Gabon.

Quant aux locations, leurs prix pour les logements de haut et moyen standing ont fortement baissé en raison du départ d'un certain nombre d'expatriés ainsi que de la diminution des revenus des ménages et en particulier des indemnités des fonctionnaires. La baisse de prix est en moyenne de 20 à 30%. L'activité des agences a aussi sensiblement diminué malgré une plus grande mobilité des locataires changeant de logement pour des loyers moins élevés, car les locataires ont maintenant tendance à contacter directement les propriétaires sans passer par les agences. La conjonction de la réduction d'activité et de la baisse des prix se traduit par un effondrement du chiffre d'affaires des agences dont environ un quart ont cessé leur activité, notamment celles nouvellement créées.

Par contre, l'activité de gestion d'immeubles a été beaucoup moins affectée par la conjoncture nationale. La baisse du chiffre d'affaires y est relativement faible. Une réduction des frais généraux et des dépenses d'entretien et de réparation des immeubles peut même conduire à une évolution de la valeur ajoutée meilleure que celle du chiffre d'affaires, comme c'est le cas de la Société nationale immobilière. Cette contraction des dépenses est bonne dans la mesure où elle correspond à une gestion plus rigoureuse, mais elle pourrait être inquiétante pour la sauvegarde du patrimoine immobilier si elle conduisait à différer des dépenses d'entretien ou de réparation nécessaires à la bonne conservation des immeubles.

Pour 1988, on ne peut pas s'attendre à une amélioration de la conjoncture immobilière.



**GRANDEURS
MACROECONOMIQUES**

TABLEAU SYNOPTIQUE 1987

GRANDEURS 1987	MILLIARDS FCFA	VARIATION 87/86 EN %
P.I.B. dont 22% pour le pétrole	1 005,3	— 14,3
Investissement privé	243,2	— 9,6
Investissement public (y compris OCTRA)	90,0	— 72,3
Consommation privée	502,5	— 8,7
Consommation publique	228,3	— 14,4
Demande intérieure (+ stock)	1 064,0	— 21,5
Recettes budgétaires	467,9	— 30,9
Dépenses budgétaires	463,1	— 37,2
Masse Monétaire (30.09.86 au 30.09.87)	246,0	— 14,0
Balance des paiements	— 78,0	— 14,0
Commerce extérieur :		
— Taux de couverture		183,0
— Balance commerciale	200,0	506,0
Emploi secteur public (nbre d'employés)	30 928	— 0,4
Prix détail (ménages Africains) (moyenne annuelle base 100 juin 1972)		— 2,2
Prix détail (ménages Européens) (moyenne annuelle base 100 juin 1975)		3,2
Prix gros (moyenne annuelle base 100 juin 1966)		2,2

Origine du PIB par secteurs d'activité (Milliards de francs CFA)

	Valeur ajoutée des secteurs				Variation annuelle en %			Pourcentage du PIB			
	1984	1985	1986	1987	85/84	86/85	87/86	1984	1985	1986	1987
Pétrole (1)	738	733,4	219,3	247	- 0,6	- 70,1	12,6	48,1	44,6	18,7	24,6
Agriculture Elevage & pêche	64	71,1	87,1	87,2	11,1	22,5	0,1	4,2	4,3	7,4	8,7
Exploitation fores.	16	15,5	19,2	23,4	- 3,1	23,9	21,9	1,0	0,9	1,6	2,3
Mines et carrières	55	53	42,4	38,1	- 3,6	- 20,0	- 10,1	3,6	3,2	3,6	3,8
Industrie du bois	10,7	9	13,6	9,5	- 15,9	51,1	- 30,1	0,7	0,5	1,2	0,9
Raffinage (2)	7,5	14,2	14,2	23,1	89,3	0,0	62,7	0,5	0,9	1,2	2,3
Ind. de transf. (3)	38	37,8	60,6	41	- 0,5	60,3	- 32,3	2,5	2,3	5,2	4,1
B.T.P.	101,2	125	138,1	54	23,5	10,5	- 60,9	6,6	7,6	11,8	5,4
Commerce	91,5	106,5	97,6	85,2	16,4	- 8,4	- 12,7	6,0	6,5	8,3	8,5
Transport	55,5	61,3	55,5	47,3	10,5	- 9,5	- 14,8	3,6	3,7	4,7	4,7
Elec., Eau, Gaz, Vap.	22,3	26,3	30,1	27	17,5	14,9	- 10,3	1,5	1,6	2,6	2,7
Services (4)	97	110,6	113,1	86,2	14,0	2,3	- 23,8	6,3	6,7	9,6	8,6
Hôtels, Cafés, Restaurants	12,4	17,9	18	13,2	44,4	0,6	- 26,7	0,8	1,1	1,5	1,3
SOUS TOTAL E.N.F.	1309,1	1381,5	908,8	782,2	5,5	- 34,2	- 13,9	85,2	83,9	77,5	77,8
Inst. Financières	7,9	10,7	9,7	14,9	35,4	- 9,3	53,6	0,5	0,7	0,8	1,5
Adminstration + S/C domestique	132,1	148,7	156,7	136,3	12,6	5,4	- 13,0	8,6	9,0	13,4	13,6
TOTAL V.A.	1449,1	1540,9	1075,2	933,4	6,3	- 30,2	- 13,2	94,4	93,6	91,7	92,8
Taxes sur imp.	86,7	104,9	97,6	71,9	21,0	- 7,0	- 26,3	5,6	6,4	8,3	7,2
PIB Total	1535,8	1645,8	1172,8	1005,8	7,2	- 28,7	- 14,3	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Exploitation pétrolière + recherche

(2) Optique sectorielle

(3) Ind. alimentaires + Boissons. Tabacs + Imprimerie-Edition + Chimie + Mat. de construction + Ouvrages en métaux + Textile

(4) Services immobiliers + Services divers aux entreprises et aux particuliers + Services Réparation + Telecom

1. PRODUIT INTERIEUR BRUT

Les paragraphes qui suivent, décrivent l'évolution des ressources du PIB ainsi que le comportement des principales composantes de la demande intérieure et extérieure.

1.1 LES RESSOURCES DU P.I.B.

Si depuis 1986 la présentation du P.I.B. et de ses emplois diffère de celle des anciens tableaux de bord, il faut rappeler qu'elle est toujours faite selon les deux démarches antérieures : l'enquête de conjoncture qui couvre tous les secteurs de l'activité économique et l'utilisation de modèles de prévision macro-économique (MEGA et SIPE).

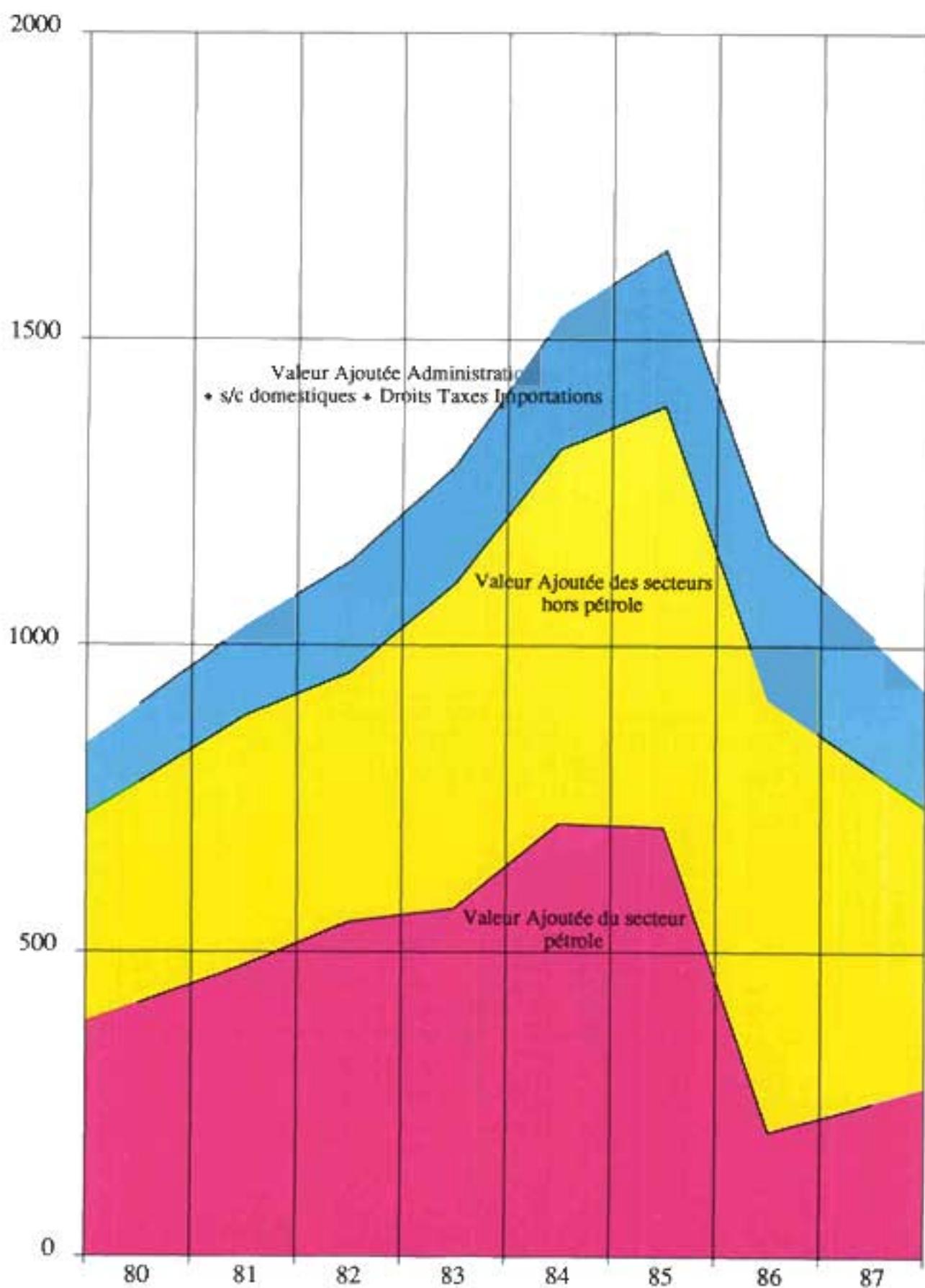
1.1.1 ORIGINES DU P.I.B PAR SECTEURS

La ventilation de la valeur ajoutée sectorielle en 1987 met en évidence que les entreprises non financières contribuent pour 77,8 % à la formation du P.I.B., les Administrations et les Ménages, 13,6 %, les Institutions Financières, 1,5 % et les D.T.I., 7,1 %.

Le graphique ci-contre décrit l'évolution du P.I.B regroupé selon trois origines :

- la valeur ajoutée du secteur pétrolier
- la valeur ajoutée des autres secteurs
- la valeur ajoutée des Administrations et des Ménages et les droits et taxes à l'importation (D.T.I).

LES ORIGINES DU PIB PAR SECTEURS (en milliards de F)



1.1.2 ORIGINES DU PIB PAR BRANCHES

Dans la présentation actuellement utilisée, le PIB est regroupé selon :

- la valeur ajoutée de la branche pétrolière
- la valeur ajoutée de la branche non pétrolière
- la valeur ajoutée des Administrations
- les Droits et taxes sur importations.

Au cours des quatre dernières années leur évolution a été la suivante (en milliards de francs CFA).

Evolution des composantes du PIB

	en milliards de F CFA			Variations en %	
	1985	1986	1987*	86/85	87/86
Valeur ajoutée de la branche pétrolière	638,0	187,0	223,1	- 70,7	19,3
Valeur ajoutée de la branche non pétrolière	754,2	731,5	574,1	7,2	- 21,5
Valeur ajoutée des Administrations	148,7	156,7	136,3	5,4	- 13,0
D.T.I.	104,9	97,6	71,9	- 6,96	- 26,3
PIB Total	1 645,8	1 172,8	1 005,3	- 28,7	- 14,3
PIB Marchand	1 498,5	1 016,2	869,2	- 32,2	- 14,5

1987* = Estimation DGE

Il ressort du tableau ci-dessus que la valeur ajoutée de la branche pétrolière, après avoir baissé en 1985 et 1986, enregistre une hausse de 19,3 % en 1987. Malgré cette amélioration, la valeur ajoutée pétrolière ne représente en 1987 que 22 % du PIB total contre 43 % en 1985. Cette croissance de la valeur ajoutée pétrolière est essentiellement due à l'amélioration du prix du baril qui, de 12,5 \$ en 1986, est passé à 17,2 \$ en 1987. Elle est néanmoins atténuée par la baisse continue du cours du dollar.

Dans le même temps la valeur ajoutée de la branche non pétrolière et celle des administrations en augmentation en 1986, ont chuté respectivement de 21,5 % et 13 % en 1987.

La réduction de la valeur ajoutée non pétrolière s'explique par une contraction de la valeur de la production plus forte que la baisse des consommations intermédiaires, dans un contexte du ralentissement général de l'activité économique.

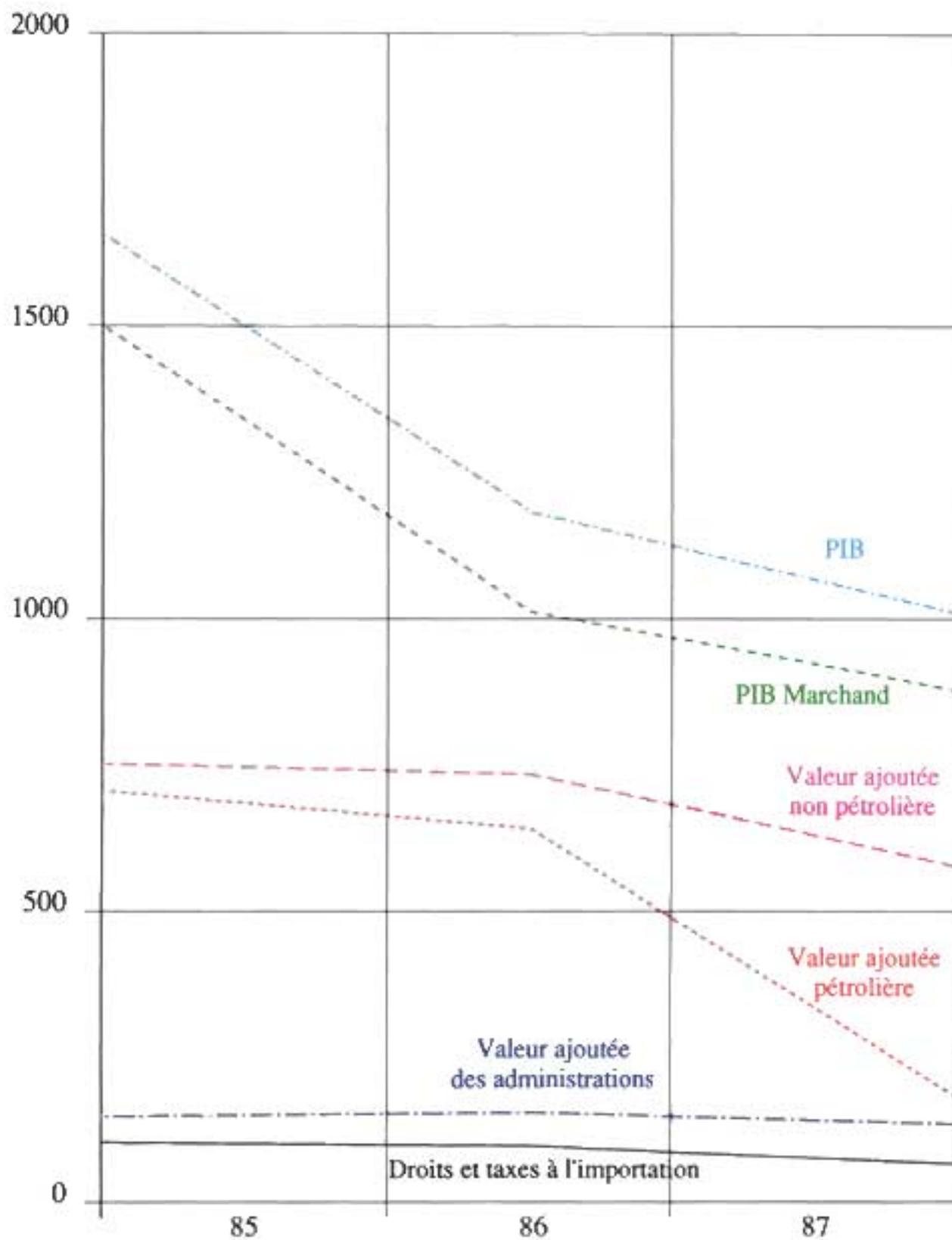
La diminution de la valeur ajoutée des administrations est quant à elle due aux mesures de rigueur affectant les salaires des fonctionnaires et assimilés.

Malgré la hausse de la valeur ajoutée pétrolière, le PIB total continue de baisser en 1987. Mais cette chute se ralentit. Elle est 14,3 % en 1987 contre 28,7 % en 1986. Il en est de même pour le PIB marchand avec 14,5 % en 1987 contre 32,2 % en 1986.

L'évolution du PIB et de ses différentes composantes est représentée par le graphique ci-dessous.

EVOLUTION DES COMPOSANTES DU PIB

MILLIARD F



1.2 EMPLOIS DU P.I.B

Les ressources de l'économie (constituée par le PIB et les importations) destinées à la demande intérieure (consommation, investissement et variation de stocks) et à la demande extérieure (exportations), ont évolué de la façon suivante au cours des quatre dernières années.

	Milliards de francs CFA				Variations en %		
	1984	1985	1986	1987*	85/84	86/85	87/86
PIB total	1 535,8	1 645,8	1 172,8	1 005,5	7,2	-28,7	-14,3
PIB marchand	1 484,62	1 498,5	1 016,2	869,2	0,93	-32,2	-14,5
Importations	628,9	711	642,5	477,1	13,06	-9,63	-25,8
Total ressources	2 164,7	2 356,8	1 815,3	1 482,4	8,9	-23	-18,3
Consommation ménages	430,65	501,2	550,2	502,5	16,38	9,78	-8,7
Consommation Adm.	284,4	306,3	268	228,3	7,7	-12,5	-14,8
Investissements	476,55	596,8	550,3	333,2	25,23	-7,79	-39,5
Exportations	934,4	935,7	459,6	418	0,14	-50,9	-9,1
Variations stock	36,7	16,8	-12,8	0	-54,2	-176	-
Total emplois	2 164,7	2 356,8	1 815,3	1 482,4	8,9	-23	-18,3

*Estimation DGE

1.2.1 CONSOMMATION FINALE

La consommation finale a baissé de 7,4 milliards de francs en 1987 soit une chute de 10,7 % par rapport à son niveau de 1986.

La consommation finale des ménages qui était en hausse en 1986, s'est contractée de 87 % en 1987 pendant que celle des Administrations continuait à régresser : 14,8 % en 1987 contre 12,5 % en 1986.

Ces évolutions s'expliquent principalement, en ce qui concerne la consommation des ménages par l'effritement de leur revenu disponible et pour les Administrations par des nombreuses mesures budgétaires destinées à réduire les charges de fonctionnement de l'Etat.

1.2.2 INVESTISSEMENTS

Le mouvement à la baisse amorcé en 1986 s'est amplifié en 1987 avec une chute de 217,1 milliards soit 39,5 % contre 7,8 % en 1986.

Cette forte chute des investissements qui traduit la sévérité des contraintes financières est essentiellement due :

- à l'achèvement du transgabonais
- au désengagement de l'Etat vis-à-vis de certaines entreprises
- à l'arrêt ou au gel de nombreux projets gouvernementaux
- à la contraction des investissements privés.

1.2.3 SOLDE DES BIENS ET SERVICES NON FACTEURS

Les exportations qui étaient de 459,6 milliards de F en 1986, atteignent 418 milliards de F en 1987, soit une diminution de 9,1 %.

De même, les importations passent de 642,5 milliards de F en 1986 à 477 milliards de F en 1987, soit une régression de 25,8% contre 9,6 % l'année précédente.

Le solde des biens et services se situe à — 63,6 milliards de F en 1987 contre — 182,9 milliards de F en 1986. Cette évolution qui répond aux objectifs d'amélioration de l'équilibre extérieur s'explique par une contraction plus forte des importations que celle des exportations.

1.3 EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR AGENT ECONOMIQUE

La situation de crise que connaît le Gabon, continue d'être ressentie de façon particulière par chaque secteur institutionnel comme le montre l'analyse des comptes des entreprises, des ménages et des administrations :

1.3.1 SITUATION DES ENTREPRISES

La chute de la production des entreprises amorcée en 1986 se prolonge en 1987 avec une réduction de 17,3 % contre 27,5 % en 1986.

Cette baisse de la production s'accompagne de celle de la valeur ajoutée de 13 %. Pendant ce temps l'épargne après avoir atteint le creux de la vague en 1986 avec 14,5 milliards de francs remonte à 190 milliards en 1987. Cette évolution à la hausse de l'épargne se traduit par une contraction du besoin de financement qui passe de 206 milliards en 1986 à 72 milliards en 1987.

La masse salariale quant à elle continue à chuter suite aux licenciements et aux réductions de certaines catégories de salaires.

COMPTES DES ENTREPRISES

a) Emplois

en milliards de F CFA	1984	1985	1986	1987*
Consommation intermédiaire	908,55	1 074,6	867,54	681,63
Masse salariale	307,49	340,8	322,86	283,38
Impôts indirects	252,7	270,9	142,02	125,39
Intérêts	68,69	86,2	51,96	28,08
Dividendes	62,6	65,2	42,56	35,94
Impôts directs	251,41	262,9	263,8	39,87
Autres transferts	179,9	195,9	271,9	170
A.N.T.E. **	96,3	116,6	31,45	36,15
Variations des stocks	35,7	16,8	22,5	3,5

** Acquisitions nettes de terrains par les entreprises.

*1987 = Estimation DGE

b) Ressources

Production	2 226,42	2 468,19	1 789,94	1 480,2
Subvention d'exploitation	34,1	38,7	35,19	20,87
Intérêts et dividendes reçus	22,09	24	17,63	11,42
Autres transferts reçus	49,3	55,7	77,7	34
Subvention d'équipement	156	184	157,5	45

c) Soldes

Valeur ajoutée	1 317,87	1 393,6	917,42	798,58
Excédent brut exploitation	800,47	827,9	495,73	418,67
Epargne brute	309,27	297,4	14,85	190,21
Besoin ou capacité de financement	— 9,98	39,5	206,68	72,57

1.3.2 SITUATION DES MENAGES

La tendance à la baisse des revenus des ménages observée en 1986 se confirme en 1987 ; il en est de même de l'épargne qui est quasi-inexistante.

La consommation qui jusqu'en 1986 était croissante, enregistre au cours de l'année 1987 un revirement de tendance.

Cette dégradation de la situation des ménages, conséquence des licenciements et des réductions de salaires, réduit la demande intérieure.

COMPTES DES MENAGES

a) Emplois

en milliards de F CFA	1984	1985	1986	1987*
Impôts directs	23	24	24,99	22,14
Cotisations sociales	37,9	42,5	36,94	32,51
Intérêts versés	1	2	5,3	4
Autres transferts	68,6	78,3	62,8	65
Consommation	430,65	501,2	550,2	502,5
F.B.C.F.	25,99	28	30,95	28,94
A.N.T.	-6	-5,3	-0,3	-5

* Estimation DGE

b) Ressources

Rémunérations	429,09	478,3	471,83	417,71
Prestations sociales	14,9	16,6	11	11
Intérêts et dividendes reçus	25,18	26	1,74	2,19
Autres transferts reçus	178	184,9	173,06	191,48

c) Soldes

Revenu disponible brut	516,68	559	557,01	498,85
Epargne brute	86,03	57,8	6,8	-3,65
Capacité ou besoin de financement	66,03	35,1	-53,25	-27,59

1.3.3 SITUATION DES ADMINISTRATIONS

Comme les autres agents, les Administrations connaissent de sérieuses difficultés depuis 1986. Cette année encore la situation s'est dégradée : les investissements ont baissé de 72 %, l'aide à l'investissement de 70 %, les impôts de 51 %.

COMPTES DES ADMINISTRATIONS

a) Emplois

en milliards de F CFA	1984	1985	1986	1987*
Consommation intermédiaire	161,4	167,49	119,3	78,5
Rémunérations	121,6	137,5	148,6	134,32
Amortissements	4,5	4,8	0,3	0,3
Prestations sociales	14,9	16,6	16	11
Autres transferts versés	87,8	92,69	84,5	50,1
Intérêts versés	36,9	44,2	41,93	44,24
Consommation finale	284,4	306,29	268,2	218,31
F.B.C.F.	126,07	174	151,4	43
Aide à l'investissement	158,4	185,4	157,5	47

*Estimations DGE

b) Ressources

Production marchande	5,1	5	8	5
Production non marchande	287,5	309,79	268,2	213,12
Cotisations sociales	37,9	42,5	36,94	32,51
Intérêts reçus	25,59	32,4	13	9,88
Autres transferts reçus	34,5	37,49	33,5	25,03
Impôts directs	277,1	289,8	291,69	64,87
Impôts indirects	338,4	373,8	238,39	193,02

c) Soldes

Valeur ajoutée	132,1	147	156,9	139,62
Excédent brut d'exploitation	9,6	9,8	8,3	5,3
Revenu disponible	583,49	635,3	479,39	225,1
Epargne brute	299,09	329,01	211,19	14,3
Capacité ou besoin de financement	16,32	— 28,59	— 97,71	— 74,2

2. LE BUDGET DE L'ETAT

La politique budgétaire en 1987 s'inscrit dans le programme de redressement des Finances Publiques défini dès 1986 à la suite de la dégradation vertigineuse du prix de baril de pétrole et du taux de change du dollar.

2.1 LA LOI DE FINANCES

Compte tenu du faible niveau des ressources prévisibles, la loi de finances 1987 est arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de 360 milliards de francs, soit une diminution de 310,3 milliards de francs par rapport à 1986. Cette baisse très sensible a entraîné l'application des mesures drastiques au niveau des dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement étant affectées aux projets directement productifs.

2.2 L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES

Des mesures de gestion rigoureuse, soutenue par le Fonds Monétaire International, ont permis de dégager un solde des opérations budgétaires légèrement excédentaires d'environ 4,8 milliards de francs comme l'indique le tableau ci-dessous.

Evolution du solde des opérations budgétaires

Solde des opérations budgétaires (en milliards de F CFA)	1 984	1 985	1 986	1987*
Recettes ordinaires totales	587,2	631,9	502,7	270,4
• Pétrole	384,6	399,7	285,2	68,5
• Autres	202,6	232,2	217,5	201,9
Dépenses hors remboursement d'emprunts	617,7	690,4	613,2	338,1
• Dépenses courantes	283,8	286,9	288,5	246,3
— Fonctionnement	203,0	220,7	230,0	197,9
— Intérêts	38,1	41,2	47,2	48,4
— Hors exercice	42,7	25,0	11,3	—
• Investissements	333,9	403,5	324,7	91,8
Epargne budgétaire	— 30,5	— 58,5	— 110,5	— 67,7
Remboursement d'emprunts	81,0	105,6	125,5	125,0
Emprunts	121,2	174,9	174,9	197,5
Excédent (+) ou déficit (—)	+9,7	+10,8	— 61,1	+4,8

*Estimation de réalisation.

2.2.1 EVOLUTION DES RECETTES

Les recettes ordinaires connaissent une chute non négligeable en 1986. Celle-ci s'est fortement accrue en 1987 : 270,4 milliards de francs contre 502,7 milliards en 1986, soit - 46,2 %. Cette baisse vertigineuse est imputable aux recettes pétrolières.

2.2.1.1 RECETTES PETROLIERES

Les recettes pétrolières passent de 285,2 milliards de francs en 1986 à 68,5 milliards en 1987, soit une diminution de 76 %. Cette chute importante résulte essentiellement de celle des ressources issues des impôts sur les sociétés qui constituent plus de la moitié des recettes jusqu'en 1986.

Evolution des recettes pétrolières

Milliards de Francs CFA	1984	1985	1986	1987*	Variations en %		
					85/84	86/85	87/86
Impôts sur les sociétés pétrolières	205,8	214,4	200,5	4,3	4,2	6,5	97,8
Redevance	131,2	121,1	60,7	47,2	7,7	49,9	22,2
Dividendes	8,0	8,7	3,9	0,0	8,7	55,2	100,0
Partage de production	39,6	55,5	20,1	17,0	40,2	63,8	15,4
Total recettes pétrolières	384,6	399,7	285,2	68,5	3,9	28,6	76,0

*Estimation de réalisation

2.2.1.2 RECETTES HORS PETROLE

Malgré l'institution d'une nouvelle taxe (taxe sur les produits raffinés) en 1986, les ressources hors pétrole continuent de baisser en 1987 : - 7,2 % contre - 6,3 % l'année précédente. Cette baisse peut être analysée selon les catégories de recettes.

- les droits de douanes, qui constituent la principale recette hors pétrole connaissent une très forte diminution en 1987 : - 32,6 % contre - 8,9 % en 1986 par rapport à 1985.
- l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur les personnes (IRPP et TC) et les taxes sur les salaires et chiffres d'affaires (TCA) affichent des diminutions non négligeables en 1987.
- par contre, la taxe sur les produits raffinés connaît une augmentation spectaculaire en 1987 : 18 milliards contre 3 milliards en 1986. En effet, cette nouvelle taxe est rentrée en vigueur au cours du deuxième semestre 1986.

Evolution des recettes hors pétrole

Milliards de Francs CFA	1984	1985	1986	1987*	Variations en %		
					85/84	86/85	87/86
Douanes	90,6	105,8	96,4	65,0	16,8	- 8,9	32,6
Taxes sur les produits raffinés	—	—	3,0	18,0	—	—	500,0
Impôts sur société	25,6	28,9	32,5	26,3	12,9	12,4	19,1
Taxe sur chiffre d'affaires	22,6	27,4	26,3	20,0	21,2	- 4,0	23,9
IRPP et T Complémentaire	15,9	17,2	18,3	16,2	8,2	6,4	11,5
Taxe sur salaire	6,7	7,5	7,0	6,0	11,9	6,7	14,3
Autres recettes	41,2	45,4	34,0	50,4	10,2	25,1	48,2
Total Recettes hors pétrole	202,6	232,2	217,5	201,9	14,6	- 6,3	- 7,2

**Estimation de réalisation*

2.2.2 EVOLUTION DES DEPENSES

Le tableau suivant ventile les dépenses de l'Etat de 1985 à 1987.

Evolution des dépenses

Milliards de F CFA	1985	1986	1987*	Variations en %	
				86/85	87/86
Dette publique (capital et intérêts)	171,8	182,3	173,4	6,1	- 4,9
— Caisse Autonome d'Amortissement	146,8	171,5	133,3	16,8	- 22,3
— Autres	25,0	10,8	40,1	- 56,8	271,3
Fonctionnement	220,7	230,0	197,9	- 4,2	- 14,0
— Solde	94,5	101,8	93,9	- 7,7	- 7,8
— Main d'œuvre	13,0	13,6	11,4	- 4,6	- 16,2
— Biens et sces	82,9	87,2	71,5	- 5,2	- 18,0
— Transferts	30,3	27,4	21,1	- 9,6	- 23,0
Investissements	403,5	324,7	91,8	- 19,5	- 71,7
Total Dépenses	796,0	737,0	463,1	- 7,4	- 37,2

**Estimation de réalisation.*

Les dépenses budgétaires diminuent considérablement en 1987 : 460,1 milliards contre 737 milliards en 1986, soit - 37,2 %. Cette baisse, moins sensible pour la dette publique réelle (hors rééchelonnement), affecte beaucoup plus les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

a) La Dette Publique

Le service de la dette publique (capital et intérêts) est estimé à 173,4 milliards en 1987 et diminue d'environ 4,9 % par rapport à 1986. Il représente 37,7 % des dépenses totales en 1987, et constitue une charge plus importante qu'en 1985 et 1984 : respectivement 23,4 % et 18,4 %.

Les emprunts restent toujours supérieurs au remboursement comme l'indique le tableau ci-dessous :

En milliards de F CFA	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Emprunt net (—)			— 40,2	— 69,3	— 49,4	— 72,5
ou Remboursement net	33,9	25,8				

b) Les Dépenses de Fonctionnement

L'effort de compression des dépenses de fonctionnement s'est accentué en 1987 : après n'avoir augmenté que de 4,2 % en 1986, elles ont diminué de 14 % en 1987.

Cet effort a surtout porté sur les dépenses de transferts et d'intervention qui chutent de 23 % contre 9,6 % en 1986. De même les dépenses liées à la solde, à la main d'oeuvre non permanente et aux biens et services connaissent une diminution sensible.

c) Les Dépenses d'investissements

Investissements (en milliards de FCFA)	1985	%	1986	%	1987*	%	Variations %	
							86/85	87/86
Secteur productif	48,9	12,1	45,0	13,8	28,3	30,8	- 8	- 37,1
Infrastructures	203,0	50,3	160,1	49,3	35,5	38,7	- 21,1	- 77,8
Dont OCTRA	(141,1)	(35,0)	(129,3)	(39,8)	(32,5)	(35,4)	(- 8,4)	(- 74,9)
Etudes et Recherches	4,3	1,1	4,1	1,3	4,8	5,2	- 4,6	17,1
Services sociaux	29,4	7,3	36,1	11,1	5,5	6,0	- 22,8	- 84,8
Participations	11,2	2,8	3,1	1,0	2,4	2,6	- 72,3	- 22,6
Equipements adm. et autres	106,7	26,4	76,3	23,5	15,3	16,7	- 28,5	- 80
Total	403,5	100,0	324,7	100,0	91,8	100,0	- 19,5	- 71,7

*Prévision de réalisation

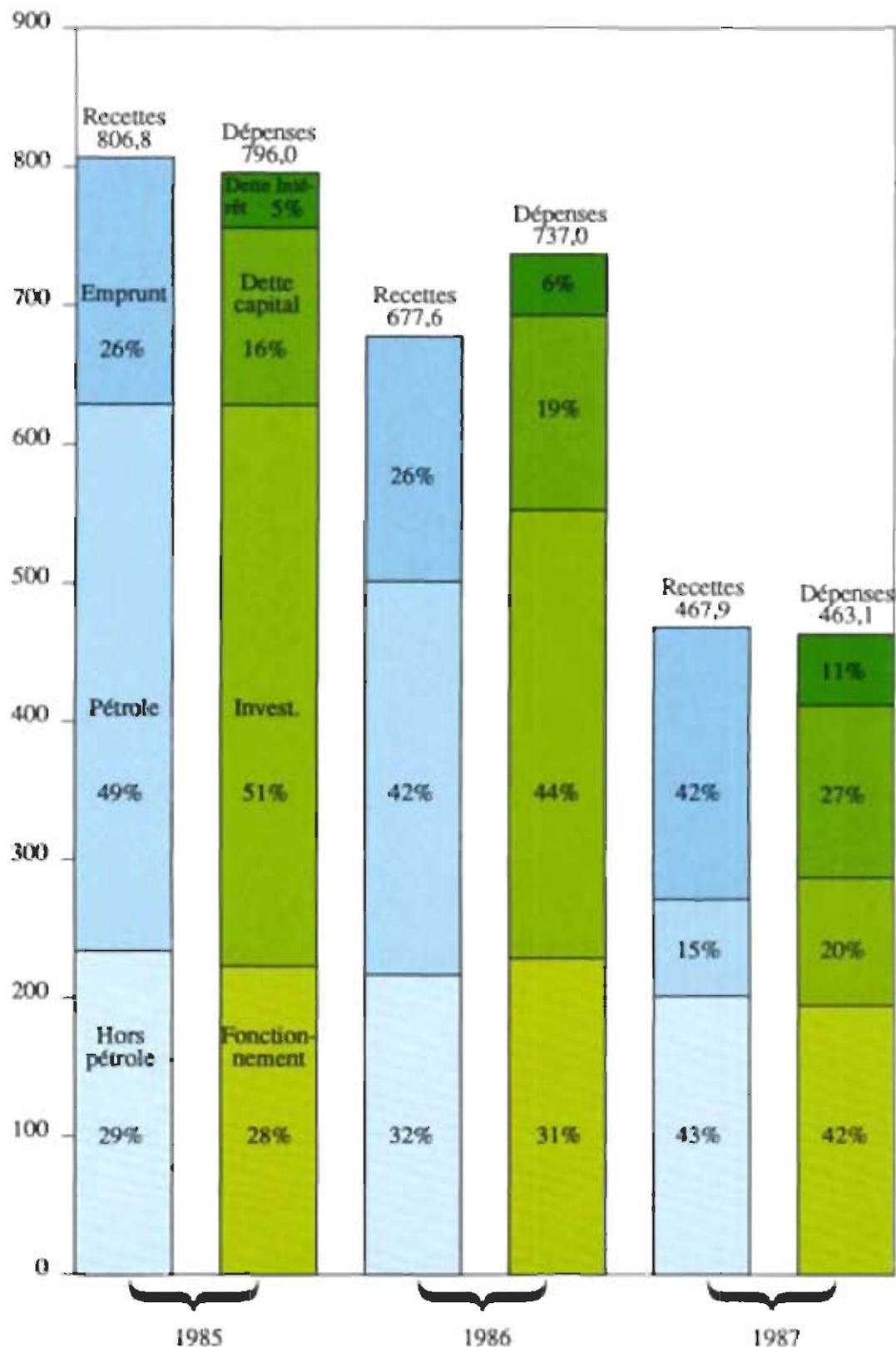
Les dépenses d'investissements régressent considérablement en 1987 : 91,8 milliards de F CFA contre 324,7 milliards en 1986, soit une baisse de 71,7 %.

Cette chute peut être analysée selon les différents secteurs :

- le secteur productif affiche une diminution d'environ 37 %. Cependant sa part dans l'ensemble des investissements a plus que doublé, passant ainsi de 13,8 % en 1986 à 30,8 % en 1987. Cette situation résulte de la priorité absolue accordée à la poursuite des travaux agricoles.
- les infrastructures baissent de 77,8 % du fait du rapport de certains grands travaux et de l'achèvement du dernier tronçon du Transgabonais en 1986. Toutefois il faut souligner que la part des investissements liés à l'OCTRA dans les investissements publics reste quasiment au même niveau : 35,4 % en 1987 contre 39,8 % en 1986.
- les services sociaux subissent une dégradation importante : 5,5 milliards de F CFA en 1987 contre 36,1 milliards en 1986, soit une baisse de 84,8 %. Quant aux équipements administratifs, leur faible niveau s'explique essentiellement par l'entretien des matériels déjà existants.

VENTILATION DES OPERATIONS BUDGETAIRES DE 1985 A 1987

En milliards
de Francs



3 MONNAIE ET CREDIT

L'évolution monétaire en 1987 se situe dans un contexte international caractérisé par :

- la dépréciation du dollar américain,
- des faibles taux d'inflation dans les principaux pays industrialisés
- des taux d'intérêts encore élevés sur les principales places financières
- le maintien à des niveaux relativement bas des cours des principaux produits de base des pays en développement.

Dans le tableau consolidé des agrégats monétaires (Banque Centrale, banques commerciales et développement, CCP), on note :

Au niveau des opérations génératrices de l'émission :

- une contradiction des crédits à l'économie
- une apparition de la position débitrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire
- une baisse sans précédent des avoirs extérieurs nets

Au niveau des ressources du système monétaire :

- la diminution des disponibilités monétaires
- la contraction de la quasi monnaie
- la forte hausse des ressources extra-monétaires.

Situation monétaire d'ensemble (en milliards de F CFA)

Ressources Monétaires	SEPT 85	SEPT 86	SEPT 87	87/86	DEC 87*
Disponibilités Monétaires (M1)	172,5	161,5	138,3	- 14,4%	132,5
Monnaie fiduciaire	49,4	39,4	45,8	16,2%	49,6
Monnaie scripturale	123,1	122,1	92,5	- 24,2%	82,9
Quasi Monnaie	132	124,6	107,8	- 13,5%	105,5
Sous-total Masse Monétaire (M2)	304,5	286,1	246,1	- 14,0%	238,0
Ressources extra-monétaires	53,8	70,6	92	30,3%	125,2
Total ressources monétaires	358,3	356,7	338,1	- 5,3%	363,2

Contreparties du Système Monétaire	SEPT 85	SEPT 86	SEPT 87	87/86	DEC 87*
Crédit à l'économie	298,2	340,3	304,8	- 10,4%	- 293,3
Crédit à l'Etat	- 26,4	17,5	78,9	350,9%	104,5
Sous-total crédit intérieur	271,8	357,8	383,7	7,2%	397,8
Avoirs extérieurs nets	86,5	- 1,1	- 45,6	NS	- 34,6
Total contreparties	358,3	356,7	338,1	- 5,2%	363,2

Source BEAC

*Provisoires

3.1 LES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE

3.1.1 LA MASSE MONETAIRE (M2)

Au 30/09/87 la masse monétaire, qui comprend les disponibilités monétaires M1 (monnaie fiduciaire + monnaie scripturale) et la quasi monnaie, a atteint 246,1 milliards contre 286,1 au 30/09/86 soit une baisse de 40 milliards (- 14 %). Cette diminution est due aussi bien aux disponibilités monétaires qu'à la quasi-monnaie qui ont baissé à peu près dans les mêmes proportions.

Les composantes de la masse monétaire ont évolué de la manière suivante :

— la monnaie fiduciaire :

elle passe de 39,4 milliards de septembre 1986 à 45,8 milliards au 30 septembre 1987, soit une progression de 16,2 %. Son poids dans la masse monétaire est de 18,6 % contre 13,8 % un an plus tôt.

— la monnaie scripturale :

elle enregistre une chute brutale de 24,2 % en un an en passant de 122,1 milliards en septembre 1986 à 92,5 milliards en septembre 1987, alors qu'entre septembre 1985 et septembre 1986 la baisse n'était que de 6,9 %. Elle ne représente plus que 37,6 % de la masse monétaire au 30/09/87 contre 42,7 % au 30/09/86.

Cette chute de 29,6 milliards a beaucoup contribué à la baisse du total des disponibilités monétaires.

— la quasi monnaie :

La contraction du volume de l'épargne observée entre septembre 1985 et septembre 1986 se confirme entre septembre 1986 et septembre 1987. En effet la quasi monnaie baisse de 13,5 % (- 16,8 milliards de Francs CFA) entre septembre 1986 et septembre 1987 alors qu'un an plus tôt la chute n'était que de 5,6 % (- 7,4 milliards).

Le taux de couverture des crédits par la quasi monnaie tombe à 35 % contre 37 % en septembre 1986, par contre le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire reste à peu près stable depuis deux ans, 43,6 % en 1986 et 43,8 % en 1987.

Le taux de liquidité de l'économie est en hausse d'un point (24 % contre 23 %).

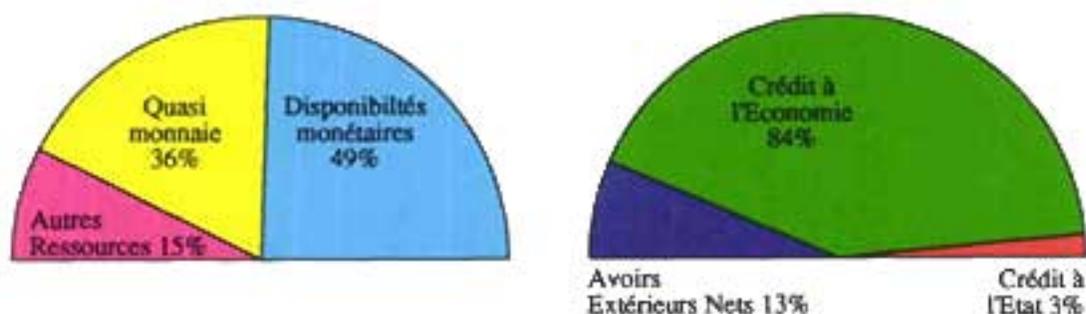
La baisse continue des dépôts à terme depuis deux ans fait apparaître que la suppression de la rémunération des dépôts à vue le 1er juillet 1985 n'a pas entraîné de glissement significatif es-compté de ces dépôts à vue vers les dépôts à terme.

En milliards de F CFA	30.09.84	30.09.85	30.09.86	30.09.87
Crédit à l'économie (1)	246,4	298,2	340,3	304,8
Quasi Monnaie (2)	95,8	132	124,6	107,8
Taux de couverture (2/1)	39%	44%	37%	35%
Masse Monétaire (3)	258	304,5	286,1	246,1
Poids de la quasi monnaie dans la masse monétaire	37,1%	43,3%	43,6%	43,8%
Taux de liquidité de l'économie (M2/PIB)	17%	18%	23%	24%

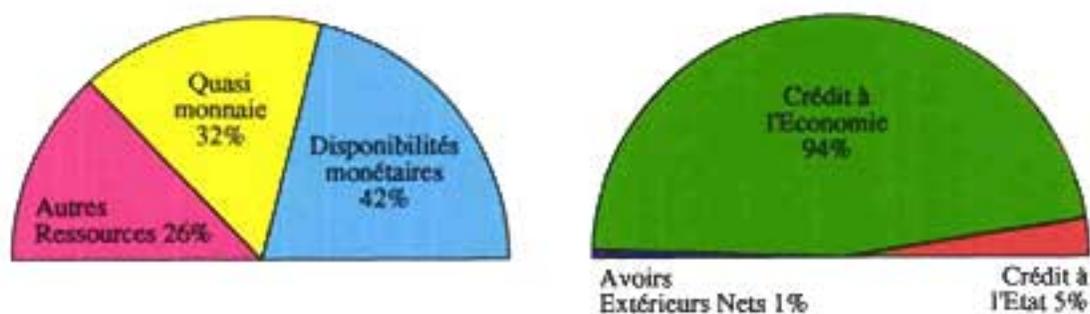
3.1.2 LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES

Elles progressent de 30,3 % (+ 21,4 milliards) du 30/09/86 au 30/09/87 en s'élevant à 92 milliards contre 70,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution est due essentiellement à la hausse des emprunts extérieurs à moyen et long terme (+ 59,3 % soit 3,2 milliards). Les allocations de DTS baissent légèrement de 200 millions (- 3,5 %).

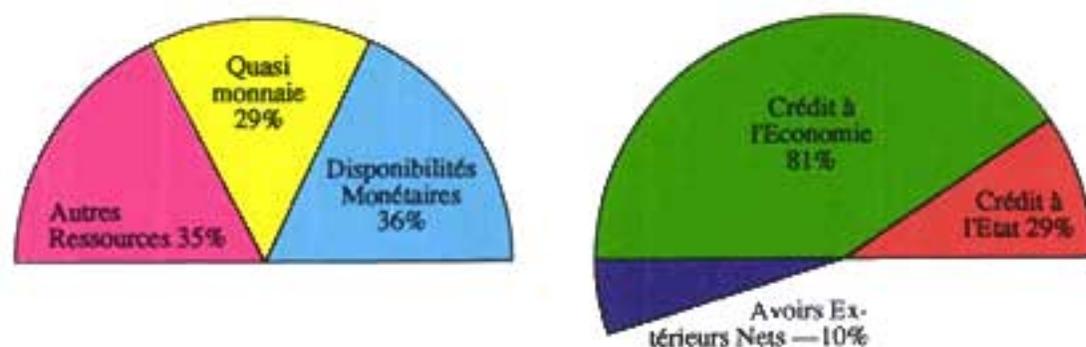
EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE



SITUATION 1985 (31/12) : 361,3 MILLIARDS DE F CFA



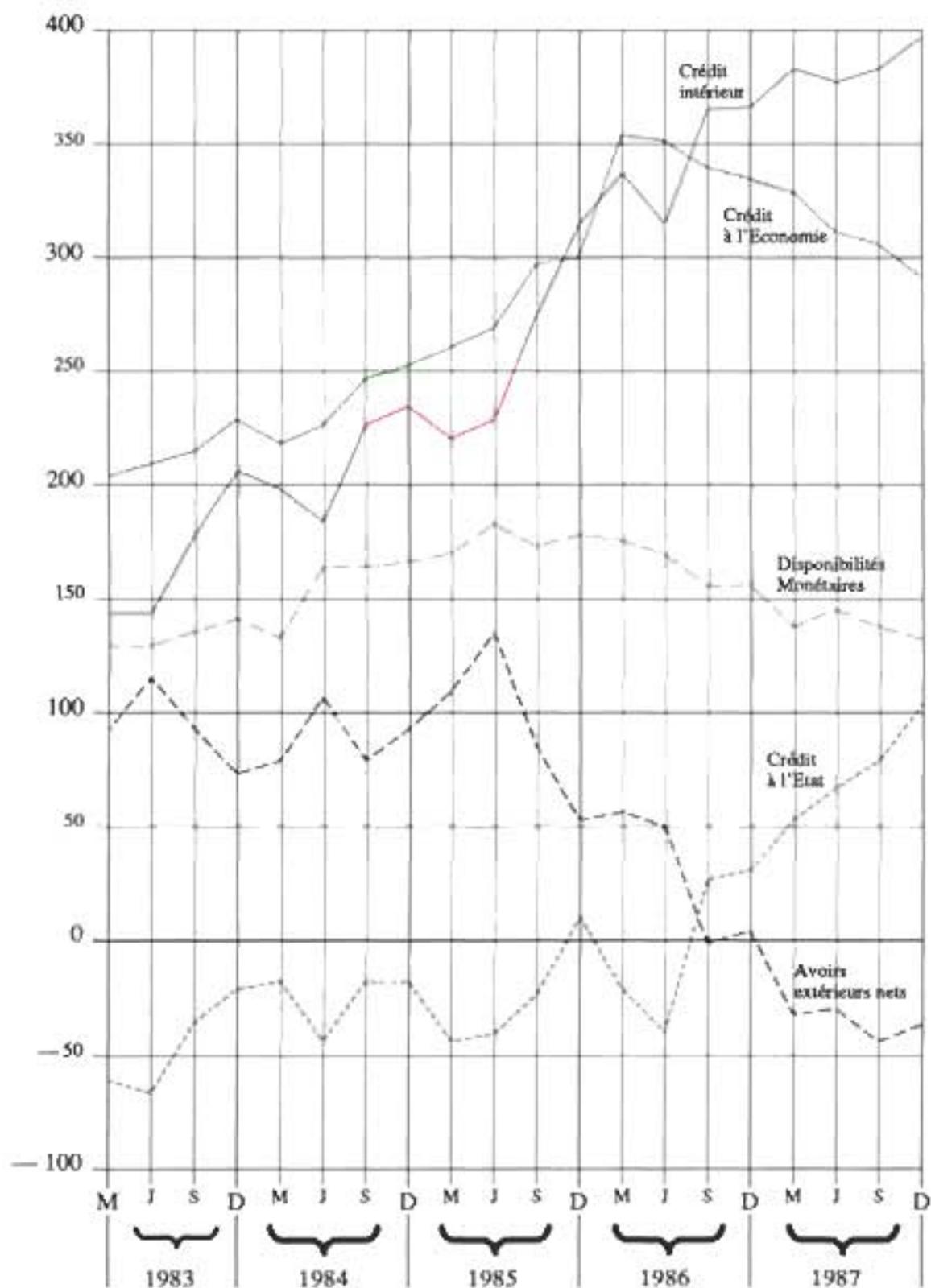
SITUATION 1986 (31/12) : 372,2 MILLIARDS DE F CFA



SITUATION 1987 (31/12) : 363,2 MILLIARDS DE F CFA

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES par trimestre

EN MILLIARDS DE FRANCS CFA



Ressources extra-monétaires

En milliards de F CFA	SEPT 1985	SEPT 1986	SEPT 1987	Var. Sept 87/86 %
Emprunts extérieurs à moyen et long terme	- 6,1	5,4	8,6	59,3
Fonds propres	56,9	66,6	72,6	9,0
Allocation D.T.S.	6,1	5,7	5,5	- 3,5
Autres postes nets	- 15,3	- 7,1	5,3	- 174,6
Total	53,8	70,6	92	30,3

3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

Elles se composent de deux éléments :

- les avoirs extérieurs nets
- le crédit intérieur (crédit à l'Etat + crédit à l'économie)

3.2.1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets passent de - 1,1 milliard de francs en septembre 1986 à - 45,6 milliards en septembre 1987 soit une régression de - 44,5 milliards.

Evolution trimestrielle des Avoirs Extérieurs Nets

(en milliards de F CFA)	Jan/Mars	Avr/Juin	Juil/Sept	Oct/Déc
1984	76,6	96,6	104,5	95,5
1985	101,8	130,3	107,4	67
1986	61,3	52,9	22,7	4,7
1987	- 19,9	- 32	- 37,5	- 35,4

Evolution des Avoirs Extérieurs Nets au cours des dix derniers mois de 1987 (En milliards de F. CFA)

Septembre	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
- 1,1	- 26,5	- 40,3	- 45,6	- 33,3	- 38,5	- 34,6

Cette détérioration est attribuable à la baisse brutale des réserves officielles brutes détenues par la Banque Centrale qui passent de 34,25 milliards à 5,37 milliards du 30/09/86 au 30/09/87, soit une chute de 28,88 milliards (-84,32 %). Cette chute a été combinée à une hausse des engagements extérieurs de 24,84 milliards (25,24 milliards au 30/09/87 contre 400 millions au 30/09/86).

Ainsi la position extérieure de la Banque Centrale qui était créditrice de 33,85 milliards en septembre 1986 devient débitrice de 19,87 milliards en septembre 1987 rejoignant ainsi le niveau des banques commerciales et de développement.

La dette postale qui avait atteint le chiffre record de 9 milliards en Juin 1987 a été consolidé en juillet 1987 aux termes d'un accord avec le FMI.

L'évolution négative des avoirs extérieurs nets a amené les autorités monétaires à appliquer des mesures prévues par les accords de coopération monétaire avec le Trésor Français. Le taux d'escompte de la BEAC a été relevé de 8,50 % à 9 % le 26/01/1988 et les plafonds des concours à l'économie à court terme ont été réduits.

3.2.2 LES CREDITS A L'ECONOMIE

Les crédits à l'économie ont atteint 304,7 milliards de francs en septembre 1987 contre 338,7 un an plus tôt, soit une diminution de 34 milliards (-10 %). Cette régression trouve son explication dans la baisse des concours au secteur privé, en particulier des crédits à moyen terme.

Evolution par terme des crédits bancaires (en milliards de F CFA)

	Sept 86	Sept 87	Variation 87/86	Part relative en %		
				Sept 86	Sept 87	Déc 87
Court terme	186,1	170,8	- 8,2%	54,9%	56,1%	169,7
Moyen terme	143,3	125,7	- 12,3%	42,3%	41,3%	115,5
Long terme	9,3	8,2	- 11,8%	2,7%	2,7%	8,1
Total	338,7	304,7	- 10,0%	100,0%	100,0%	293,3

3.2.3 LE CREDIT A L'ETAT

La position débitrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire observée depuis Août 1986 se renforce. Au 30/09/87 le déficit de l'Etat envers le système bancaire s'élève à 78,94 milliards contre 17,48 milliards il y a un an.

On note que la forte progression du crédit à l'Etat a largement compensé la diminution des crédits à l'économie.

3.3 LES OUTILS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire appliquée en 1986 a été poursuivie en 1987 par le biais des outils suivants :

- le contrôle des Avoirs Intérieurs Nets par le renforcement de l'encadrement du crédit et des ratios réglementant l'activité des banques (liquidité, taux d'emplois des dépôts en crédits reescomptables et non reescomptables, fonds propres et division des risques).
- l'action sur les taux d'intérêt.

3.3.1 L'ENCADREMENT DU CREDIT

A) Conditions

L'encadrement du crédit suivi fin 86 et en 1987 a été renforcé par le programme de redressement financier 1987-1988 en accord avec le FMI. Celui-ci prévoit le plafonnement des Avoirs Intérieurs Nets au lieu du plafonnement du crédit Intérieur.

Les avoirs intérieurs nets se définissent comme le crédit intérieur (crédit à l'Etat + crédit au secteur privé) déduction faite des autres postes du passif du bilan des banques, à savoir essentiellement les fonds propres et les emprunts à moyen et long terme. Les plafonds de crédits à l'économie ont été déterminés par déduction des avoirs intérieurs nets, des besoins de financement de l'Etat.

L'Etat est compris au sens large et au sens étroit mais seul le crédit à l'Administration Centrale constitue un critère de réalisation.

Les limites pour les Avoirs Intérieurs Nets et le Crédit à l'Etat constituent des critères de réalisation qui conditionnent la mise en place des concours du FMI.

B) Les résultats de l'encadrement du crédit

A fin décembre 1986 et pour le 1er semestre 1987, les limites et les réalisations suivantes ont été observées :

	31/12/86	31/03/87	30/06/87	30/09/87	31/12/87
<i>Avoirs Intérieurs Nets</i>					
— Limites	295	304	296	280	263
— Réalisations	278	281	281	290,5	273
<i>Créances sur l'Administration Centrale</i>					
— Limites	71	87	120	114	100
— Réalisations	66	93	101	112,9	127
<i>Créances sur le secteur privé</i>					
— Limites	348	338	312	297	300
— Réalisations	336	330	310	309,5	301

Comme on le constate :

- au niveau des Avoirs Intérieurs Nets, le programme a été respecté sauf au 30 septembre 1987 où il y a eu un dépassement de 10,5 milliards et au 31 décembre 1987 (+ 10 milliards)
- au niveau des créances sur l'Administration Centrale, les dépassements se sont produits au 31/03/87 (+ 6 milliards) et au 31/12/87 (+ 27 milliards).
- au niveau des créances sur le secteur privé, c'est en septembre que l'on a enregistré un dépassement de 12,5 milliards.

On constate que le programme a été en général bien suivi au premier semestre 1987. Les dépassements observés au second semestre résultent des réductions intervenues lors de la révision du programme en mai 1987.

C) Les ratios

Le ratio de liquidité est le mieux respecté par les banques ; par contre on observe des inégalités pour le respect du ratio d'emplois des dépôts en crédits réescomptables et bon réescomptables du fait de la meilleure rentabilité offerte aux banques par les crédits non réescomptables.

3.3.2 LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le taux d'escompte était fixé à 8,50 % ; il a été relevé à 9 % en janvier 1988. Il reste supérieur au taux des marchés monétaires de Paris, de New York et d'Allemagne.

3.3.3 LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le tableau retraçant le financement de l'économie par secteur d'activité compare les évolutions des crédits à court terme, moyen et long terme en Août 1986 et Août 1987.

Financement de l'économie en 1987 (en milliards de F CFA)

FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	COURT TERME				MOYEN ET LONG TERME			
	Août 86	Part Relative %	Août 87	Part Relative %	Août 86	Part Relative %	Août 87	Part Relative %
Production agricole et assimilée dont forêt	5,62	3,75	6,55	5,30	4,96	4,39	5,41	4,65
	3,12	2,08	3,73	3,02	1,22	1,08	1,98	1,70
Production minière	8,58	5,73	14,63	11,83	17,88	15,84	13,12	11,28
Industrie transformation et production industrielle	21,19	14,16	15,76	12,74	15,73	13,94	15,46	13,30
Eau et Electricité	2,08	1,39	1,91	1,54	7,43	6,58	7,52	6,24
BTP	36,27	25,57	23,79	19,24	21,23	18,81	15,76	13,55
Commerce de distribution	39,3	26,25	36,25	28,51	7,82	6,98	9,66	8,31
Commerce d'exportation	5,13	3,43	3,38	2,73	0,81	0,27	0,18	0,15
Services	17,9	11,96	14	11,32	17,48	15,49	26,62	22,89
Particuliers	8,76	5,89	6,95	5,62	16,41	14,84	17,08	14,69
Divers	2,85	1,98	1,44	1,16	3,62	3,21	5,73	4,93
Total des crédits recensés	149,68	100,00	123,66	100,00	112,87	100,00	116,27	100,00

On observe une baisse des crédits court terme de 26 milliards (- 17,38 %) en un an. Les secteurs ayant bénéficié des concours à court terme sont les suivants :

- Production agricole et assimilée : + 930 millions (+ 16,5 %)
- Production minière : + 6,05 milliards (+ 70,5 %)

Les autres secteurs voient leur concours réduits ; les secteurs qui ont été le plus frappés par ces baisses sont :

- Industrie de transformation et production industrielle : - 5,43 milliards (- 25,6 %) ;
- B.T.P. : - 14,48 milliards (- 37,84 %).

Par contre on note une hausse de 3,4 milliards (+ 3,01 %) des concours à moyen terme et long terme imputable aux engagements supplémentaires des commerçants (+ 1,84 milliard soit + 23,5 %), des particuliers (+ 0,67 milliard ou + 41 %) et des prestataires de services (+ 9,14 milliards soit + 52,3 %) au secteur agricole (+ 1,02 milliard + 9,1 %).

Ainsi comme en 1985 et 1986, on note une inadéquation du financement à moyen et long terme aux besoins de l'économie, pour des secteurs productifs.

4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

La détérioration du solde de la balance des paiements du Gabon, amorcée en 1985 s'est poursuivie en 1986. Les déficits des biens et services et des opérations courantes se sont accrus. Quant à la balance commerciale dont les forts excédents permettaient naguère l'atténuation des effets négatifs des déficits des autres postes sur le solde global, elle n'est restée positive en 1986 qu'en valeur FOB.

La baisse du prix du baril de pétrole et la décote du Dollar américain qui sont les causes principales de cette situation n'ayant pas connu de changement favorable, la balance des paiements de l'année 1987 pourrait encore être déficitaire, d'autant plus que l'effet dollar, malgré la stabilisation du cours du baril de pétrole, se fait également sentir sur les recettes d'exportation du bois et du manganèse.

4.1 BALANCE COMMERCIALE

Après la baisse observée en 1985 et qui s'était accentuée en 1986, le solde de la balance commerciale a enregistré un accroissement de 148,7 milliards de F en 1987 par rapport à 1986, suite à l'effet conjugué de la hausse des exportations et la chute importante des importations (- 35%). Le tableau retrace l'évolution de la balance commerciale de 1984 à 1987.

En milliards de F CFA	1984	1985	1986	1987	85/84 %	86/85 %	87/86 %
Exportations FOB	881,7	876,7	372	419	- 0,6	- 57,6	12,6
Importations FOB	320,4	384,0	339	219	19,9	+ 11,7	- 35,4
Balance commerciale	561,3	492,7	33	200	+ 2,8	+ 15,6	+ 506,0
Taux de couverture	275%	228%	109,7%	183%			

Source : BEAC

4.1.1 LES EXPORTATIONS

En milliards de F CFA	1984	1985	1986	1987	85/84 %	86/85 %	87/86 %
Pétrole	735,7	731,8	244,5	294	- 0,53	- 66,6	+ 20,2
Manganèse	51,7	49,5	38,2	31,0	- 4,2	- 22,8	- 19,0
Uranium	26,9	27,0	25,3	25	+ 0,4	- 6,3	- 1,2
Bois	51,7	55,0	47,6	50	- 3,7	- 13,4	+ 5,0
Divers	10,3	13,4	16,4	19	+ 30,1	- 22,4	+ 15,9
Total	881,7	876,7	372,0	419	- 0,6	- 57,6	+ 12,6

Source : BEAC

Les exportations se sont accrues de 28,7 milliards de F CFA en 1987 par rapport à 1986 soit 7,7%.

a) Le Pétrole :

Les exportations de pétrole qui avaient fortement baissé de 66,6 % de 1985 à 1986 ont enregistré une hausse de 20 % en 1987.

b) Le Manganèse :

La baisse des exportations de manganèse observée en 1985 et 1986, se poursuit en 1987.

c) L'uranium :

La diminution des exportations d'uranium enregistrée en 1986 se poursuit en 1987 au taux de 1,2 %.

d) Le Bois :

Malgré une baisse de l'activité forestière observée les deux années précédentes les exportations de bois se sont accrues de 3 % à cause de la liquidation des stocks des grumes en début d'année.

4.1.2 LES IMPORTATIONS

La forte diminution de la demande intérieure consécutive au programme de redressement financier se traduit par une importante regression des importations en 1987, notamment pour les importations des biens d'équipement. Les trois tableaux ci-dessous retracent leur évolution depuis 1985.

a) Importations pour consommation finale

Importations CAF hors UDEAC pour consommation finale (en milliards de F CFA)	1985	1986	1987	Variat. 86/85 %	Variat. 87/86 %
Produits alimentaires	49,9	47,6	42,5	- 4,6	- 10,7
Produits d'hygiène et d'entretien	12,8	14,3	9,8	+ 11,7	- 31,5
Equipement ménager	6,7	6,2	2,8	- 7,5	- 54,8
Autres produits domestiques	13,9	13,3	7,1	- 4,3	- 46,6
Véhicules	11,0	6,4	3,9	- 41,8	- 39,1
Tissus et vêtements	13,7	12,6	6,5	- 5,3	- 48,4
Divers	8,2	9,9	6,7	+ 20,7	- 32,3
Total	116,2	110,3	79,3	- 5,1	- 28,1

La baisse des importations pour consommation finale amorcée en 1986 s'est poursuivie en 1987. Celle-ci est due à la forte diminution des rubriques telles que "Equipement ménager", "Autres produits domestiques", "Véhicules", "Tissus et vêtements".

b) Importations pour consommation intermédiaire

Importations CAF hors UDEAC pour consommation intermédiaire (en milliards de F CFA)	1985	1986	1987	Variat. 86/85 %	Variat. 87/86 %
Matières végétales et animales	10,9	8,9	4,6	- 18,3	- 48,3
Produits minéraux	8,5	5,8	3,4	- 31,8	- 41,4
Produits chimiques	15,0	10,6	7,6	- 29,3	- 28,3
Matières textiles	1,4	0,9	0,8	- 35,7	- 11,1
Métaux et ouvrages	44,6	27,6	25,9	- 38,1	- 6,2
Autres matières et ouvrages	18,5	14,8	8,9	- 20	- 39,9
Divers	4,9	5,3	4,3	+ 8,2	- 18,9
Total	103,8	73,9	55,5	- 28,8	- 24,9

Les importations pour consommation intermédiaire ont aussi enregistré une forte baisse (25%) ; celle-ci est due à la diminution de toutes les rubriques constituant ce "sous-groupes".

c) Importations pour investissement

Importations CAF hors UDEAC pour investissement (en milliards de F CFA)	1985	1986	1987	Variat. 86/85 %	Variat. 87/86 %
Machines et appareils	80,7	74,9	44,1	- 7,2	- 41,1
Matériel de Transport	52,2	51,4	36,1	- 1,5	- 29,8
Instruments de précision	13,7	9,1	5,9	- 33,6	- 35,2
Outillage et autres ouvrages	11,9	8,5	5,8	- 28,6	- 31,8
Total	158,5	143,9	91,9	+ 9,2	- 36,1

Globalement, les importations pour investissement régressent. On note une atonie importante des importations des machines et appareils.

4.1 LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

Malgré une diminution de 33 %, le déficit des services reste très élevé en 1986 à 348,3 milliards, traduisant ainsi la contraction de moitié des dépenses en "autres services privés". Ce poste, le plus important, recouvre à 64 % les prestations relatives à l'exploration et à l'exploitation minières et pétrolières. La baisse des activités qui est à l'origine de cet état reste également perceptible au niveau de tous les autres types de services à l'exception des voyages et séjours dont le montant s'est accru de 21 %. Ce pourcentage peut être rapproché du nombre élevé des départs d'expatriés qui ont dû quitter définitivement le Gabon.

On estime aujourd'hui pour 1987 un déficit des services en légère baisse. Du côté de la balance commerciale une diminution de la valeur des importations (35 %) et une légère amélioration des exportations (8 %) entraîneraient un redressement du solde commercial.

4.2 LA BALANCE COURANTE

Comme en 1985, la prise en compte des transferts unilatéraux alourdit encore le déficit des opérations courantes. Les départs massifs des expatriés, ont entraîné des rapatriements de fonds importants au titre des économies sur salaires dont le montant a cru de 19 % entre 1985 et 1986. Aussi, l'aide publique au développement demeure très modeste.

Si l'année 1986 a enregistré des transferts d'économies sur salaires plus importants, 1987 connaîtra un montant de prestations gratuites privées plus raisonnables d'environ 25 milliards. En tenant compte de l'aide publique extérieure, il y aurait un solde négatif des prestations gratuites pratiquement réduit de moitié.

4.3 LA BALANCE DES CAPITAUX

Malgré un endettement à long terme particulièrement élevé et le rééchelonnement d'une partie des amortissements de la dette publique en 1986, le net des opérations courantes et des mouvements de capitaux à long terme est débiteur de 162 milliards : c'est le solde de base qui n'a pas été négatif depuis 1974.

Le solde des capitaux proprement dit est très fortement excédentaire, grâce à des investissements privés en croissance de 65 % et aux tirages sur emprunts publics qui atteignent le niveau record de 192 milliards. Les entrées nettes de capitaux court terme enregistrés en 1985 continuent en 1986 pour 111 milliards en raison essentiellement d'un excédent au titre des crédits commerciaux. La dette bancaire et postale diminue très amplement (- 78 %) et s'établit à 5 milliards. En définitive, les entrées de capitaux se chiffrent en 1986 au montant non encore atteint de 315 milliards. Le crédit extérieur du Gabon reste satisfaisant.

Pour l'année 1987, il est certain que le solde des capitaux, même s'il reste positif, diminuera de beaucoup, la capacité d'endettement du secteur public comme des entreprises privées ayant fortement joué en 1986.

4.4 LE SOLDE GLOBAL

Par rapport à 1985 le déficit global de la balance des paiements croît de 45 milliards environ et atteint 66,9 milliards. Pour le financer, la variation des engagements de la Banque Centrale se chiffre à 10,7 de tirage sur un prêt accordé par le Fonds Monétaire International. Quant aux avoirs des autorités monétaires, ils contribuent pour 56,4 milliards avec notamment une ponction de 37,8 milliards sur les avoirs en compte d'opérations et 21,8 milliards d'arriérés.

en milliards F CFA	1984	1985	1986	1987*	86/85 %
BALANCE DES BIENS ET SERVICES					
Balance commerciale	561,33	492,7	32,93	200	- 93,32
Services	- 480,77	- 522,69	- 348,28	- 300	- 33,37
• Expéditions	- 63,99	- 80,88	- 70,36		
• Autres transports	- 2,85	- 2,69	- 2,53		
• Autres assurances	- 6,98	- 6,75	- 5,03		
• Voyages et séjours	- 35,73	- 33,65	- 40,83		
• Revenus du capital	- 97,07	- 109,04	- 84,99		
• Revenus du travail	- 0,85	- 0,40	- 0,40		
• Autres services privés	- 277,15	- 290,10	- 146,79		
• Services gouvernementaux	3,85	0,81	- 2,40		
Biens et services	80,57	- 29,99	- 315,55	- 100	951,99
BALANCE COURANTE					
Biens et services	80,57	- 29,99	- 315,35	- 100	951,59
Prestations gratuites privées	- 40,0	- 49,08	- 58,56		
Prestations gratuites publiques	11,07	6,07	7,72		
Solde courant	51,24	- 73,00	- 366,20	- 125	401,23
BALANCE DE BASE					
Solde courant	51,24	- 73,00	- 366,20	- 125	401,63
Solde des capitaux l.t.	75,4	95,50	203,96	48,00	113,58
Solde de base	126,64	22,50	- 162,24	- 77,00	- 821,11
BALANCE DES CAPITAUX					
Capitaux privés l.t.	45,07	56,69	80,66	65,00	42,54
Capitaux publics l.t.	30,33	38,91	- 17,00	216,90	216,90
Crédits commerciaux	- 43,12	- 39,81	103,41	- 1,00	- 359,77
Autres court terme	- 34,91	- 5,63	2,82	0,00	- 150,05
Position bancaire	- 4,30	23,70	5,27	0,00	- 77,75
Solde des capitaux	- 6,92	73,76	315,46	47,00	327,68
BALANCE DES PAIEMENTS					
Erreurs et omissions	- 24,92	- 22,89	16,18	0,00	- 29,32
Solde global	19,40	- 22,13	- 66,92	- 78,00	202,37

Source : BEAC

*Estimations DGE

5 PRIX, SALAIRES, EMPLOI

De même que le blocage des prix décrété le 8 mars 1986 avait permis de ralentir la hausse des prix en 1986, celui du 28 novembre 1987 y a contribué également en 1987. En ce qui concerne l'emploi et les salaires, les mesures visant à assainir les Finances de l'Etat et des entreprises ont provoqué une forte pression sur leurs marchés.

5.1 LES PRIX

L'évolution des prix est analysée à partir de trois indices. Ces indices ne portent que sur les mouvements observés sur la ville de Libreville :

- indice des 125 articles (base 10 : Juin 1975), calculé sur la consommation moyenne des ménages à revenus modestes ;
- indice des 155 articles (base 100 : Juin 1972), basé sur la consommation moyenne des ménages à revenus élevés ;
- indice des 113 articles (base 100 : Juin 1966), indice des prix de gros.

L'évolution de ces trois indices depuis 1982 ainsi que celle de l'indice moyen des prix sont décrites dans le tableau suivant :

Evolution des indices de Prix

	Indice des prix à la consommation				Indice des Prix de gros (113 articles)		Indice moyen des prix
	indice de 125 articles		indice de 155 articles		Moyenne Annuelle	Augmentation %	
	Moyenne Annuelle	Augmentation %	Moyenne Annuelle	Augmentation %			Augmentation %
1982	228,8	+ 16,7	286,5	+ 12,7	466,3	+ 14,8	+ 14,7
1983	252,6	+ 10,4	327,7	+ 14,4	505,6	+ 8,4	+ 11,6
1984	267,7	+ 6,0	359,1	+ 9,6	544,3	+ 7,7	+ 7,8
1985	287,3	+ 7,3	390,4	+ 8,7	583,5	+ 7,2	+ 7,8
1986	304,9	+ 6,1	413,0	+ 5,8	596,9	+ 2,3	+ 5,2
1987	300,8	- 1,3	426,2	+ 3,2	610,2	+ 2,2	+ 1,2

Source : Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques

* indice calculé à partir de la pondération suivante : 40 % indice de 125 articles ; 40 % indice des 155 articles ; 20 % indice des 113 articles.

L'indice moyen des prix qui avait augmenté de 5,2 % en 1986 a pu être ramené en 1987 à 1,2%, ce qui constitue un record sans précédent dans l'histoire des prix au Gabon. Le niveau des prix observé au Gabon se situe ainsi à un niveau comparable au niveau moyen de l'inflation des pays de la zone franc.

a) L'indice des 125 articles

La variation des prix pour les ménages à faibles revenus est de - 1,3 % en 1987 contre + 6,1% en 1986.

Cette baisse des prix est due essentiellement à la crise et permet aux consommateurs d'éviter une dégradation trop importante de leur pouvoir d'achat ; elle se traduit par une diminution des prix dans les postes les plus importants de l'indice comme le montre le tableau ci-après.

Moyennes Annuelles	Pondération	1985	1986	1987	1986/85 %	1987/86 %
Alimentation	(535)	309,0	325,6	324,9	+ 5,4	- 0,2
Habillement	(128)	239,7	241,7	231,4	+ 0,8	- 4,3
Dépenses de maison	(145)	258,2	287,5	263,7	+ 11,3	- 8,3
Transports	(83)	331,5	380,5	409,8	+ 14,8	+ 7,7
Hygiène, soins	(24)	300,0	364,1	397,5	+ 21,4	+ 9,2
Loisirs, divers	(85)	243,3	247,5	243,9	+ 1,7	- 1,5

b) L'indice des 155 articles

La variation des prix pour les ménages à revenus élevés est passée de 5,8 % en 1986 à 3,2 % en 1987. Cette baisse est imputable à la poursuite de la maîtrise de l'inflation dans la plupart des pays industrialisés ; elle est due à la baisse des prix dans le poste habillement et aux faibles hausses observées dans les autres postes. Le tableau ci-après traduit cette tendance.

Moyennes Annuelles	Pondération	1985	1986	1987	1986/85 %	1987/86 %
Alimentation	(511)	393,3	420,8	441,8	+ 7,0	+ 5,0
Dépenses de maison	(174)	341,4	352,1	353,4	+ 3,1	+ 0,3
Habillement	(34)	567,7	610,0	594,2	+ 7,5	- 2,6
Hygiène, soins	(35)	304,4	315,5	332,2	+ 3,6	+ 5,3
Transports	(123)	475,9	495,7	499,9	+ 4,2	+ 0,8
Loisirs, divers	(123)	337,3	357,7	370,3	+ 6,0	+ 3,5

c) L'indice des 113 articles

L'évolution des prix a été pratiquement la même en 1987 qu'en 1986 (+ 2,2 % en 1987 contre 2,3 en 1986) ; alors que la variation des prix des produits alimentaires a été forte, celle des autres a été moindre. Le tableau suivant décrit l'évolution des prix de gros.

Moyennes Annuelles	Pondération	1985	1986	1987	1986/85 %	1987/86 %
Produits Alimentaires	(208)	376,1	371,1	384,7	- 1,3	+ 3,7
Energie, lubrifiants, eau	(125)	535,8	552,5	553,7	+ 3,1	+ 0,2
Produits industriels	(667)	657,1	675,7	688,6	+ 2,8	+ 1,9

5.2 EMPLOI ET SALAIRES

Les grands déséquilibres financiers ont fortement influencé les politiques de l'emploi et des salaires en 1987.

a) L'emploi

a.1 Le secteur public

L'emploi dans le secteur public reste toujours soumis à l'objectif de maîtrise des effectifs des fonctionnaires par le système des postes budgétaires et le contrôle des départs à la retraite des fonctionnaires atteints par la limite d'âge. L'objectif du recensement de tous les agents de l'Etat de juillet 1987 était de permettre d'alléger les charges salariales supportées par le budget de l'Etat en démasquant les fonctionnaires en situation irrégulière.

Le nombre de salariés de la Fonction Publique est en décembre 1987 de 30928 agents contre 31053 en décembre 1986, soit une baisse de 0,4 %.

a.2 Le secteur privé

La crise a fortement influencé le marché de l'emploi en 1987. Presque tous les secteurs d'activité économique ont été contraints de licencier une grande partie de leur personnel.

Les Bâtiments et travaux publics qui comptaient en fin 1985 près de 25000 salariés (soit le 1/4 des effectifs du secteur privé) n'en comptent plus en fin 1987 que 5.000 soit une baisse de 80 %. Le Commerce, les Mines, les activités liées au Pétrole, les Industries de transformation ont dû compresser à cause de la baisse de leurs activités.

Par contre les entreprises forestières, en dépit des difficultés financières persistantes ont gardé leurs effectifs relativement stables.

On observe par ailleurs que les licenciements du secteur privé concernent exclusivement la main d'oeuvre expatriée (cadres, agents de maîtrise et personnel d'exécution) ainsi que les agents d'exécution gabonais, les cadres gabonais étant pour le moment épargnés.

b. Les salaires

b.1 Le secteur public

La diminution de la masse salariale s'inscrit dans le cadre de la compression des dépenses de fonctionnement : 105,3 milliards de francs ont été versés en 1987 à tous les agents de l'Etat (main d'oeuvre non permanente y comprise) contre 115,4 en 1987, ce qui représente une baisse de 8,8 %. Les économies sur salaires que l'Etat compte réaliser en 1988 ramèneront la masse salariale à 99 milliards de francs en fin 1988.

b.2 Le secteur privé

L'évolution de la masse salariale du secteur privé est similaire à celle des effectifs employés.

Le Salaire Minimum Interprofessionnel garanti (SMIG) est resté à son niveau d'Avril 1985 : 44 000 FCFA/mois auquel s'ajoute pour les gabonais une indemnité de sujétion nationale (ISN) de 20000 F.

Dans le secteur para public, les salaires les plus élevés ont été réduits.



PERSPECTIVES

1. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ENTRE 1987 ET 1988

1.1 SITUATION GLOBALE DE L'ECONOMIE MONDIALE

- En 1987, la conjoncture économique internationale s'est caractérisée
- par un ralentissement de la croissance
 - un accroissement des déséquilibres internationaux
 - un fléchissement de commerce mondial
 - et un nouveau recul de l'inflation.

Le tableau suivant donne pour l'OCDE l'évolution du PNB en volume, le taux d'inflation, le solde de la balance des opérations courantes et le taux de chômage de 1986 et de 1987, ainsi que les prévisions pour 1988 et 1989.

Pour 1988, on s'attend à :

- un nouveau ralentissement de la croissance dans les pays développés (2,5 % contre 2,75 %)
- une stabilisation de l'inflation
- une légère amélioration des déséquilibres internationaux
- une reprise du commerce mondial.

Toutefois en ce premier trimestre 1988, l'ensemble des conjoncturistes s'accordent à constater une croissance économique en augmentation par rapport aux prévisions publiées ici par l'OCDE. En effet, le krach boursier d'Octobre 1987, n'a pas eu des répercussions aussi néfastes qu'on le craignait, sur l'ensemble des économies occidentales.

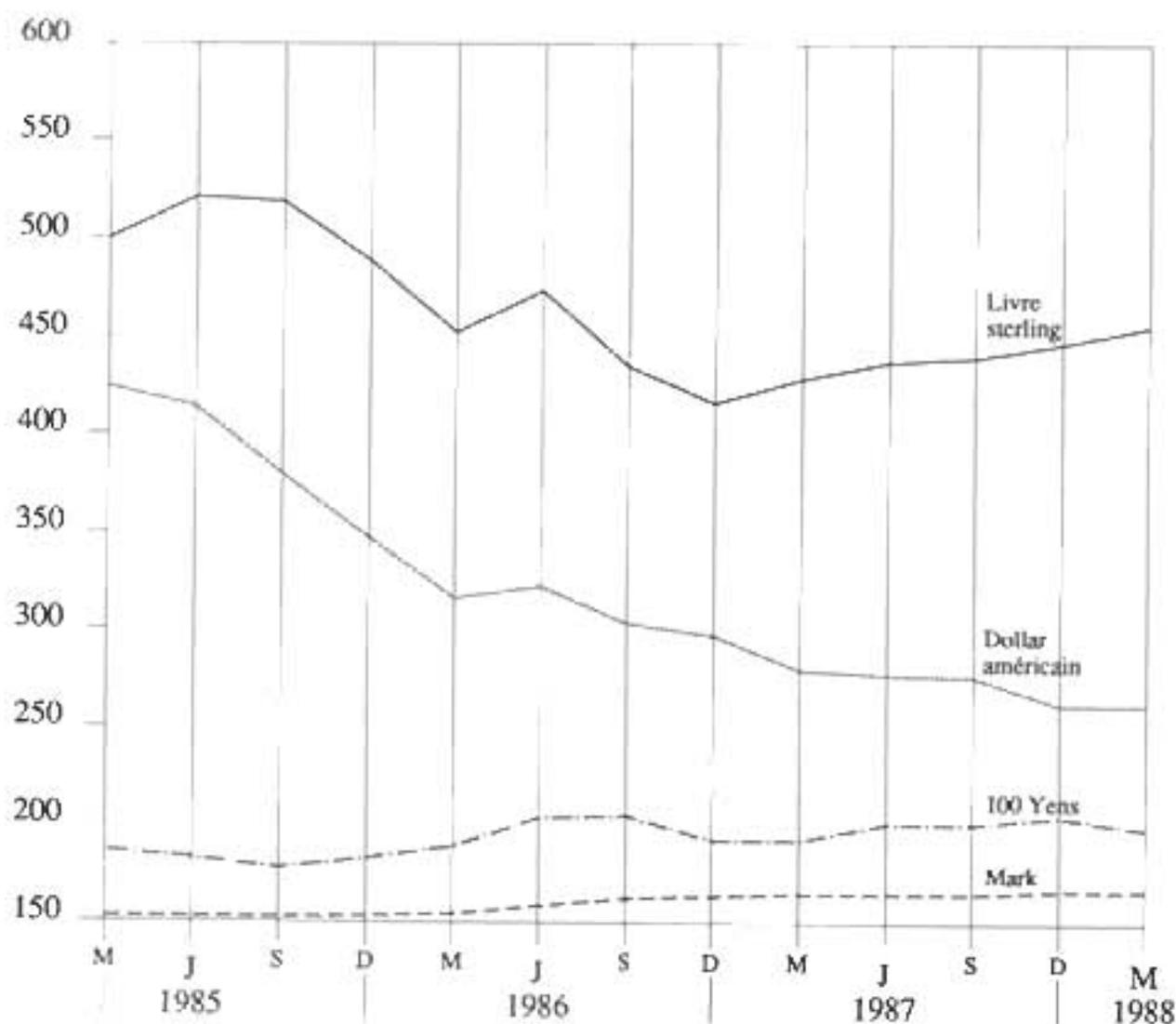
PREVISIONS OCDE
Taux annuels désaisonnalisés

	1986	1987	1988	1989
	% de variation par rapport à la période précédente			
PNB en volume				
France	2,0	1 1/2	1 1/2	1 1/4
Etats-Unis	2,9	2 3/4	2 1/2	1 3/4
Japon	2,4	3 1/2	3 1/2	3
Allemagne	2,5	1 1/2	1 1/2	1 1/4
OCDE Europe	2,7	2 1/4	1 3/4	1 1/2
Total de l'OCDE	2,8	2 3/4	2 1/4	1 3/4
Demande Intérieure en volume				
France	3,7	3	1,5	1,2
Etats-Unis	3,9	2	1	1
Japon	4,0	4 1/4	4	3 1/4
Allemagne	3,7	2 1/2	2 1/4	2
OCDE Europe	4,0	3 1/4	2 1/2	2
Total de l'OCDE	3,8	2 3/4	2	1 3/4
Inflation (Indice de prix Implicite du PNB/PIB)				
France	4,7	2,7	2,7	2 1/2
Etats-Unis	2,6	3	3 1/2	3 3/4
Japon	1,8	— 1/4	1	1 1/2
Allemagne	3,1	2 1/2	1 3/4	1 3/4
France, Royaume-Unis, Italie, Canada	4,8	4 1/4	4 1/4	3 3/4
Autres pays de l'OCDE	7,7	6 1/2	5 1/2	5 1/4
Total de l'OCDE	3,8	3 1/4	3 1/2	3 1/2
	Milliards de \$			
Balance des opérations courantes				
France	2,9	— 3,5	— 5,2	— 5,7
Etats-Unis	— 141,3	— 156	— 134	— 105
Japon	85,8	86	81	79
Allemagne	37,1	44	41	32
Total de l'OCDE	— 22,8	— 46	— 50	— 43
OPEP	— 34,0	— 7	— 6	— 4
Pays en développement non producteurs de pétrole	— 10,1	12	15	6
	En % de la population active			
Chômage				
France	10,5	10,7	10,7	11,7
Etats-Unis	7,0	6 1/4	6	6 1/2
Japon	2,8	3	3	3 1/4
Allemagne	8,0	8	8 1/4	8 1/2
OCDE Europe	10,9	10 3/4	11	11 1/4
Total de l'OCDE	8,3	8	8	8 1/4
	% de variation par rapport à la période précédente			
Commerce mondial	4,5	3 3/4	4 1/2	3 1/2

1.2 LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et les transactions internationales ont été caractérisées par une nouvelle dépréciation de la monnaie américaine qui a atteint la moyenne de 300 F CFA en 1987 contre 346 F en 1986.

EVOLUTION DES PRINCIPALES MONNAIES Cours moyens



En ce qui concerne la dette mondiale, la banque Mondiale estime que la dette extérieure totale des PVD a atteint 1 190 milliards de dollars fin 1987 et qu'elle s'élèvera à 1 245 milliards en 1988.

On constate que malgré les réajustements, aucun des pays bénéficiaires n'a pu améliorer véritablement ses ratios de solvabilité mais ce sont surtout les pays à faibles revenus dont fait partie l'Afrique sub-saharienne qui verraient leur situation s'améliorer en 1988.

Les initiatives des créanciers publics regroupés au sein du Club de Paris, le triplement des disponibilités de la Faculté d'Ajustement Structurel (FAS) du FMI contribuent à atténuer pour les pays, les effets négatifs du ralentissement de la croissance mondiale.

SERVICE DE LA DETTE ET CROISSANCE

L'exemple des huit pays lourdement endettés

	Encours de dette en 1987		Service de la dette 87-89 (1) (milliards \$)	Ratios (en %)		Taux de croissance annuels moyens 1980/1987 (en%)	
	Total (milliards \$)	Dette privée (en%)		Dette/ PNB 86 (1)	Intérêts/ export. 87	PIB	Consom. par tête
Argentine	49,4	85,8	23,7	23,7	33,1	0,0	- 1,2
Brésil	114,5	75,5	75,5	61,4	30,2	3,4	1,1
Chili	20,5	83,2	83,2	9,8	29,5	0,9	- 2,2
Côte-d'Ivoire	9,1	60,5	60,5	4,0	17,1	- 0,6	- 4,3
Mexique	105,0	86,2	86,2	44,9	32,7	0,3	- 2,7
Nigeria	27,0	55,1	55,1	12,2	11,6	- 3,4	- 6,5
Philippines	29,0	60,6	60,6	12,0	19,0	- 0,5	- 1,0
Yougoslavie	21,8	69,6	69,6	10,2	7,7	1,1	- 0,5

(1) Sur les données à la fin de 1986

En ce qui concerne le Gabon

A l'automne 1986, le gouvernement gabonais a lancé un programme d'ajustement ayant deux objectifs : remédier aux déséquilibres à moyen terme tant intérieurs qu'extérieurs et réduire la vulnérabilité du pays à l'égard des « chocs pétroliers » grâce à des modifications d'ordre structurel. Ce programme bénéficie jusqu'à la fin de 1988 d'un accord de confirmation portant sur l'équivalent de 99 millions de DTS que le Fonds a approuvé le 22 Décembre 1986. Le Gabon avait effectué fin 1987 cinq tirages à ce titre, pour un montant total de 48 millions de DTS.

2 LE CONTEXTE NATIONAL

Les perspectives de croissance de l'économie gabonaise au cours des années 1988 et 1989 dépendent dans une large mesure :

- de l'évolution des marchés internationaux des grands produits d'exportation, et principalement du pétrole.
- des mesures de restrictions budgétaires dans le cadre du programme de redressement financier.

2.1 LES MARCHES INTERNATIONAUX DES GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION

Les grands produits d'exportation du Gabon sont en tout premier lieu le pétrole et dans une moindre mesure le manganèse, l'uranium, et le bois.

2.1.1 LE PETROLE

La situation du marché international du pétrole dépend en grande partie de la discipline des pays producteurs de l'OPEP quant au respect de leurs quotas de production. Après une période de relative stabilité des prix du baril autour de 17 dollars pour le brut gabonais jusqu'en octobre 1987, la surproduction face à une demande particulièrement faible en raison du ralentissement de la croissance mondiale et de la clémence de l'hiver européen a entraîné une baisse quasi continue des prix du pétrole, en même temps qu'on enregistre un gonflement des stocks qui pèsent sur le marché. Ainsi, le prix du Brent mer du Nord est tombé actuellement (mi-Mars 1988) en dessous de 14 dollars, ce qui situe celui du Mandji à moins de 13 dollars.

Bien qu'on puisse s'attendre à une certaine réaction des pays producteurs face à la détérioration du marché, le prix moyen du brut gabonais en 1988 pourrait se situer à un niveau proche de 15 dollars le baril. La valeur des exportations de pétrole serait alors ramenée aux environs de 232 milliards de francs CFA, en baisse de 16 % par rapport à leur niveau de 1987.

En 1989, un raffermissement des prix, conjugué avec l'entrée en production du nouveau gisement de Rabi pourrait porter la valeur des exportations de pétrole aux environs de 284 milliards de francs.

2.1.2 LES PRODUITS MINIERES

Le marché mondial du manganèse dont la demande est liée à l'activité sidérurgique, ne devrait connaître qu'une très faible croissance. La part du minerai gabonais dépend de l'évolution de la situation économique du principal concurrent, l'Afrique du Sud. Les exportations pourraient se maintenir légèrement au dessus de 2 millions de tonnes, représentant une valeur d'environ 30 milliards de francs.

La morosité du marché de l'uranium devrait persister avec le ralentissement général de l'électronucléaire dans le monde. Les exportations, après avoir baissé jusqu'à 850 tonnes en 1986, pourraient se stabiliser entre 800 et 850 tonnes.

2.1.3 LE BOIS

Si le contexte international de l'okoumé est structurellement défavorable, la conjoncture internationale semble s'améliorer récemment sur certains points pour le Gabon et cette amélioration pourrait se poursuivre quelques années.

Du côté de la demande internationale on assiste depuis plusieurs années à une tendance structurelle de contraction de la demande européenne d'Okoumé due à la substitution d'essences locales (peuplier) dans l'intérieur du contreplaqué. Cette contraction s'est aggravée depuis fin 1985 avec la baisse du dollar qui a eu pour effet d'aviver la concurrence des contreplaqués asiatiques sur l'Europe. Elle n'a pu être compensée par une augmentation équivalente de la demande asiatique en okoumé, car d'une part les industriels asiatiques utilisent une moindre proportion d'okoumé, et d'autre part les coûts d'extraction d'essences déroulables de l'Indonésie, réservoir forestier de la région, rendent difficile la compétitivité en Asie de l'okoumé gabonais, handicapé par l'éloignement. Les possibilités d'exportation d'okoumé sur ce marché sans pertes financières sont de ce fait restreintes et limitées à certains usages.

Actuellement toutefois, la concurrence des industriels asiatiques sur le marché européen à tendance à se relâcher, pour 2 raisons :

- L'ouverture du marché chinois est un débouché important pour les industriels asiatiques, qui, de ce fait relâchent la pression de leurs ventes sur l'Europe.
- Les principaux pays exportateurs asiatiques ont eu à faire face à des problèmes sociaux qui se sont traduits par des grèves et une augmentation de leurs prix de revient.

Ces deux facteurs de relâchement de la concurrence asiatique sur le marché européen pourraient bien devenir structurels.

Par ailleurs de nouvelles techniques de jointage entraînent un déplacement de la demande des hautes qualités vers les basses qualités qui se traduit par un resserrement de l'éventail des prix.

Du côté de l'offre, l'exploitation forestière gabonaise connaît une tendance structurelle au renchérissement des coûts de production dû à l'éloignement progressif des zones d'extraction. De plus, les difficultés financières de la SNBG se répercutent sur la trésorerie des forestiers, à travers l'allongement des délais de paiement de la SNBG et le refus de crédit et d'escompte des banques. Le potentiel de production des forestiers, ne pouvant être renouvelé ni même entretenu correctement, se trouve de ce fait affaibli. De plus, aux prises avec leur problème de trésorerie, les forestiers ont dû utiliser au maximum ce potentiel pour les bois divers payés cash, au détriment de l'okoumé. Il en résulte depuis le 4^e trimestre 1987 une diminution sensible de l'offre d'okoumé par les forestiers, alors que la demande européenne est soutenue. D'où un renversement de la situation : la demande est excédentaire par rapport à l'offre. Cette situation est toutefois purement conjoncturelle. Elle résulte de la contraction de la production engendrée par les problèmes financiers du secteur forestier plutôt que d'une expansion de la demande.

En 1988, la conjoncture pourrait être marquée par un affaiblissement de la reprise du BTP en Europe et par une baisse du dollar relativement limitée, cependant que l'ouverture économique de la Chine paraît irréversible.

La compétitivité des contreplaqués asiatiques sur l'Europe risque donc de se trouver renforcée, mais leur concurrence pourrait cependant se relâcher grâce à l'expansion des débouchés chinois. La demande d'okoumé pourrait ainsi rester soutenue en Europe.

Encore faut-il que la production gabonaise soit suffisante pour satisfaire la demande, ce qui implique que certaines conditions soient réunies :

- en premier lieu, un assainissement de la situation financière du secteur forestier pour qu'il retrouve la confiance des banquiers et partant sa capacité de production.
- et un marketing efficace et dynamique avec des ajustements rapides des tarifs (en niveau moyen et en structure) pour coller aux conditions du marché international.

2.2 LE PROGRAMME DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

La diminution brutale des recettes de l'Etat due à l'effondrement conjugué du dollar et du prix du baril de pétrole a amené le gouvernement à mettre en place, à la fin de l'année 1986, un programme de redressement économique et financier.

Ce programme a pour objectif de redresser les déséquilibres pour permettre une reprise de la croissance économique à moyen terme dans un climat de stabilité financière. Il se compose essentiellement de mesures d'ordre budgétaire et monétaire, auxquelles viennent s'ajouter des mesures d'ajustement structurel. Les principales mesures concernent :

- la réduction des rémunérations des fonctionnaires, notamment à travers la diminution de leurs indemnités ;
- la réduction des transferts et des subventions de l'Etat ;
- une forte diminution des dépenses d'investissements publics ramenées aux environs de 80 milliards ;
- la restructuration du secteur para-public.

A ces mesures dont l'exécution a déjà démarré au moins partiellement en 1987, viennent s'ajouter en 1988 et en 1989 des mesures tendant à la libéralisation de l'économie ainsi que des mesures de politique sectorielle concernant notamment l'agriculture, le bois et les transports.

3. BUDGET PREVISIONNEL 1988-1989

Après deux années consécutives, 1986-1987, marquées par de grands déséquilibres financiers importants dus à l'effondrement du cours du pétrole et du dollar, le budget prévisionnel 1988-1989 s'inscrit encore dans ce contexte difficile.

3.1 LES CONTRAINTES ASSOCIEES AU PROGRAMME BUDGETAIRE 1988-1989

Elles résultent de la conjoncture pétrolière nationale et internationale ainsi que des engagements pris les années antérieures :

- accroissement de la production de pétrole en 1988 (8 millions de tonnes) et en 1989 (9,1 millions de tonnes), contre 7,8 millions de tonnes en 1987.
- diminution du cours du dollar qui pourrait s'échanger autour de 285 F CFA en 1988 et 1989.
- baisse du prix du baril de pétrole ramené à 15 \$ en 1988 et 16\$ en 1989 contre 17 \$ en 1987.
- service de la dette publique.

Les grandes masses des ressources budgétaires propres sont regroupées dans le tableau ci-dessous où on observe une légère baisse en 1988 : 265 milliards de F CFA contre 270,4 milliards en 1987 et une substantielle augmentation en 1989, de 20 milliards de F CFA.

Evolution des Recettes budgétaires propres

En milliards de FCFA	1985 Exécut.	1986 Exécut.	1987 Estim.	1988 L.F.	1989 Prévis.
Recettes pétrolières	399,7	285,2	68,5	80,0	90,0
— Impôt/société	214,4	200,5	4,3	12,0	14,0
— Autres	185,3	84,7	64,2	68,0	76,0
Recettes hors pétrole	232,2	217,5	201,9	185,0	195,0
Total recettes propres	631,9	502,7	270,4	265,0	285,0

Source : Loi de Finances initiale

3.2 LES ARBITRAGES BUDGETAIRES

Compte tenu des contraintes énumérées précédemment, l'objectif de la politique budgétaire en 1988 et 1989 est le retour à l'équilibre des Finances Publiques. Pour y parvenir, des arbitrages sévères conduisent à :

- la compression des dépenses de fonctionnement
- la diminution des dépenses d'investissement

Ces arbitrages se reflètent dans le tableau suivant qui fait ressortir :

- un niveau d'emprunts en régression
- une diminution du service de la dette publique, mais dont la part dans les dépenses publiques reste importante.
- une contraction des dépenses de fonctionnement et d'investissements.

Soldes des Opérations Budgétaires

En milliards de FCFA	1985 Exécut.	1986 Exécut.	1987 Estim.	1988 L.F.	1989 Prévis.
Recettes propres	631,9	502,7	270,4	265,0	285,0
Emprunts	174,9	174,9	197,5	155,8	120,0
Total recettes	806,8	677,9	467,9	420,8	405,0
Dette publique	171,8	182,3	173,4	155,8	140,0
Fonctionnement	220,7	230,0	197,9	182,0	182,0
— Personnel	107,5	115,4	105,3	99,0	99,0
— Biens et services	82,9	87,2	71,5	67,0	66,0
— transferts	30,3	27,4	21,1	16,0	16,0
Investissements	403,5	324,7	91,8	83,0	83,0
— OCTRA	141,1	129,3	32,5	27,0	26,0
— Autres	262,4	195,4	59,3	56,0	57,0
Total dépenses	796,0	737,0	463,1	420,8	405,0
Solde de trésorerie	+ 10,8	— 61,3	+ 4,8	0	0

L'équilibre budgétaire pour ces deux années serait réalisé comme suit :

Recettes et Dépenses budgétaires

En milliards de F CFA	Dépenses			Recettes	
	1988	1989		1988	1989
Dette publique	155,8	140,0	Recet. fiscales	185,50	200,0
Fonctionnement	182,0	182,0	Recet. non fiscales	79,45	85,0
Investissements	83,0	83,0	Recet. en capital	0,05	—
			Emprunts	155,80	120,0
Total	420,8	405,0	Total	420,80	405,0

Comme on peut le constater, la politique budgétaire définie en 1988 et 1989 se veut stabilisatrice. A cet effet, elle appelle une très grande discipline dans l'exécution des dépenses publiques.

4 L'EVOLUTION ATTENDUE DE L'ECONOMIE GABONAISE EN 1988-1989

Les perspectives de croissance de l'économie gabonaise au cours des années 1988 et 1989 demeurent étroitement liées aux hypothèses retenues quant à l'évolution de la conjoncture internationale, plus particulièrement aux paramètres qui déterminent les résultats du secteur pétrolier et aux mesures de redressement financier.

Les hypothèses retenues sont dans le tableau suivant :

HYPOTHESES	1988	1989
Cours du dollar en F CFA	285	285
Prix du baril de pétrole en \$	15	16
Production de pétrole (milliers de tonnes)	8 037	9 096

Sur la base de ces hypothèses, les résultats de la branche pétrolière pourraient être les suivants :

BRANCHE : EXPLOITATION PETROLIERE (en MdF)	1987	1988	1989
Valeur des exportations	275	232	284
Valeur ajoutée	231	192	254
Impôts indirects (redevance et partage)	63	54	65

4.2 EQUILIBRE DES BIENS ET SERVICES

Compte-tenu de l'environnement international probable et de la persistance des contraintes financières liées à l'effort d'assainissement et d'ajustement structurel de l'économie nationale, les agrégats macro-économiques pourraient évoluer comme l'indique le tableau de la page suivante .

Ainsi, la forte baisse du Produit Intérieur Brut (PIB) enregistrée en 1986 (- 29 %) et poursuivie en 1987 (- 14 %), devrait s'atténuer en 1988 (+ 5 %). Il convient néanmoins de noter que cette timide perspective de reprise de la croissance économique est essentiellement soutenue par un accroissement important des investissements pétroliers à partir de 1988, puis par la forte augmentation en volume de la production de pétrole en 1989, les autres composantes de l'économie demeurant en général durablement marquées par le maintien des contraintes financières et le contexte d'austérité qui leur est associé. Globalement, la consommation finale ne devrait que faiblement évoluer, d'une part en raison d'une discipline budgétaire rigoureuse, et d'autre part du fait des difficultés caractérisant la situation des Ménages en termes de revenus et d'emplois. L'épargne de ces derniers devrait d'ailleurs être négligeable en 1988. En matière d'investissement, hormis ceux du secteur pétrolier, une reprise significative semble peu probable à l'horizon considéré, qu'il s'agisse de l'investissement public ou privé.

Evolution probable des agrégats économiques

En milliards de Francs CFA	1987	1988	1989
RESSOURCES	1 482	1 465	1 520
PIB	1 005	971	1 022
dont : valeur ajoutée marchande	797	770	820
valeur ajoutée non marchande	136	128	127
DTI	72	73	74
IMPORTATIONS	477	494	498
EMPLOIS	1 482	1 465	1 520
CONSOMMATION FINALE	731	719	729
Privée	503	509	523
Publique	228	210	206
INVESTISSEMENTS (FBCF)	333	365	353
Pétroliers	80	120	120
Publics (Etat + Administration)	29	30	33
Autres (Entreprises + Ménages)	221	215	200
VARIATIONS DE STOCKS	0	0	0
EXPORTATIONS	418	381	438

Les années 1988 et 1989 apparaissent donc comme une phase de consolidation des efforts engagés en vue de rétablir les grands équilibres de l'économie gabonaise et de procéder aux ajustements structurels jugés nécessaires. Les effets escomptés des mesures qui, conjointement à cet assainissement de la situation, devraient permettre le retour d'une croissance durable et promouvoir la diversification de l'appareil productif ne seront probablement tangibles qu'à moyen terme.

CONCLUSION

La crise complexe dont les détonateurs en 1986, ont été la chute du cours du dollar et du prix du baril de pétrole a amené le gouvernement gabonais à lancer au cours du deuxième trimestre 1986 un programme d'ajustement ayant deux objectifs principaux :

- Remédier aux déséquilibres à moyen terme tant intérieurs qu'extérieurs.
- Réduire la vulnérabilité du pays à l'égard des chocs pétroliers grâce à des modifications d'ordre structurel.

Parmi les mesures qui ont été prises, rappelons en particulier la priorité désormais reconnue à l'agriculture, la promotion du tissu de petites et moyennes entreprises, la restructuration du secteur para public et l'effort soutenu pour la formation de jeunes, dont la technicité est le garant des enjeux futurs.

Les résultats de l'économie gabonaise ont été dans l'ensemble conformes en 1987 à ce qu'on attendait à l'issue d'une année de redressement financier.

Le PIB nominal a baissé de 14 % après avoir fléchi de 29 % en 1986. Le secteur pétrolier, après l'effondrement de 1986 produit le quart de la richesse nationale. Dans les secteurs non pétroliers, une baisse de 20 % de l'expansion réelle a eu lieu.

Les dépenses publiques ont fléchi de 47 % par rapport à 1986, contribuant à réduire le déficit budgétaire à 8,5 % du PIB.

Le déficit de la balance courante est tombé à 20 % du PIB et l'inflation, exprimé par l'indice des prix à la consommation de 6 % en 1986 à 2 % en 1987.

Cependant l'économie gabonaise dépendra encore très largement comme par le passé, du niveau de l'activité pétrolière et de la revalorisation de la production.



ANNEXES

ANNEXES

- 1 — Indice des prix d'exportation des produits agricoles et autres produits
- 2 — Circuit du pétrole gabonais en 1987
- 3 — Evolution des prix de l'Okoumé
- 3 bis — Evolution des marges okoumé SNBG.
- 4, 4 bis — Situation mondiale : produits forestiers
- 5 — Situation mondiale : café
6. — Situation mondiale : cacao
- 7 — Situation mondiale : huile
- 8 — Situation mondiale : caoutchouc
- 9 — Situation mondiale : sucre
- 10 — le marché automobile gabonais par fournisseur
- 11 — Activité du port de Libreville — Owendo
- 12 — Activité du port de Port-Gentil
- 13 — Evolution des ressources budgétaires
- 14 — Evolution des dépenses budgétaires
- 15 — PIB par secteurs d'activité
- 16 — Le poids de l'Etat dans l'économie
- 17 — Evolution des importations
- 18 — Evolution de la balance commerciale
- 19 — Bilan de la B.E.A.C au 30/11/87
- 20 — Le Budget des 13 pays de la zone franc
- 21 — Répartition de l'emploi dans le secteur public
- 22 — Loi programme 1988 - 1990 des investissements publics et parapublics.

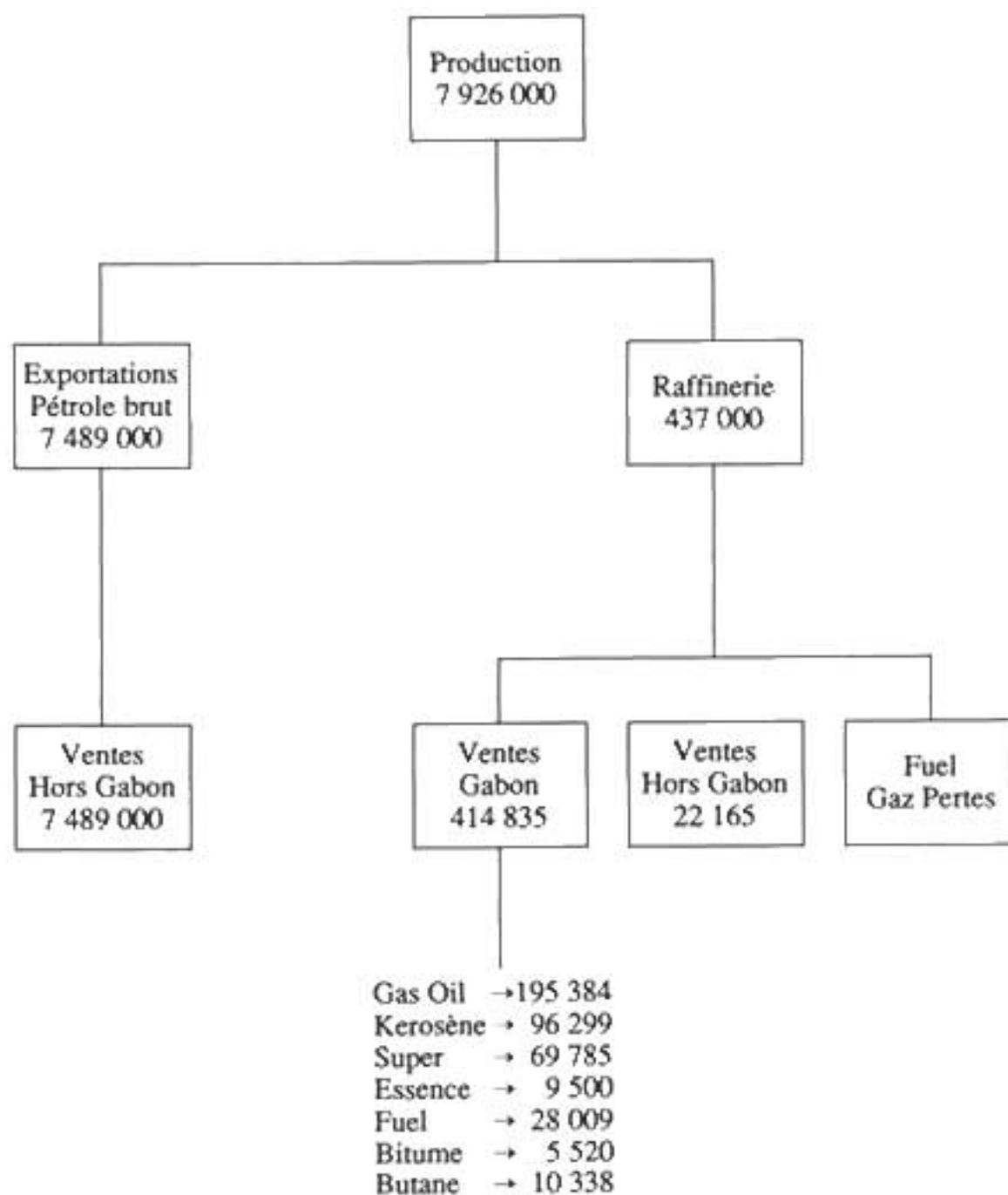
**INDICES DES PRIX D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES ET
AUTRES PRODUITS**

	1981-1983 moyenne	1984	1985	1985(1)	1986(1)
			<i>1980 = 100</i>		
Agriculture totale	83	80	71	69	77
Produits alimentaires					
(monde)	81	74	67	65	78
Pays développés	85	75	68	67	74
Pays en développement	73	70	63	62	79
Sucre	40	20	15	14	22
Produits pour boissons	81	96	85	83	109
Céréales	90	80	70	69	67
Viande	84	73	69	67	82
Produits laitiers	86	74	73	70	81
Poisson	88	77	76	76	88
Produits non alimentaires					
(monde)	87	91	74	75	74
Pays développés	90	93	75	76	77
Pays en développement	83	90	74	75	69
Graines oléagineuses et matière grasse	89	109	84	88	65
Fibres textiles	89	87	72	73	62
Caoutchouc	69	67	53	53	55
Cuirs et peaux	95	138	126	127	120
Produits forestiers	84	81	66	65	81
Autres produits					
Minéraux	106	95	94	94	59
Engrais	91	74	74	74	74
Pétrole	88	85	77	77	78
Métaux non ferreux	81	76	71	71	70
Produits manufacturés	91	86	86	84	103

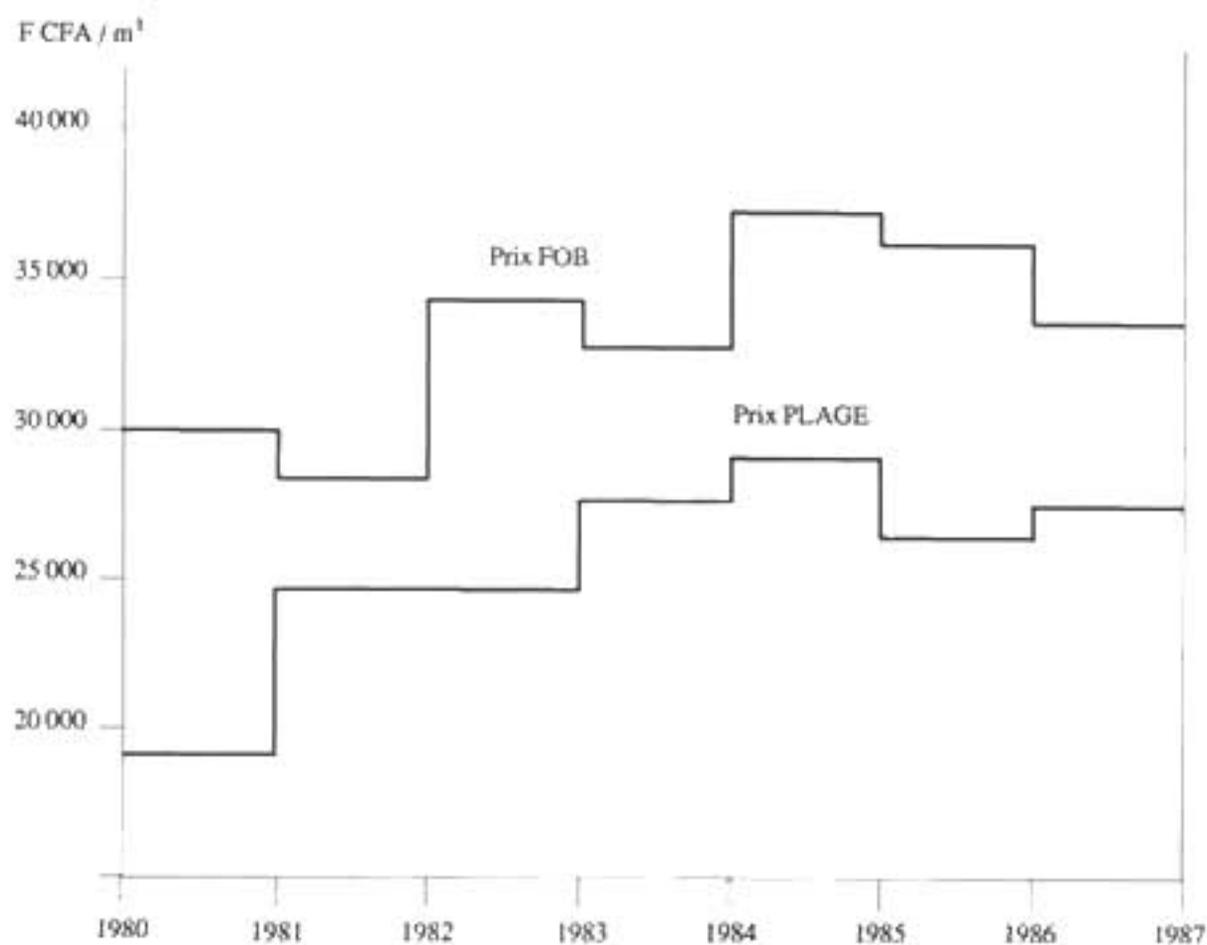
Source : *Bulletin mensuel de statistiques des Nations Unies*. L'indice relatif à l'ensemble des produits agricoles est calculé à partir des indices des Nations Unies pour les produits alimentaires et les produits agricoles non alimentaires. Pour les produits manufacturés, l'indice est celui de la valeur unitaire des exportations.

(1) Moyenne des trois premiers trimestres.

CIRCUIT DU PETROLE GABONAIS EN 1987



EVOLUTION DES TARIFS DE L'OKOUME



En francs CFA/m ³	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
Prix "plage"	19 543	19 061	23 396	23 337	27 440	28 537	26 620	26 679
Prix F.O.B.	30 153	28 597	34 135	33 443	37 173	36 749	33 823	34 162
Marge SNBG (en %)	17,5	19,0	18,1	17,1	15,0	12,1	12,1	13,8

Source : SNBG

*Estimation SNBG

PRODUITS FORESTIERS : PRODUCTION, VALEUR DES ECHANGES ET PRIX

	PAYS EN DEVELOPPEMENT			PAYS DEVELOPPES			MONDE		
	1981-83 moyenne	1984	1985	1981-83 moyenne	1984	1985	1981-83 moyenne	1984	1985
<i>millions de m³</i>									
PRODUCTION									
Bois de feu et charbon de bois	1 320	1 378	1 408	253	254	255	1 573	1 632	1 663
Bois rond d'industrie	328	350	351	1 079	1 145	1 153	1 406	1 495	1 504
Grumes de sciage et bois de placage (résineux)	65	70	71	521	568	574	586	638	645
Grumes de sciage et bois de placage (non résineux)	145	154	152	100	102	103	245	256	255
Autre bois rond d'industrie	78	83	86	130	131	131	208	215	217
Bois de sciage et traverses	94	103	105	339	359	361	433	461	466
Panneaux	16	18	19	83	90	91	99	108	111
<i>millions de tonnes</i>									
Pâte à papier	14	16	18	114	123	122	128	140	141
Papier et carton	20	25	27	151	165	166	171	190	194
<i>millions de \$E.-U.</i>									
VALEUR DES ECHANGES									
Importations de bois rond	1 838	2 010	1 877	6 643	5 957	5 964	8 481	7 967	7 571
Exportations de bois rond	2 646	1 879	1 876	3 649	3 530	3 624	6 295	5 409	5 500
Exportations de bois de sciage et panneaux	3 217	3 174	2 962	13 042	13 006	12 901	16 259	16 180	15 863
Exportations de bois de sciage et panneaux	3 471	3 654	3 403	11 341	11 546	11 158	14 812	15 201	14 561
Importations de pâte et papier	5 637	5 377	5 234	23 393	25 919	26 047	29 029	31 296	31 281
Exportations de pâte et papier	1 200	1 549	1 384	25 430	27 540	27 922	26 628	29 089	29 306
Importations tous produits	10 721	10 593	10 096	43 550	45 275	45 044	54 266	55 863	55 135
Exportations tous produits	7 287	7 055	6 640	41 150	43 256	43 301	48 435	50 309	49 939
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985		
<i>\$E.-U./m³</i>									
PRIX									
Grumes de résineux									
(Allemagne, Rép. féd. d')	101,35	112,55	96,20	81,55	72,80	64,83	47,18		
Grumes de résineux (Etats-Unis)	105,25	111,00	103,45	92,85	77,90	75,10	74,00		
Grumes tropicales (Côte-d'Ivoire)	102,50	115,95	95,70	92,50	81,35	77,80	77,90		
Grumes tropicales (Sabah)	117,00	165,00	136,00	112,00	97,00	115,00	86,00		
Sciages de résineux (Etats-Unis)	114,30	116,00	105,40	92,70	125,35	112,10	114,45		
Contre-plaqué (Corée, Rép. de)	270,70	324,35	301,00	294,05	290,00	289,10	265,50		
<i>\$E.-U./tonne</i>									
Pâte de bois (Suède) (1)	357,10	444,10	414,60	328,70	288,20	361,30	332,55		
Papier journal (Etats-Unis)	380,20	427,60	471,70	486,00	465,05	497,00	510,20		
Papier d'impression et d'écriture (Italie)	947,80	1 096,00	995,90	899,80	799,30	800,80	738,60		
Couverture Kraft pour carton ondulé (Allemagne, Rép. féd. d')	371,60	457,00	472,60	385,20	361,50	438,20	404,20		

(1) Nouvelles séries : Valeur unitaire moyenne à l'exportation pâte écrue au sulfite.

Source: rapport et perspectives sur les produits — FAO — n° 43.

PRODUITS FORESTIERS : VOLUME DES ECHANGES

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1981-87 moyenne	1984	1985	1981-83 moyenne	1984	1985
<i>millions de m³</i>						
GRUMES ET BOIS DE PLACAGE DE RESINEUX						
Total mondial	26,8	31,1	33,1	26,1	30,9	32,7
Pays en développement	5,3	9,5	10,4	1,1	1,2	1,4
Pays développés	21,5	21,7	22,7	25,1	29,8	31,3
Amérique du Nord	2,0	2,9	2,8	14,8	18,4	19,3
Europe occidentale	4,6	4,4	4,8	2,6	2,8	3,3
Europe orientale	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,5
URSS	0,1	0,1	0,1	6,0	7,7	7,7
Japon	14,2	13,8	14,5	—	—	—
GRUMES ET BOIS DE PLACAGE DE NON RESINEUX						
Total mondial	33,8	30,8	29,9	32,8	29,5	30,1
Pays en développement	11,7	10,1	9,4	29,8	26,2	26,4
Amérique latine	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Afrique	0,3	0,3	0,3	4,6	5,0	4,2
Extrême-Orient	5,7	5,0	4,3	23,8	19,3	21,0
Pays développés	22,3	20,7	20,5	3,0	3,3	3,3
Amérique du Nord	0,4	0,6	0,6	0,7	0,8	0,6
Europe occidentale	6,4	6,2	6,0	2,0	2,3	2,5
Japon	14,9	13,4	13,3	—	—	—
BOIS DE SCLAGE ET TRAVERSES						
Total mondial	74,2	83,1	85,7	76,6	86,2	86,0
Pays en développement	11,3	12,4	11,8	9,5	10,0	9,5
Amérique latine	2,5	2,5	2,6	2,1	2,1	1,9
Afrique	3,6	4,3	3,9	0,7	0,7	0,8
Extrême-Orient	2,0	1,9	1,5	6,4	6,8	6,5
Pays développés	62,9	70,7	73,9	67,0	76,2	76,4
Amérique du Nord	75,6	32,9	36,0	35,2	42,5	43,5
Europe occidentale	28,1	28,6	27,4	21,0	23,1	22,2
Europe orientale et URSS	3,0	3,1	3,4	10,2	10,2	10,1
Japon	4,5	4,6	5,2	—	—	—
Autres pays	5,1	5,1	5,7	0,1	0,1	—
PANNEAUX						
Total mondial	16,3	17,9	18,7	16,5	18,0	18,9
Pays en développement	3,3	3,3	3,3	5,7	6,6	7,2
Amérique latine	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,7
Afrique	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3
Extrême-Orient	0,8	0,7	0,6	3,9	5,1	5,6
Pays développés	13,0	14,4	15,5	10,8	11,3	11,7
Amérique du Nord	2,8	3,5	4,0	2,3	2,7	2,8
Europe occidentale	8,8	9,5	9,9	6,5	6,9	7,1
Europe orientale et URSS	1,0	0,8	0,8	1,6	1,8	1,5
<i>millions de tonnes</i>						
PAPIER ET CARTON						
Total mondial	34,3	36,3	39,8	35,2	39,8	40,3
Pays en développement	6,7	6,7	6,5	1,0	1,5	1,4
Amérique latine	2,2	1,8	1,7	0,5	0,9	0,8
Afrique	0,9	1,0	0,9	—	—	—
Extrême-Orient	2,3	2,5	2,5	0,2	0,2	0,3
Pays développés	27,6	32,6	33,3	34,3	38,3	38,9
Amérique du Nord	7,7	10,4	10,7	12,7	13,4	13,0
Europe occidentale	16,3	18,8	18,9	18,5	21,9	22,7
Europe orientale et URSS	1,9	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7

Source : rapport et perspectives sur les produits — FAO — n° 43.

CAFE VERT : PRODUCTION, COMMERCE ET STOCKS

	PRODUCTION (1)				EXPORTATIONS		
	1981-83 moyenne	1984	1985	1986	1981-83 moyenne	1984	1985
	<i>milliers de tonnes</i>						
Total mondial	5 369	5 506	5 769	4 767	3 632	3 888	4 064
Brazil	1 615	1 620	1 950	780	884	1 031	1 014
Colombie	813	768	720	744	534	599	585
Autres pays d'Amérique latine	1 224	1 268	1 219	1 320	825	874	952
Afrique	1 129	1 175	1 257	1 273	987	900	1 011
Asie et Océanie	588	675	623	650	402	484	502
	VALEUR DES EXPORTATIONS (2)				VALEURS UNITAIRES DES EXPORTATIONS (3)		
	<i>millions de \$E.-U.</i>				<i>\$E.-U./tonne</i>		
Total mondial	8 664	10 294	10 658		2 284	2 544	2 512
Brazil	2 074	2 833	2 670		2 053	2 485	2 305
Colombie	1 528	1 802	1 820		2 807	2 946	3 050
Autres pays d'Amérique latine	2 164	2 311	2 572		2 542	2 547	2 623
Afrique	2 124	2 310	2 538		2 151	2 566	2 511
Asie et Océanie	774	1 038	1 058		1 878	2 122	2 091
	IMPORTATIONS NETTES				STOCKS DE CLOTURE (4)		
	<i>milliers de tonnes</i>				<i>milliers de tonnes</i>		
Total mondial	3 607	3 688	3 680	Total mondial	2 579	2 306	2 752
Pays en développement	199	218	225	Brazil	554	223	775
Amérique latine	43	55	56	Colombie	685	838	786
Afrique	104	104	112	Autres pays d'Amérique latine	456	405	341
Asie et Océanie	52	59	57	Afrique	680	615	638
Pays développés	3 408	3 470	3 635	Asie et Océanie	204	225	212
Etats-Unis	963	1 010	1 081				
CEE (12)	1 548	1 507	1 588				
Autres pays d'Europe occidentale	350	336	320				
Europe orientale et URSS	206	235	258				
URSS	42	48	57				
Australie	32	30	30				
Japon	188	223	231				
Autres pays développés	121	129	127				
	PRIX (5)						
	<i>cents E.-U./livre</i>						
				Arabica, nature	155,33	149,87	151,76
				Colombie, doux	145,18	147,63	155,87
				Autres cafés, doux	133,22	144,25	145,56
				Robusta	112,68	138,16	121,37
				Prix composite	122,96	141,19	133,10

(1) Campagne commençant le 1er avril ou le 1er octobre de l'année indiquée.

(2) Tous types de café.

(3) Café vert uniquement.

(4) Pays producteurs uniquement, à la fin de la campagne agricole commençant le 1er octobre de l'année indiquée.

(5) Prix indicateurs de l'Organisation internationale du café.

Source : rapport et perspectives sur les produits. FAO. - n°43.

CACAO : PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE

	PRODUCTION (1)				EXPORTATIONS		
	1981-83 moyenne	1984	1985	1986	1981-83 moyenne	1984	1985
	<i>milliers de tonnes, valeur brute</i>				<i>milliers de tonnes</i>		
Total mondial	1 592	1 964	1 926	1 920	1 175	1 225	1 318
Brésil	316	410	380	440	141	107	172
Autres pays d'Amérique latine	222	295	263	265	84	104	124
Ghana	187	175	215	215	195	149	172
Côte d'Ivoire	411	571	580	515	350	449	445
Nigéria	153	150	100	80	179	131	100
Cameroun	112	120	120	125	77	90	86
Autres pays d'Afrique	55	63	66	60	55	68	68
Asie et Océanie	135	180	202	220	94	127	151
	BROYAGES				IMPORTATIONS		
	<i>milliers de tonnes</i>						
Total mondial	1 619	1 750	1 830	1 812	1 171	1 199	1 332
Pays en développement	529	576	629	626	65	39	42
Amérique latine	334	355	394	362	8	1	1
Asie et Afrique	182	209	227	246	45	26	35
Pays d'Asie ECP	13	12	8	18	12	12	6
Pays développés	1 090	1 174	1 201	1 186	1 106	1 160	1 290
CEE (12)	577	624	645	633	576	629	658
Autres pays d'Europe occidentale	38	39	41	40	51	43	58
Etats-Unis	194	209	205	205	206	182	259
Europe orientale et URSS	215	231	244	246	205	234	248
Europe orientale	82	81	84	86	72	84	93
URSS	132	150	160	160	133	150	155
Autres pays développés	66	71	65	62	68	72	67
	VALEUR DES EXPORTATIONS			VALEURS UNITAIRES DES EXPORTATIONS (3)			
	1981-83 moyenne	1984	1985	1981-83 moyenne	1984	1985	
	<i>millions de \$E.-U.</i>			<i>Cents E.-U./kg</i>			
Total mondial	2 613	3 488	3 769	166,6	210,3	212,6	
Brésil	543	693	803	176,4	232,2	209,6	
Ghana	370	383	368	175,0	233,1	191,3	
Côte d'Ivoire	674	1 083	1 171	156,0	202,8	222,5	
Nigéria	314	295	302	154,6	192,6	230,0	
Cameroun	163	185	226	173,9	178,5	216,0	
Autres pays	549	849	899	196,5	216,8	207,8	
	PRIX						
Organisation internationale du cacao, ordre du jour (cents E.-U./livre)	89,69	108,72	102,27				
Ghana, cours du disponible Londres (Livres/sg/tonne)	1 221	2 070	2 028				

- (1) Campagne agricole commençant le 1er octobre de l'année indiquée.
(2) Y compris les produits cacotés.
(3) Fèves de cacao seulement.

**GRAISSES ET HUILES : TOURTEAUX ET FARINES D'OLEAGINEUX
(100% BASE PROTEINES) : PRODUCTION ET COMMERCE**

	PRODUCTION				EXPORTATIONS		
	1981-83 moyenne	1984	1985	1986	1981-83 moyenne	1984	1985
GRAISSES ET HUILES	<i>milliers de tonnes</i>						
Total mondial	63 560	65 070	70 760	73 660	21 820	22 350	23 450
Graisses et huiles comestibles/saponifiables	61 810	63 290	68 810	71 710	20 600	21 060	22 240
Graisses comestibles	10 460	10 880	10 860	11 130	1 390	1 430	1 390
Beurre (teneur en matières grasses)	6 050	6 340	6 340	6 510	670	700	710
Saindoux	4 410	4 540	4 530	4 630	420	390	380
Margarine et graisses alimentaires composées	—	—	—	—	310	340	300
Huile fluides	33 790	33 650	38 030	38 930	11 170	11 570	11 520
Soja	13 390	12 590	14 130	14 680	6 730	6 880	6 400
Tourne-sol	5 260	5 470	6 330	6 640	1 570	1 830	1 860
Arachides	3 280	3 420	3 610	3 430	620	510	560
Coton	3 340	3 210	4 000	3 720	460	360	420
Colza	4 250	4 750	5 660	6 160	1 250	1 380	1 780
Olive	2 030	1 850	1 820	1 670	240	260	390
Huiles à acide laurique	3 960	3 660	4 070	4 730	1 860	1 540	1 950
Coco	2 950	2 510	2 770	3 320	1 400	1 010	1 310
Palmiste	1 010	1 150	1 300	1 410	460	530	640
Autres huiles et graisses	13 600	15 100	15 860	16 910	6 170	6 520	7 180
Suif et graisses	6 210	6 470	6 570	6 610	2 060	1 970	1 940
Palme	5 950	6 850	7 630	8 630	3 120	3 340	4 100
Marine	1 180	1 520	1 390	1 410	660	850	830
Huiles techniques	1 370	1 400	1 550	1 560	1 080	1 180	1 110
Lin	770	730	760	850	390	390	430
Ricin	380	440	550	480	180	210	210
Abrasin	90	90	90	90	30	30	30
Autres huiles	380	380	400	390	140	110	100
Totaux régionaux							
Pays en développement	28 330	30 790	33 960	35 050	9 110	9 890	11 880
Amérique latine	6 680	7 680	8 660	7 900	2 920	3 690	4 700
Afrique	3 110	3 090	3 219	3 320	510	450	390
Proche-Orient	1 520	1 330	1 390	1 370	160	170	100
Extrême-Orient	11 810	12 900	14 270	15 340	4 970	4 830	5 870
Pays d'Asie ECP	4 890	5 420	6 010	6 670	280	410	460
Pays développés	35 230	34 270	36 800	38 610	12 700	12 460	11 580
Amérique du Nord	17 370	15 270	17 290	18 470	9 030	8 470	7 120
Europe occidentale	8 210	8 690	9 120	9 390	360	2 450	2 970
CEE (12)	6 980	7 360	7 830	8 100	1 930	2 020	2 470
Autres pays d'Europe occidentale	1 230	1 330	1 290	1 300	430	430	510
Europe orientale et URSS	7 670	8 130	8 090	8 470	540	680	630
URSS	4 870	5 160	4 940	5 310	90	80	70
Europe orientale	2 800	2 970	3 150	3 160	460	590	560
Océanie	970	1 150	1 230	1 200	500	510	570
Autres pays développés	1 020	1 030	1 070	1 090	280	350	280

Source : Rapport et perspectives sur les produits — FAO — n°43.

CAOUTCHOUC NATUREL : PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE

	PRODUCTION				EXPORTATIONS		
	1981-83 moyenne	1984	1985	1986	1981-83 moyenne	1984	1985
	<i>milliers de tonnes</i>						
Total mondial	3 827	4 260	4 350	4 450	3 233	3 651	3 683
Pays en développement	3 827	4 260	4 350	4 450	3 199	3 592	3 619
Malaisie	1 523	1 529	1 466	1 440	1 475	1 593	1 530
Indonésie	915	1 116	1 130	1 226	848	1 010	1 000
Thaïlande	548	629	726	750	524	592	690
Inde	182	184	198	212	-	-	-
Sri Lanka	130	142	138	144	130	126	120
Chine	151	190	200	210	-	-	-
Afrique	186	199	212	230	151	185	189
	<i>millions de \$E.-U.</i>				<i>cents E.-U./kg</i>		
Total mondial	3 062	3 477	3 183		947	952	864
Pays en développement	3 012	3 463	3 170		942	964	876
Malaisie	1 442	1 567	1 280		978	984	837
Indonésie	758	949	950		894	940	950
Thaïlande	474	550	500		905	929	725

UTILISATION DE CAOUTCHOUC NATUREL ET PROPORTION DE LA CONSOMMATION TOTALE D'ELASTOMERES

	1981-83 moyenne		1984		1985		1986	
	<i>milliers de tonnes</i>	%						
Total mondial	3 788	31,3	4 240	32,1	4 355	32,6	4 400	32,6
Pays en développement	1 282	54,3	1 508	55,5	1 549	55,2	1 640	55,9
Chine	315	65,2	400	65,6	415	62,9	430	61,0
Inde	195	79,9	213	78,8	233	77,2	250	79,0
Autres pays producteurs	370	47,1	414	45,7	430	42,8	457	42,6
Pays développés	2 506	25,8	2 732	26,1	2 806	26,6	2 760	26,0
Etats-Unis	628	25,0	751	26,7	764	27,7	740	27,3
Japon	460	35,6	525	36,5	540	36,3	535	36,2
Allemagne, Rép. féd. d'	175	30,9	190	32,0	202	33,0	200	32,0
France	160	36,2	162	36,1	155	33,7	160	35,0
Italie	119	32,0	117	30,9	127	31,5	129	31,0
Royaume-Uni	119	33,5	118	32,3	126	34,6	125	34,0
Europe orientale et URSS	392	13,7	390	12,9	395	12,6	420	12,8

STOCKS DE CLOTURE (1)

PRIX

	1981-83	1984	1985				
	moyenne			1981-83	1984	1985	
	<i>milliers de tonnes</i>			<i>monnaie nationale/tonne</i>			
Total mondial	1 700	1 770	1 755				
Pays producteurs	550	545	515				
Pays consommateurs	868	940	885				
Stocks sous voile	282	285	360				
				Londres (stg) :			
				R.S.S. 1 c.a.f	755	765	642
				S.M.R. 20 c.a.f	691	742	621
				Kuala Lumpur (\$M)			
				R.S.S. 1	2 469	2 243	1 886
				S.M.R. 20	2 187	2 092	1 735

(1) Non compris ceux détenus par les gouvernements.

Source : Rapport et perspectives sur les produits — FAO — n°43.

SUCRE : PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE

	PRODUCTION (1)			IMPORTATIONS			
	1981-1983 moyenne	1984	1985	1981-1983 moyenne	1984	1985	
	<i>millions de tonnes, valeur brute</i>						
Total mondial	99,42	100,78	98,29	28,68	28,18	27,14	
Pays en développement	58,00	58,27	56,44	11,88	10,98	12,50	
Amérique latine	28,79	29,78	26,97	1,53	1,20	0,37	
Afrique	3,92	3,80	3,94	2,30	2,23	2,26	
Proche-Orient	3,64	3,95	3,70	3,65	3,74	3,44	
Extrême-Orient et Océanie	16,87	15,11	15,35	2,47	2,35	4,33	
Pays d'Asie ECP	4,78	5,63	6,48	1,93	1,46	2,10	
Pays développés	41,42	42,51	41,85	16,80	17,20	14,64	
CEE (12) (2)	15,41	14,41	14,52	2,45	3,01	2,59	
Autres pays							
d'Europe occidentale	1,88	2,13	2,01	0,69	0,78	0,53	
Amérique du Nord	5,46	5,43	5,52	4,20	4,16	3,67	
Europe orientale et URSS	12,34	13,43	13,14	7,20	6,94	5,51	
Europe orientale	4,89	4,75	4,79	0,99	1,17	1,00	
URSS	7,45	8,68	8,35	6,21	5,77	4,51	
Autres pays développés	6,33	7,11	6,66	2,26	2,31	2,34	
	EXPORTATIONS			VALEUR DES EXPORTATIONS			
	<i>millions de tonnes, valeur brute</i>			<i>milliards de \$E.-U.</i>			
Total mondial	29,92	28,67	27,64	12,29	10,06	8,74	
Pays en développement	19,08	18,72	17,27	8,38	7,62	6,67	
Amérique latine	12,89	12,84	11,93	6,33	6,21	5,61	
Afrique	1,62	1,59	1,61	0,58	0,45	0,42	
Proche-Orient	0,20	0,59	0,33	0,08	0,13	0,06	
Extrême-Orient et Océanie	3,98	3,50	3,00	1,25	0,78	0,51	
Pays d'Asie ECP	0,39	0,20	0,40	0,14	0,05	0,07	
Pays développés	10,84	9,95	10,37	3,91	2,44	2,07	
CEE (12) (2)	6,01	5,50	5,05	2,23	1,43	1,21	
Autres pays							
d'Europe occidentale	0,22	0,13	0,18	0,07	0,03	0,03	
Europe orientale et URSS	0,73	0,87	1,09	0,23	0,19	0,18	
Autres pays développés	3,88	3,45	4,05	1,38	0,79	0,65	
	CONSOMMATION				STOCKS MONDIAUX DE CLÔTURE		
	1981-1983 moyenne	1984	1985	1986	1980/81-1982/83 moyenne	1984/85	1985/86
	<i>millions de tonnes, valeur brute</i>				<i>millions de tonnes, valeur brute</i>		
Total mondial	92,25	96,47	97,94	99,14			
Non alimentaires (3)	0,75	0,74	0,95	0,92	32,6	39,9	37,5
Total net	91,50	95,73	96,99	98,22			
Pays en développement	45,22	50,28	51,68	53,12			
Pays d'Asie ECP	5,85	6,61	7,24	7,38			
Pays développés	47,03	46,19	46,26	46,02			
CEE (12)	12,15	11,40	11,66	11,70			
Amérique du Nord	9,47	8,90	8,53	8,15			
Europe orientale et URSS	17,96	18,49	18,37	18,48			
Autres pays développés	7,45	7,40	7,70	7,69			
					COURS JOURNALIERS AIS		
					1981-1983 moyenne	1984	1985
					<i>cents E.-U./livre (450g)</i>		
					11,22	5,20	4,06

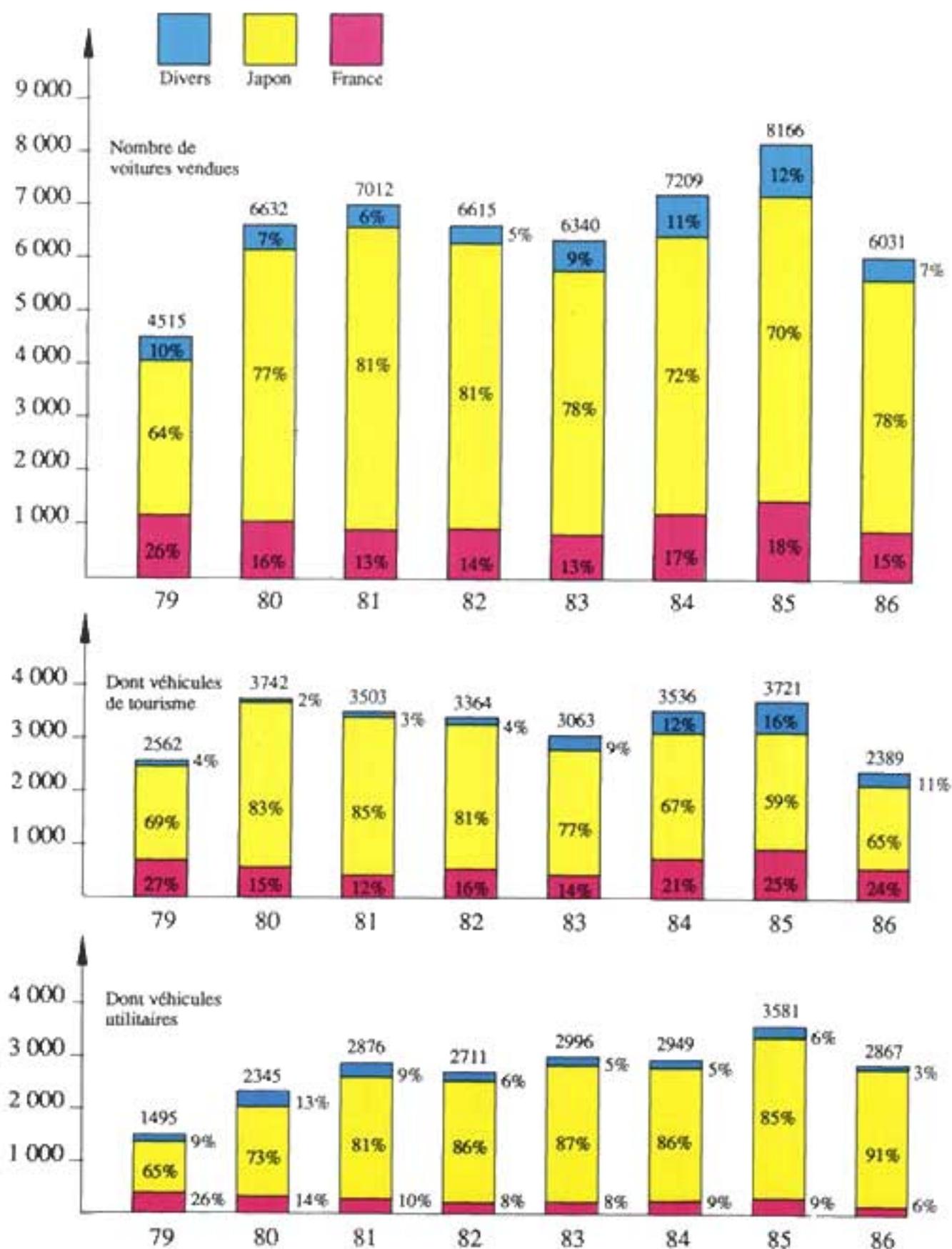
(1) Campagne agricole commençant pendant l'année indiquée.

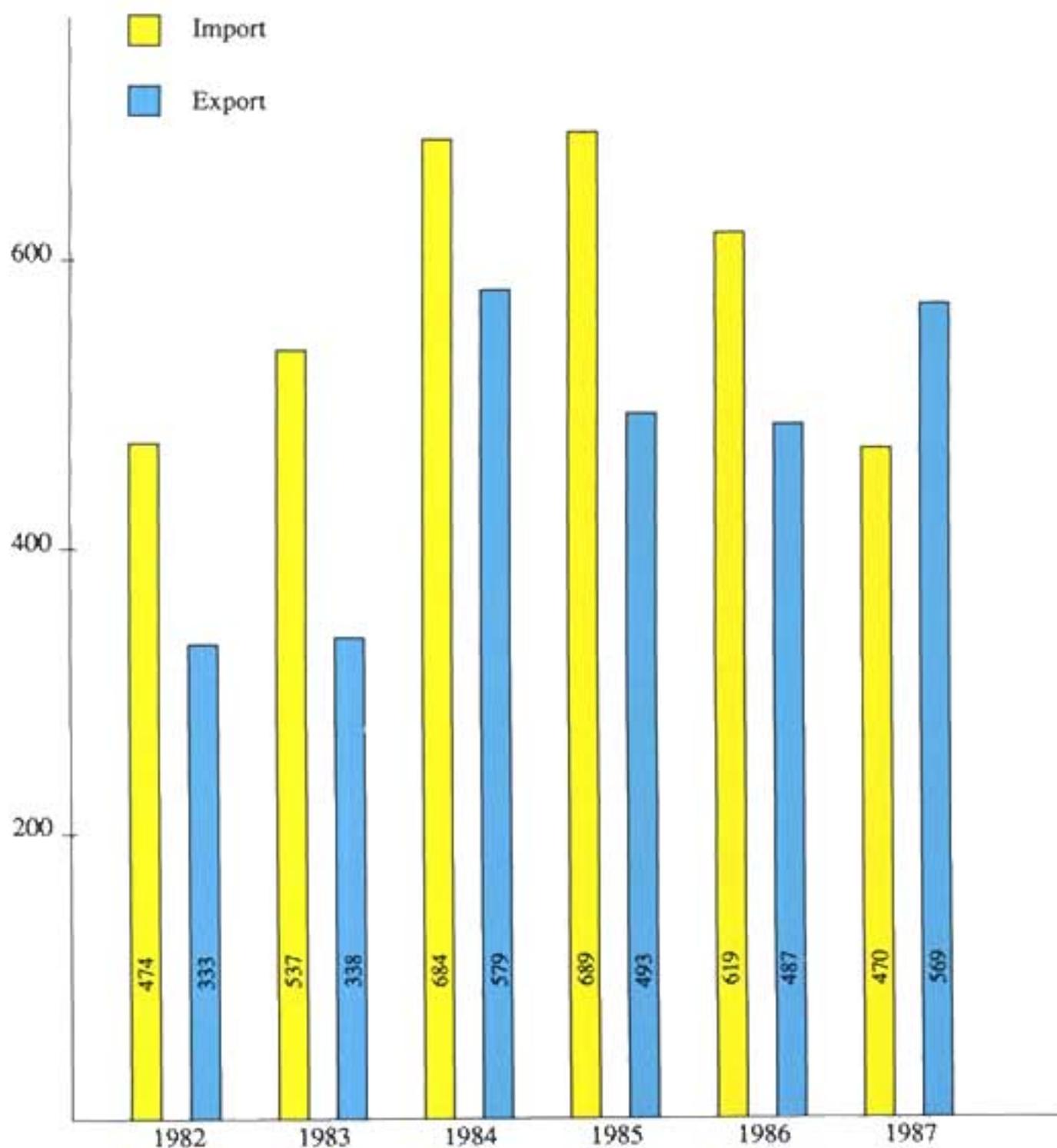
(2) Y compris les échanges entre membres ainsi qu'entre la France métropolitaine et ses départements d'outre-mer, ces derniers sont compris parmi les pays en développement.

(3) Utilisation à des fins non alimentaires et sucre entrant dans les produits exportés ne faisant pas l'objet d'une ventilation par pays.

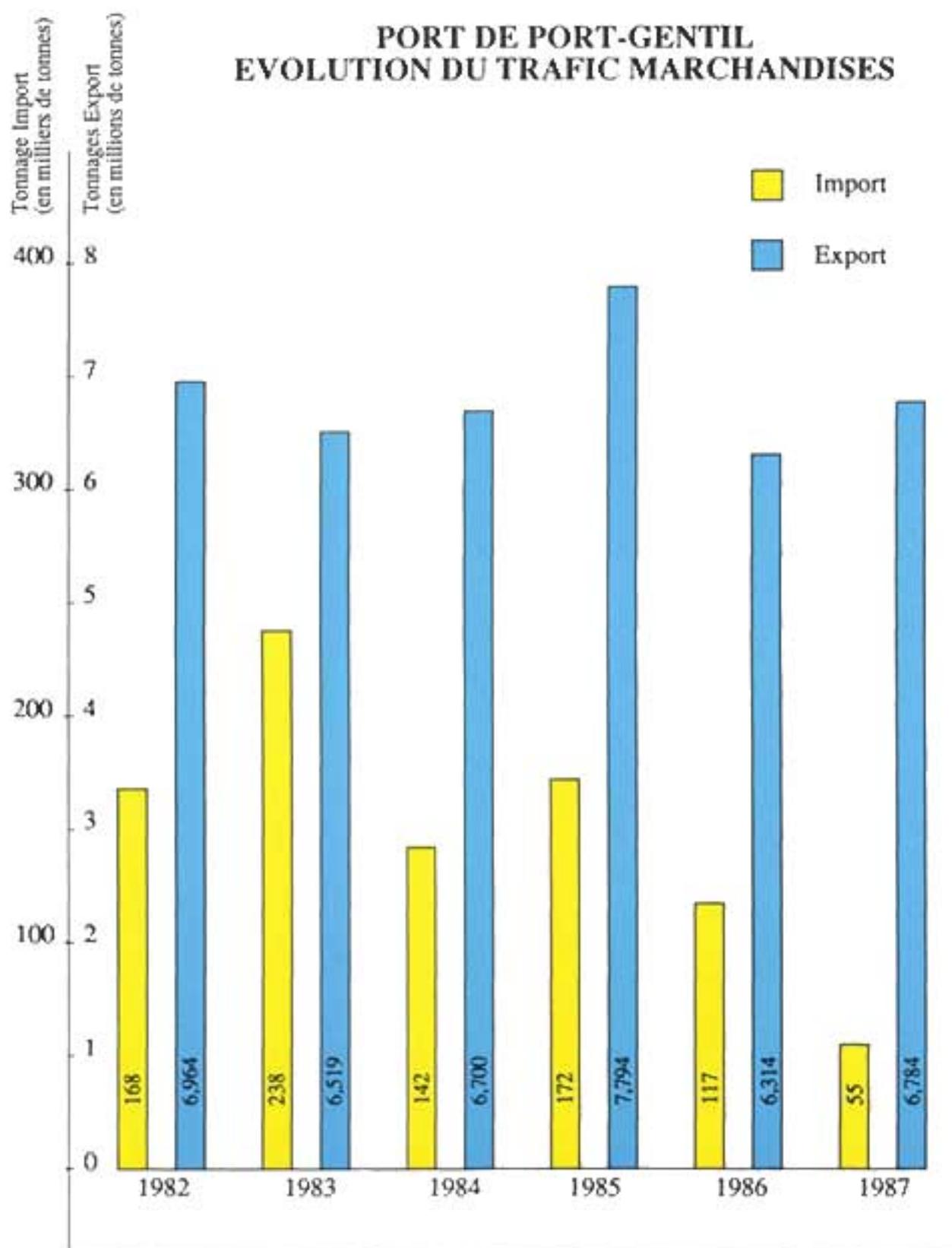
Source: rapport et perspectives sur les produits. FAO. - n°43.

LE MARCHÉ AUTOMOBILE GABONAIS PAR FOURNISSEUR

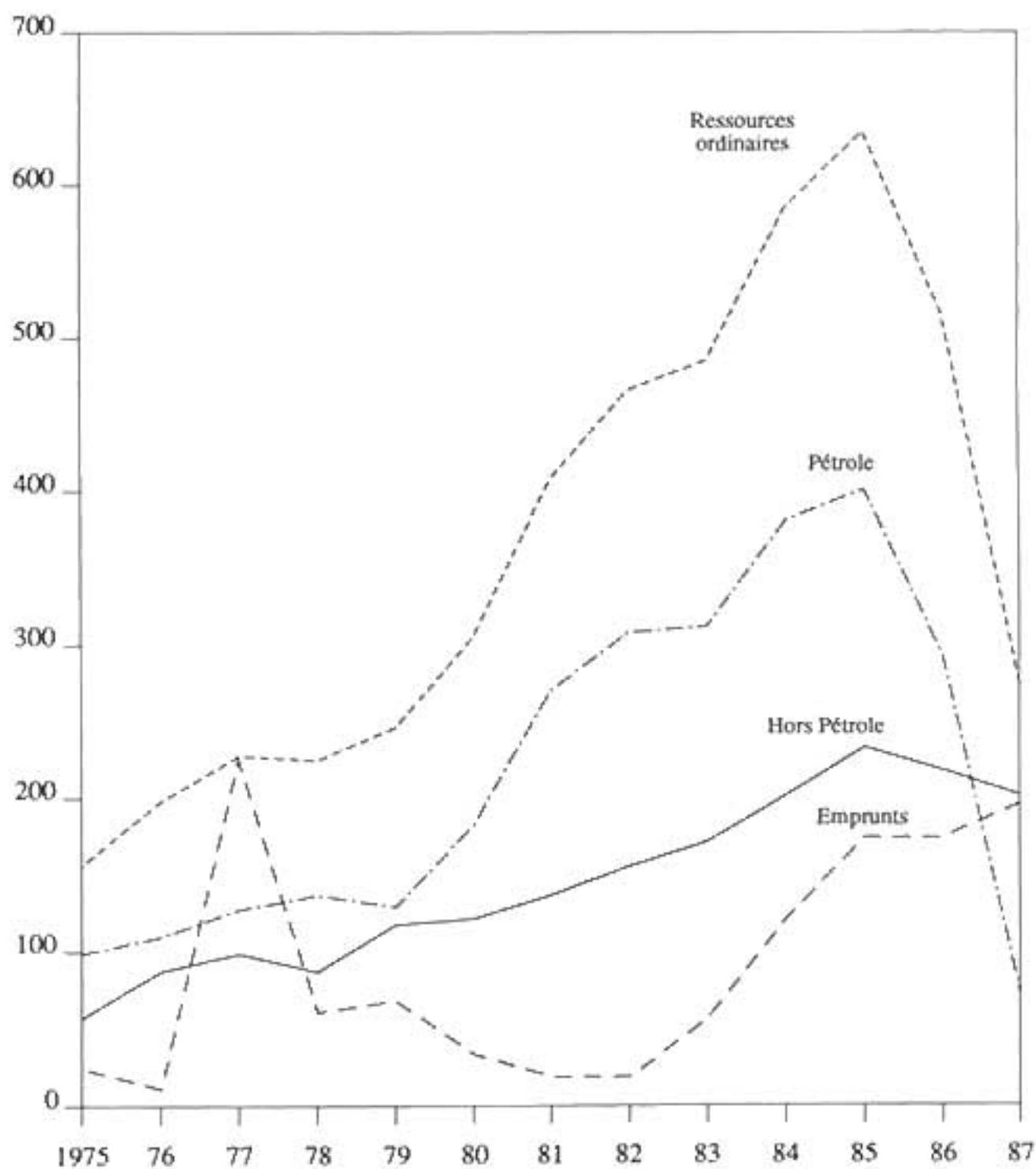


**PORT DE LIBREVILLE — OWENDO
EVOLUTION DU TRAFIC TOTAL DES MARCHANDISES**

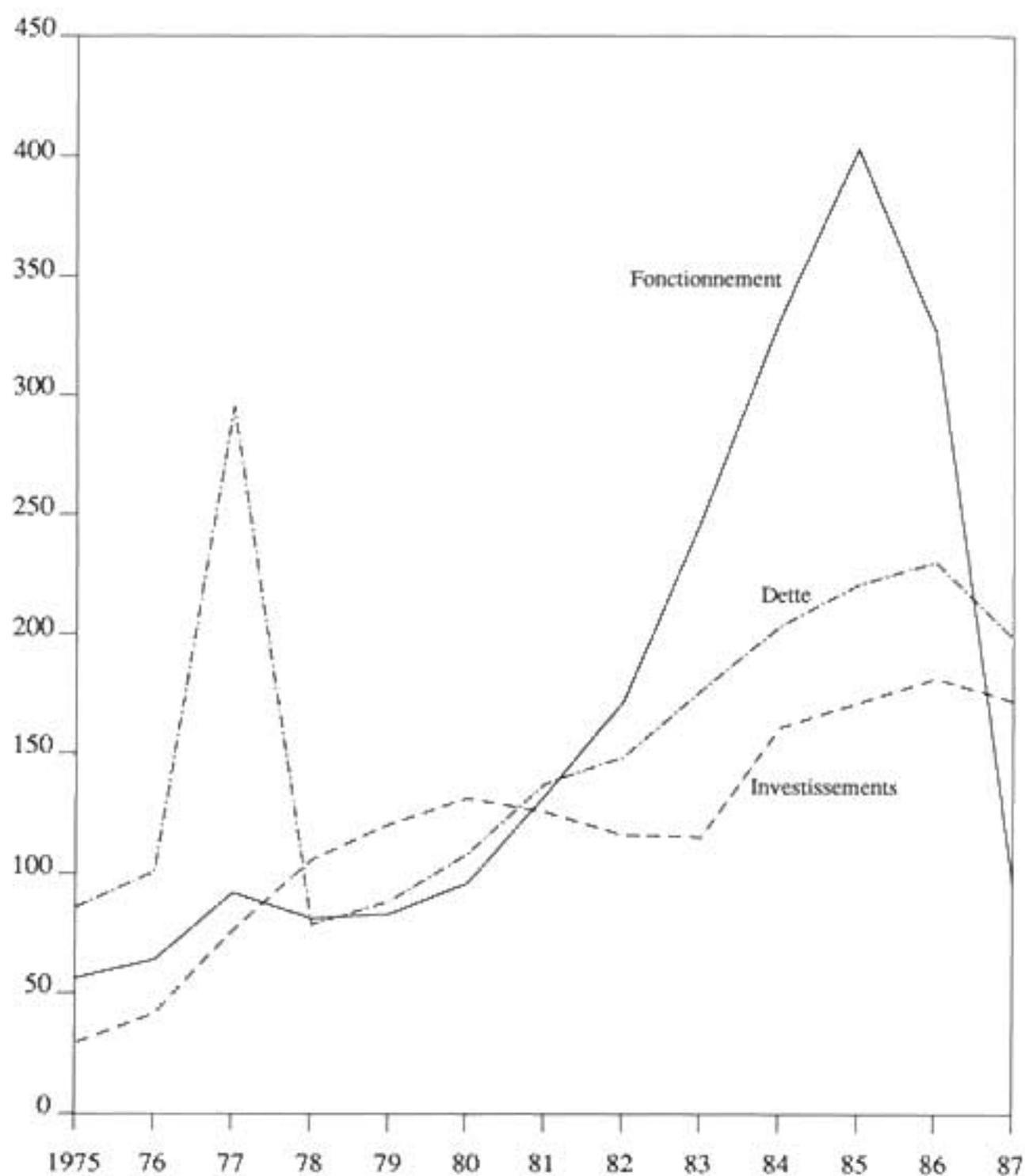
PORT DE PORT-GENTIL EVOLUTION DU TRAFIC MARCHANDISES



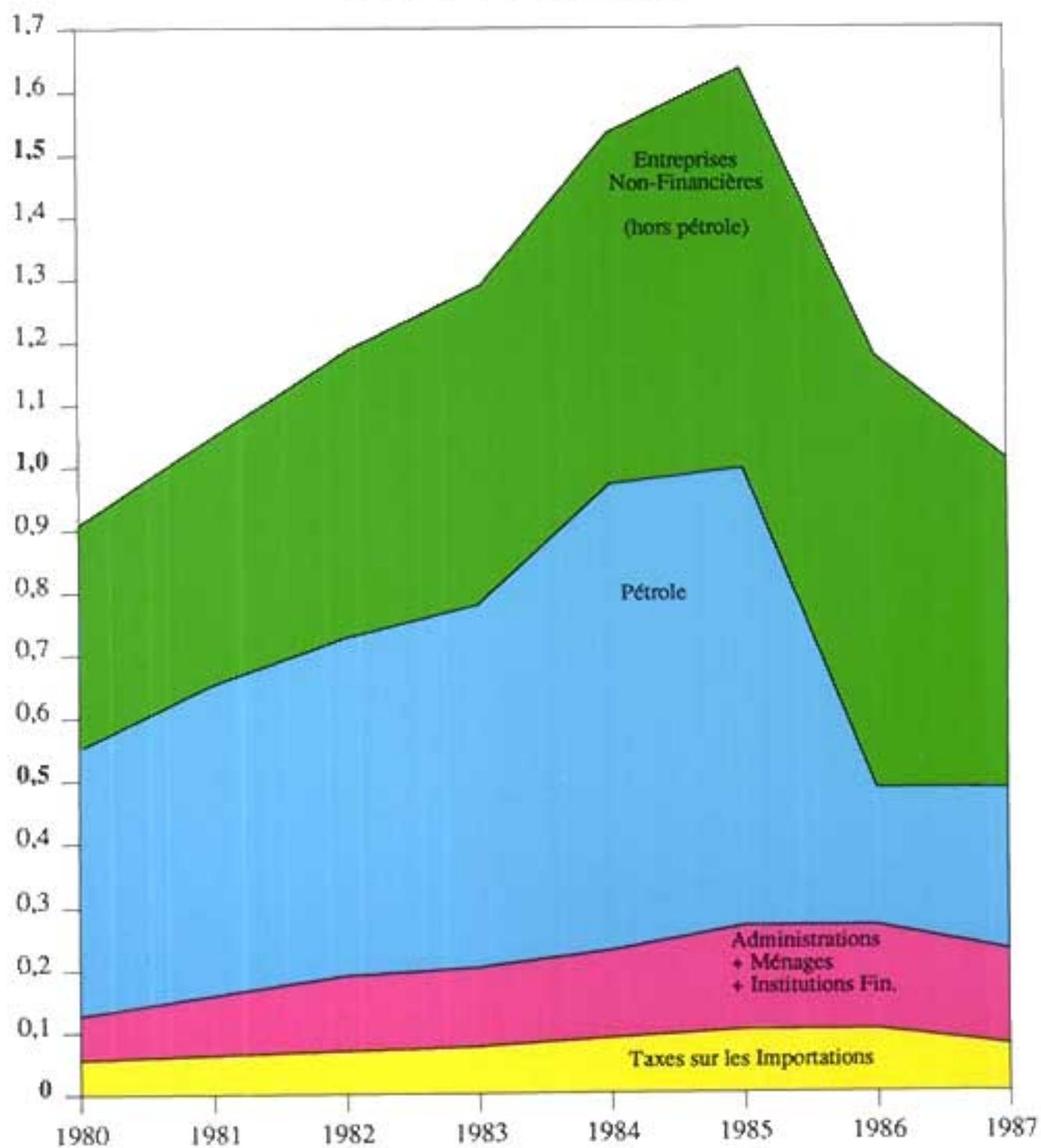
EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES (en milliards de F CFA)



EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES (en milliards de F CFA)

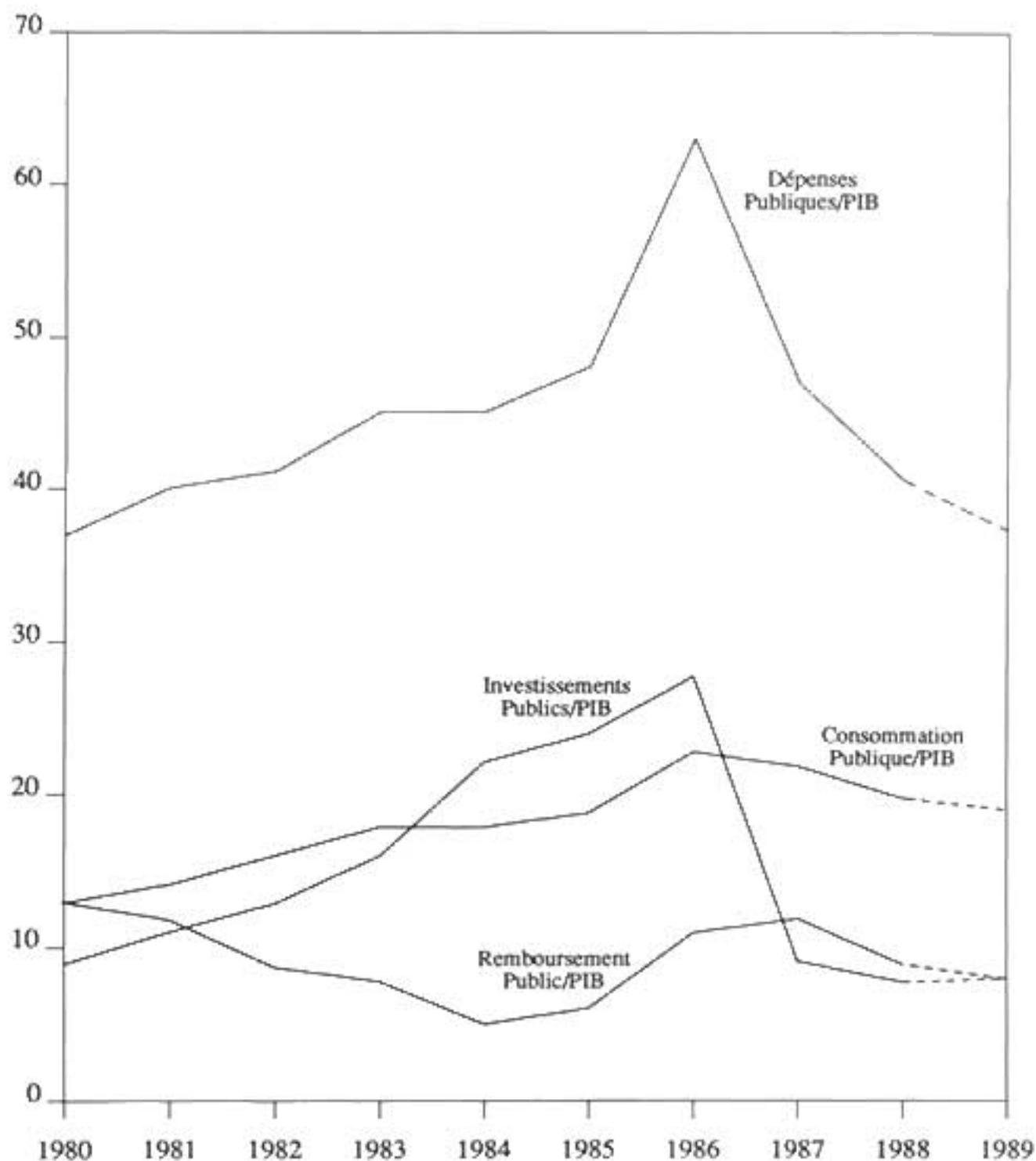


PIB PAR SECTEURS D'ACTIVITE
de 1982 à 1987
(en milliards de F CFA)

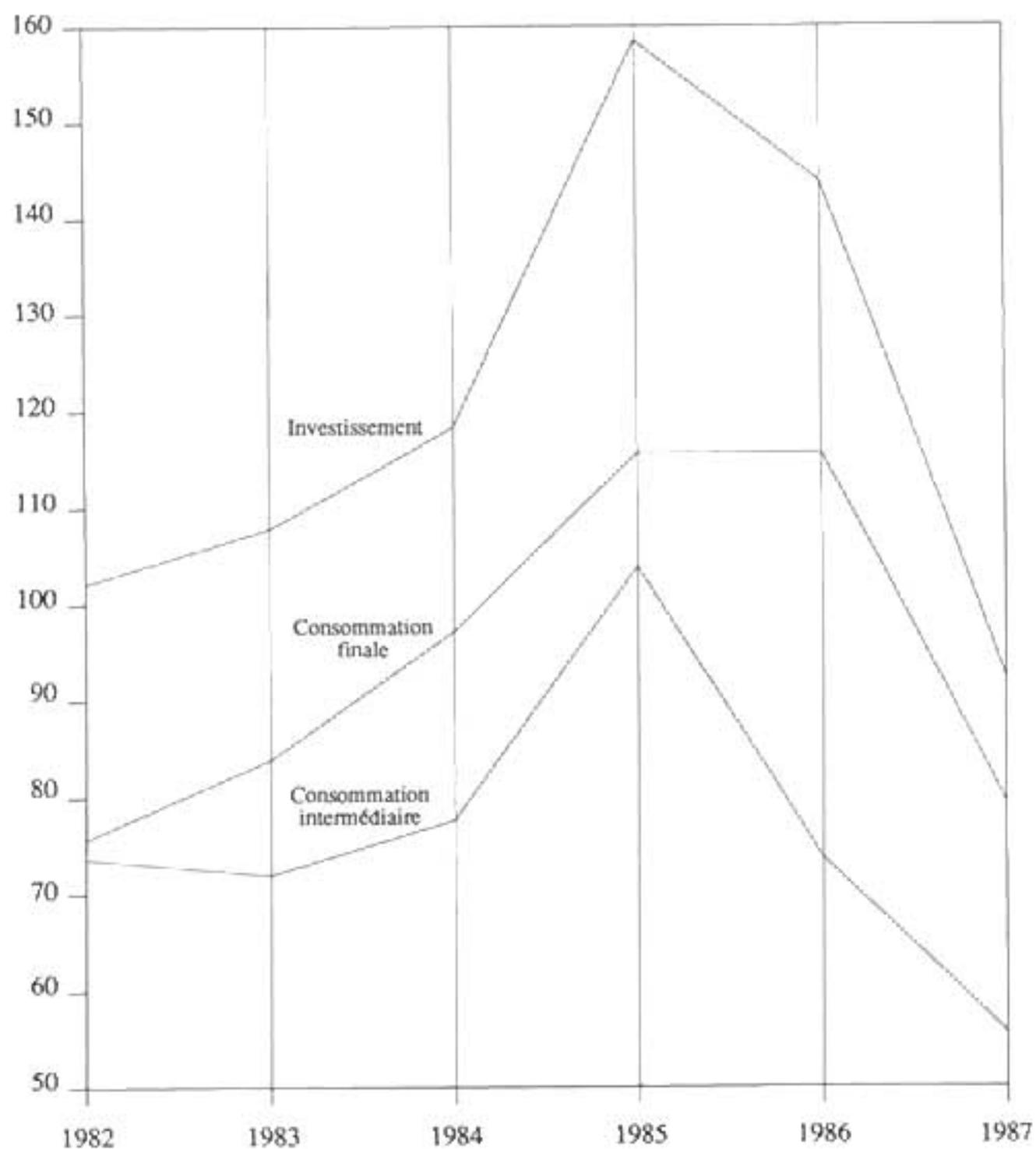


LE POIDS DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

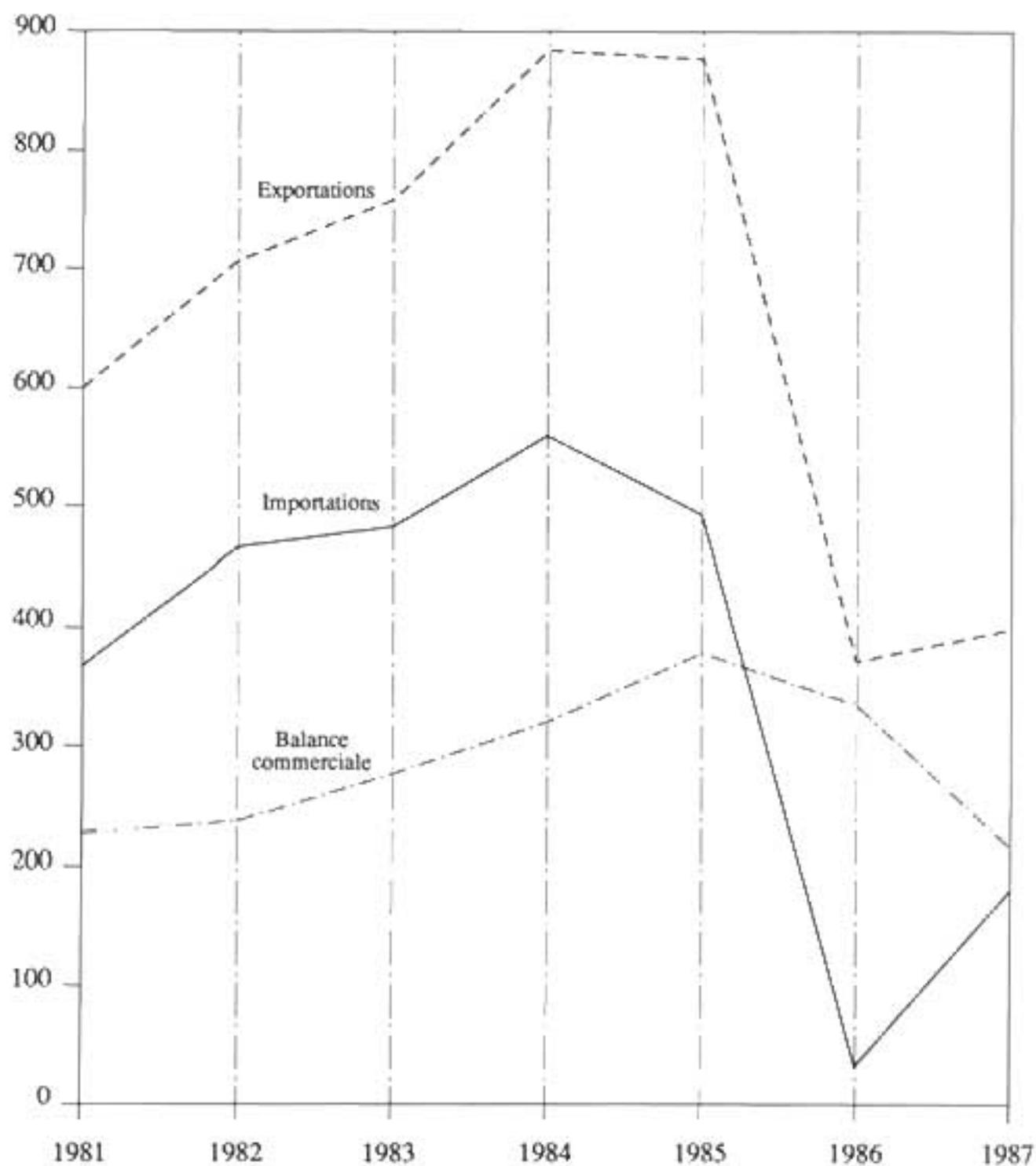
Ratios



EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE 1982 A 1987 (en milliards de F CFA)



**EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE
DE 1981 A 1987**
(en milliards de F CFA)



BILAN DE LA BEAC
SITUATION PROVISOIRE DU GABON AU 30/11/86 ET AU 30/11/87
 (en milliards de Francs CFA)

ACTIF	ZONE		GABON		POIDS DU GABON		PASSIF	ZONE		GABON		POIDS DU GABON	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987		1986	1987	1986	1987	1986	1987
Disponibilités extérieures à vue	119,8	-53,4	38,4	-16,3	32,0%	30,5%	Billets et monnaies en circulation	356,1	384,4	49,3	51,4	13,8%	13,4%
Créances et actifs en devises convertibles	11,5	28,3	—	—	—	—	Trésors comptables publics nationaux	52,3	130,3	12,2	10,6	21,3%	8,1%
Encaissés or	27,6	18,4	1,6	1,8	5,8%	9,8%	Comptes courants bancaires	72,3	63,9	9,1	23,1	12,6%	36,2%
FMI	23,4	27,6	4,6	7,8	19,6%	28,3%	Autres comptes courants	0,1	0,1	—	—	—	—
Créances sur trésors nationaux	142,2	231,5	7,1	70,6	5,0%	30,5%	Transferts à régler	3,7	7,5	0,8	21,6%	21,3%	—
Créances sur banques	313,3	453,7	25,4	29,8	8,1%	6,6%	FMI	17,6	18,5	3,9	1,6	22,2%	8,6
Valeurs immobilisées	39,0	46,8	0,5	0,5	1,3%	1,1%	Capital	24	36	—	—	—	—
Comptes d'ordres	14,4	25,7	0,6	0,5	4,2%	1,9%	Réserves	128,7	138,8	1,9	2,1	1,5%	1,5%
TOTAL ACTIF	692,2	793,1	78,1	94,7	11,9%	10,2%	Comptes d'ordres	37,4	13,6	1,0	2,0	2,7%	1,3%
							TOTAL PASSIF	692,2	793,1	78,1	94,7	11,3%	11,9

Source : Bulletin de la BEAC.

**LE BUDGET DES 13 ETATS DE LA ZONE FRANC
EN 1984, 1985, 1986, 1987**

En milliards FCFA	RECETTES				DEPENSES			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
GABON	562	597	720,8	360	562	597	720,8	360
BENIN	55,92	50,77	57,03		55,92	50,77	57,03	
COTE D'IVOIRE	670,80	505,77	549,36	626,86	670,80	505,77	549,36	626,86
BURKINA FASSO	62,68	76,67	82,34	86,03	62,68	76,67	82,34	86,03
NIGER	155,53	167,93	198,07		155,53	167,93	198,07	
SENEGAL	202,39	213,24	319,68		202,39	213,24	319,68	
TOGO	76,79	81,89	87,28	89,69	76,79	81,89	87,28	89,69
MALI	100,62	58,46	NC		100,62	58,46	NC	
CAMEROUN	620	740	800		620	740	800	
CENTRAFRIQUE	44,2	38,53	NC		44,2	38,53	NC	
CONGO	412,42	381,04	417,4	196,8	412,42	381,04	417,4	196,8
TCHAD	8,33	9,19	NC		8,33	9,19	NC	
GUINEE	NC	NC	8,38	7,17	NC	NC	8,38	7,17

Source : la Zone Franc en 1984, 1985, 1986.

Répartition de l'emploi dans le secteur public en Février 1988

Répartition par sexe	Nombre	% du total
Hommes	24 358	78,8
Femmes	6 570	21,2
Total	30 928	100

Situation matrimoniale	Nombre	% du total
Célibataires	20 187	65,3
Mariés	10 330	33,4
Veufs	136	0,4
Divorcés	275	0,9
Total	30 928	100

Ventilation par statut	Nombre	% du total
Fonctionnaires	12 635	40,9
Contractuels locaux sous statut	3 869	12,5
Contractuels expatriés sous statut	1 408	4,6
Contractuels hors statut	362	1,2
Cas particuliers	183	0,6
Autres agents de l'Etat	12 471	40,3
Total	30 928	100

Répartition de l'emploi dans le secteur public en Février 1988 (suite)

Répartition par catégorie hiérarchique	Nombre	% du total
HC	818	2,6
A 1	3 754	12,1
A2	3 440	11,1
B 1	8 594	27,8
B 2	4 651	15,0
C	8 985	29,1
catégorie 6	686	2,2
Total	30 928	100

Ventilation par secteur administratif	Nombre	% du total
Administration générale	3 705	12,0
Administration économique et financière	911	2,9
Communication	469	1,5
Production	775	2,5
Navigation	430	1,4
Technique	690	2,2
Education	7 634	24,7
Social et sanitaire	2 684	8,7
Enseignement supérieur	281	0,9
Justice	402	1,3
Autres	12 947	41,9
Total	30 928	100

Source : Direction générale du Budget, Ministère des Finances, du Budget et des Participations

Extrait de la Loi Programme 1988-90 Des investissements Publics et Parapublics

... Le Programme 1988-1990 des Investissements Publics et Parapublics, constitue le cadre de référence des actions de l'Etat en matière d'investissements pour la période 1988-1990.

Dans le cadre de la poursuite de l'effort de consolidation des équilibres budgétaires et de la politique d'ajustement visant à diversifier l'économie pour réduire sa vulnérabilité vis-à-vis des chocs extérieurs, le Programme 1988-1990 des Investissements Publics et para-publics a pour objectif final le retour à une croissance régulière et durable permettant d'assurer le bien-être et la promotion des Hommes et le renforcement de l'Unité Nationale.

Les dépenses d'investissement à la charge de l'Etat seront contenues dans une enveloppe annuelle de 80 milliards de F. CFA au cours de la période 1988-1990, les grandes masses budgétaires évoluant comme précisé ci-dessous en milliards de francs :

DESCRIPTION	1988	1989	1990
Budget d'investissement	80,1	80,0	67,5
Budget d'investissement moins (charges communes et renouvellement)	75,9	76,0	62,6
Budget d'investissement moins (charges communes, renouvellement et OCTRA)	48,5	49,0	50,6

La répartition sectorielle des dépenses d'investissement sur la période 1986-1990 est présentée en pourcentage, dans le tableau ci-après :

La répartition sectorielle sur la période 1988-1990 correspond aux priorités énoncées comme suit:

SECTEURS	PROGRAMME		
	1986	1987	1988-90
PRODUCTIF (dont agriculture)	13,8 (7,9)	33,8 (26,7)	40,5 (28,4)
INFRASTRUCTURES (dont Transgabonais)	57,0 (43,7)	37,3 (34,5)	36,7 (30,5)
EDUCATIF ET SOCIAL	12,9	11,6	9,5
INVESTISSEMENTS GENERAUX	16,3	17,3	13,2

- 1 priorité aux investissements productifs avec une priorité absolue à la poursuite des projets agricoles faisant l'objet de conventions de financement avec des organismes internationaux à des conditions concessionnelles ;
- 2 priorité au maintien en bon état des infrastructures et installations existantes, avec une priorité absolue aux routes d'évacuation des productions de l'intérieur du pays vers les centres de consommation ;
- 3 priorité à la formation des Hommes, en privilégiant les actions de formation susceptibles d'obtenir des résultats rapides dans le sens de l'adaptation de la demande à l'offre d'emploi, sans négliger pour autant l'enseignement qui conditionne l'avenir à long terme ;
- 4 priorité à la promotion des petites et moyennes entreprises avec une attention particulière sur l'amélioration de la gestion, la compétitivité des entreprises existantes et l'identification des activités les plus intéressantes à promouvoir.

Des ajustements concernant les années 1989 et 1990 seront opérés à l'occasion de l'adoption des Lois-Programmes modificatives, pour tenir compte de la mobilisation des ressources de l'Etat et de l'identification de nouveaux projets.

Aucun programme ou projet d'investissement ne pourra bénéficier d'une aide financière de l'Etat au cours de la période 1988-1990 si les crédits nécessaires n'ont pas été programmés dans la présente Loi ou dans une Loi-Programme modificative.

Les autorisations de programmes affectées aux opérations prévues dans une Loi-Programme sont ouvertes par une Loi de Finances. Aucun engagement de crédit ne sera validé s'il n'entre dans le cadre des autorisations de programmes ouvertes par une Loi de Finances.

Les engagements et demandes de décaissements sur financements extérieurs seront validés, avant leur transmission aux bailleurs de fonds, dans des conditions fixées par décret...

